

LE RÔLE
DE L'IMMIGRATION AGRICOLE ÉTRANGÈRE
dans l'Economie Française

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 14 Mars 1933, à 14 heures

PAR

André PAPAULT

JURY DE LA THÈSE

Président : M. OUALID, Professeur

*Suffragants : MM. PIROU, Professeur
Roger PICARD, Professeur*

MARCEL GIARD
ÉDITEUR
16, RUE SOUFFLOT, 16
PARIS
—
1933



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547118_0015

LE RÔLE DE L'IMMIGRATION AGRICOLE ÉTRANGÈRE dans l'Economie Française

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 14 Mars 1933, à 14 heures

PAR

André PAPAULT

JURY DE LA THÈSE

Président : M. OUALID, Professeur

Suffragants : MM. PIROU, Professeur
Roger PICARD, Professeur

MARCEL GIARD
ÉDITEUR
16, RUE SOUFFLOT, 16
PARIS

1933

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



PREMIÈRE PARTIE

ORGANISATION ET CONTROLE DE L'IMMIGRATION AGRICOLE

CHAPITRE PREMIER

LES DÉBUTS

Jusqu'à ces dernières années l'Agriculture n'avait à vrai dire jamais pu obtenir une main-d'œuvre étrangère suffisante pour ses besoins et sa part dans l'immigration était toujours restée faible. L'arrêt de l'accroissement de la population étrangère dans les années immédiatement antérieures à 1914, devait rendre cette situation plus sensible encore. Aussi des Agriculteurs de la région de l'Est, où l'essor de l'industrie aggravait la pénurie de travailleurs, songèrent-ils à organiser la venue d'ouvriers agricoles étrangers.

Le président de la Société d'Agriculture de Nancy s'entendit, à cet effet en 1906, avec un député Polonais venu en France. On décida de faire venir un

convoi de travailleurs polonais de Galicie. Au printemps de 1907, 400 Polonais des deux sexes arrivaient à Nancy et étaient répartis dans les campagnes par les Syndicats agricoles de la Meurthe-et-Moselle et de la Meuse. C'était l'amorce d'un courant nouveau prenant sa source au loin et qui devait se développer par la suite à côté des courants anciens venus des pays voisins, lesquels après avoir alimenté l'immigration pendant tout le xix^e siècle se révélaient désormais insuffisants pour satisfaire aux besoins de la France du xx^e siècle.

La Pologne était susceptible de fournir un grand nombre de travailleurs agricoles ; chaque année 500.000 à 600.000 saisonniers se répandaient dans les grandes exploitations allemandes où une organisation quasi industrielle permettait des salaires suffisants. Peu exigeants, les Polonais y étaient parqués dans des bâtiments spéciaux, véritables casernes, sous la surveillance de contre-maîtres qui maintenaient une rude discipline. Il y avait parfois des abus, tant de la part des employeurs que de la part des agents recruteurs allemands qui n'hésitaient pas à tromper les ouvriers polonais pour mieux les attirer. Les Polonais, par haine des Allemands qui les opprimaient étaient favorables à l'idée de détourner ce grand mouvement migratoire vers la France. Les Galiciens notamment, indignés, des brutalités des Allemands qui interdisaient la langue et les enseignes Polonaises, expulsaient les indigènes et saisissaient leurs terres dans le Duché de Posen, fondèrent un comité à Cracovie, en 1909, en faveur de l'émigration vers la France. Sur la proposition d'un député à la diète autonome de Galicie on décida de s'adresser au gouvernement Français par l'intermédiaire de l'ambassade d'Au-

triche. Mais celui-ci fidèle à la politique de liberté en matière d'immigration, refusa d'intervenir. Ce furent alors des agences privées ou semi officielles qui s'emparèrent du mouvement. Elles recrutèrent, rédigèrent des contrats et introduisirent en France, les travailleurs. En 1910 près de 6.000 Polonais étaient ainsi engagés en Lorraine, en Champagne, en Bourgogne et quelques-uns jusque dans la région parisienne, en Seine-et-Marne et Seine-et-Oise.

Mais les employeurs se plaignirent bientôt de la qualité de cette nouvelle main-d'œuvre. Les plaintes affluèrent notamment au sujet des ruptures de contrat, les Polonais partaient sous le prétexte le plus futile. L'enquête sur les salaires de 1911 signale de graves défauts : ivresse, paresse, ignorance de la langue, mauvais caractère. Or en Allemagne, au contraire, on appréciait beaucoup les ouvriers polonais, on les trouvait sobres, économes, courageux. Cette différence s'explique par le rôle néfaste des agences d'émigration. Celles-ci n'opéraient ni contrôle ni sélection et expédiaient parfois des rebuts, d'autant que les employeurs français demandaient trop tard leur main-d'œuvre et après les départs pour l'Allemagne. Par ailleurs, les agences en France, trouvant dans le débauchage un moyen de fournir des Polonais sans frais de transports, se livrèrent à une véritable traite des Polonais. Enfin les employeurs eux-mêmes contribuèrent souvent à l'instabilité soit en ne respectant pas les fêtes religieuses du Polonais, soit en ne lui assurant pas une nourriture et un logement suffisants. Les Polonais, d'un autre côté, souffraient de l'isolement, de la différence de langue et de coutumes, inconvenients qu'ils ressentaient moins en Allemagne où ils restaient groupés par équipes. Les bureaux allemands

de recrutement en Galicie reçurent le mot d'ordre d'enrayer le mouvement vers la France et firent courir des faux bruits au sujet de mauvais traitements, d'engagements forcés dans la légion étrangère, etc... Les agriculteurs français comprirent qu'un assainissement de l'émigration s'imposait. Ils fondèrent en 1910, le syndicat de la main-d'œuvre agricole qui passa une convention avec la société polonaise d'émigration et prit la direction du mouvement. Des convoyeurs responsables furent prévus pour l'organisation du transport. Des contrats précis définirent les droits et les devoirs des immigrants et des employeurs. Ces contrats, dont les clauses générales étaient imposées aux employeurs, furent appelés contrats-types. Ceux-ci devaient apparaître par la suite comme le meilleur moyen d'organiser et de contrôler l'immigration. Durée du travail, repos hebdomadaire, jours fériés, salaires tout y était fixé. Et, fait nouveau, toutes les difficultés entre contractants devaient être tranchées par trois arbitres désignés ; l'un par la Société des Agriculteurs de France, l'autre par la Chambre Syndicale et le troisième par la Société de Protection des Ouvriers Polonais en France.

Ainsi organisée et surveillée l'immigration polonaise permettait d'espérer un large développement. De 1910 à 1912 on introduisit en moyenne 6.000 travailleurs par an et en 1913 plus de 20.000 Polonais travaillaient dans l'agriculture. Cette immigration se trouvait facilitée par le développement et le bon marché des transports qui par un curieux retour, après avoir contribué en partie à la pénurie de main-d'œuvre agricole en France, permettaient d'y remédier en rendant possible le recrutement de travailleurs jusqu'au fond de la Pologne.

SERVICES ADMINISTRATIFS DE L'IMMIGRATION

Service de la *Main-d'Œuvre Agricole*

Dès le début de la guerre, les exigences de la défense nationale rendirent indispensable un recrutement plus intense des ouvriers étrangers.

Le Ministère de l'Agriculture dès 1915 avait créé un Office de la Main-d'Œuvre Agricole. Celui-ci eut l'idée d'établir des Bureaux d'Immigration à la frontière Espagnole. Il en installa à Cette, à Cerbère, à Fos et à Hendaye, puis par la suite, en 1916, à Marseille, à Arreau et à Bordeaux. Les résultats ayant été satisfaisants, le système des Bureaux d'Immigration fut étendu aux frontières italiennes et Suisses. En même temps on créa des bureaux départementaux de main-d'œuvre agricole pour concentrer les demandes. Ces bureaux recevaient les immigrants qui se présentaient, les vaccinaient, les photographiaient, leur donnaient une carte d'identité et les plaçaient. Le salaire était fixé à 400 francs par an, logé et nourri et 765 francs non nourri. Les ouvriers bénéficiaient du demi-tarif en chemin de fer. Près de 100.000 Espagnols vinrent ainsi travailler dans l'agriculture française pendant la guerre.

La France possédait ainsi, en 1919, des services administratifs d'immigration déjà organisés.

Le service de la Main-d'Œuvre Agricole, créé en 1915, possède un Service Central à Paris, chargé de transmettre après visa les demandes de main-d'œuvre agricole étrangère aux pays d'émigration. Il s'occupe de toutes les questions se rapportant à la main-d'œuvre agricole ; recrutement, contrôle, con-

trats, etc... Il donne les instructions nécessaires à ses agents des postes frontières. Des missions à l'étranger ont été organisées, notamment en Tchéco-Slovaquie, qui embauchent et introduisent les ouvriers agricoles. De plus, le Service de la Main-d'OEuvre Agricole possède dans chacun des bureaux frontières d'immigration des agents chargés de la répartition des travailleurs agricoles qui s'y présentent.

Au Service de la Main-d'OEuvre Agricole, correspond au Ministère du Travail, le Service de la Main-d'OEuvre étrangère qui procède à l'introduction des travailleurs de l'industrie et du Commerce. Pour donner plus d'unité à leur activité on créa la Commission Interministérielle de l'Immigration et le Conseil National de la Main-d'OEuvre. La Commission Interministérielle de l'Immigration, rattachée au Ministère des Affaires Etrangères est chargée de préparer et de contrôler l'application générale des traités et conventions d'immigration et de coordonner l'action des différents services Ministériels qui s'occupent des travailleurs étrangers. Elle s'inspire dans ses principales décisions des Avis du Conseil National de la Main-d'OEuvre. Ce conseil institué en 1920 est rattaché à la Présidence du Conseil. Il compte vingt quatre membres dont des parlementaires, des employeurs, des ouvriers et des fonctionnaires des Ministères intéressés. Il donne son avis sur toutes les questions concernant la main-d'œuvre nationale et étrangère.

En dehors de ces organismes spécialement chargés de traiter les questions d'immigration, chaque Ministère est appelé à s'occuper des étrangers pour les questions de son ressort.

1° Le Ministère de l'Intérieur chargé de la surveillance et de la police des étrangers (Sûreté Générale) assure la distribution des cartes d'identité que tout étranger doit posséder et faire renouveler tous les deux ans. Il perçoit aussi la taxe afférente à cette carte.

2° Le Ministère de la Justice s'occupe de toutes les questions concernant les naturalisations et l'état civil.

3° Le Ministère des Affaires Etrangères dirige les négociations des accords internationaux.

4° Le Ministère de l'Instruction Publique s'occupe des questions scolaires.

Cette diversité des services est nuisible à l'unité d'action, néanmoins cette organisation, si disparate qu'elle soit a su s'adapter à la complexité du problème de l'immigration et a fourni un effort remarquable pour régler et contrôler, au moins en partie, la venue de la main-d'œuvre étrangère.

CHAPITRE II

LA CONCLUSION D'ACCORDS PARTICULIERS AVEC LES PAYS D'ÉMIGRATION

La première tâche des Services Administratifs d'immigration après la guerre fut de négocier des traités de travail et d'immigration avec les pays susceptibles de fournir des travailleurs. Après des négociations qui trainèrent un peu en longueur par suite des exigences de certains pays, notamment de l'Italie et de la Pologne, des conventions furent successivement signées avec :

La Pologne le 3 septembre 1919, complétée par un traité d'assistance et de prévoyance sociale le 14 octobre 1920.

L'Italie le 30 septembre 1919 ;

La Tchéco Slovaquie le 20 Mars 1920 ;

La Belgique le 30 novembre 1921 complétée par un traité de travail le 24 décembre 1924.

Le Luxembourg le 4 janvier 1923 et le 31 mars 1930 ;

L'Autriche : accord commercial du 16 mai 1928.

La Yougo-Slavie le 30 janvier 1929.

La Grèce le 11 mars 1929 ;

La Roumanie février 1930.

De tous ces accords et conventions de travail et

d'émigration se dégagent les idées essentielles sur l'immigration organisée que la guerre avait mises en relief.

1° La France accorde aux travailleurs étrangers toutes facilités pour s'établir chez elle. Elle s'interdit de leur faire supporter aucun impôt, aucune taxe spéciale.

2° Les ouvriers étrangers recevront, à travail égal, salaire égal, à celui des ouvriers français de la même catégorie.

3° Les travailleurs étrangers jouiront des mêmes avantages que les français au point de vue des lois sociales d'assurance et d'assistance.

4° Tous les traités sont conclus sous le régime de la réciprocité absolue (ce qui est onéreux pour la France dont l'émigration est insignifiante).

5° C'est l'administration française qui seule sera chargée en France de l'application des conditions fixées dans les traités. Elle se réserve le droit d'intervenir, notamment pour éviter la concurrence sur le marché national du travail.

6° Les pays d'émigration autorisent le recrutement individuel ou collectif organisé.

7° Le texte d'un contrat type, inspiré des clauses des conventions et traités, sera arrêté d'un commun accord entre la France et les pays fournisseurs. Tous les contrats de travail des émigrés devront reproduire les clauses de ce contrat type.

Les stipulations relatives au recrutement et aux contrats types sont particulièrement importantes, car d'elles découle l'essentiel du mécanisme de l'émigration organisée. Elles méritent à ce titre que l'on s'y arrête plus longuement.

Le recrutement varie suivant les pays, mais en général les règles suivantes ont été admises :

1° L'émigration individuelle spontanée est libre sous les seules réserves des lois et règlements sanitaires et de police, que le contrat d'embauchage ne contienne aucune stipulation contraire au principe des conventions, que le marché du travail permette la venue de la catégorie de travailleurs à laquelle appartient l'émigrant.

2° L'émigration collective est réglementée d'une façon très minutieuse, étant donné les répercussions graves que peut avoir tout déplacement massif de population sur la vie économique et sociale des deux pays. D'après la loi du 19 juillet 1928, aucune agence d'immigration ne peut exister sans l'autorisation du Ministère de l'Agriculture ou du Ministère du Travail, selon qu'il s'agit de travailleurs agricoles ou non. En outre, il résulte des conventions en vigueur que les deux gouvernements doivent fixer d'un commun accord le nombre des ouvriers à recruter. Une commission spéciale est prévue à cet effet. Le pays d'émigration fixe les régions où doit s'opérer le recrutement. Celui-ci est effectué par des organismes officiels ou privés sous le contrôle de l'Administration. Certains pays, comme la Pologne et la Tchéco Slovaquie, autorisent la sélection professionnelle et médicale par l'administration française et les employeurs sur leur propre territoire. L'Italie et l'Espagne s'y sont toujours refusées. Le pays d'immigration détermine les régions où les travailleurs doivent être dirigés, ceci afin d'assurer la protection du marché national du travail. Les contrats de travail proposés par les employeurs doivent être conformes aux contrats types établis par l'administration des deux pays.

Le contrat type est une des formules les plus heureuses et les plus souples de l'immigration organisée. C'est un contrat de travail mais dont les clauses générales sont imposées par le gouvernement et permettent l'application des conventions internationales. Il précise notamment les conditions d'égalité, et de minimum de salaire, de transport payé, de logement, d'arbitrage des conflits par l'administration, d'indemnités pour rupture de contrat, d'assurances accidents et maladie, de rapatriement, etc. Seules les conditions de détail concernant spécialement l'emploi visé sont ajoutées par l'employeur. Le contrat type diffère donc du contrat de travail ordinaire qui reste libre malgré les restrictions apportées par les lois sociales. Il est objectif et impersonnel et seules les administrations intéressées peuvent le modifier. Il fait de celles-ci l'arbitre obligatoire pour tous les conflits qui peuvent naître entre employeurs et employés. Il permet d'éviter la concurrence des salaires inférieurs pour les nationaux, l'exploitation et les abus de la part des employeurs. Il définit les droits et les devoirs de l'ouvrier. Il uniformise les conditions de travail. Il est enfin un moyen pratique pour l'administration d'intervenir dans l'immigration et d'assurer l'application des conventions internationales aussi bien que des lois nationales. Il existe d'ailleurs autant de formules de contrats types qu'il y a de nationalités de travailleurs. Italiens, Polonais, Tchéco Slovaques, etc... Et ces formules de contrat sont rédigées de telle sorte qu'elles peuvent être facilement utilisées par l'employeur en les complétant pour les ouvriers des diverses spécialités.

Le contrat type est basé sur deux principes :

1° Obligation pour l'employeur d'assurer à

l'ouvrier un travail continu jusqu'à l'expiration du contrat.

2° La résiliation du contrat est impossible en dehors des cas prévus, aussi bien pour l'ouvrier que pour l'employeur. Le salaire offert doit être égal à celui de l'ouvrier français, à travail égal, mais il faut entendre par travail égal rendement égal et non catégorie égale. Il est bien certain par exemple qu'un ouvrier capable de traire dix vaches en un temps donné ne saurait prétendre au même salaire qu'un autre qui en peut traire quinze dans le même temps.

La nourriture et le logement doivent être les mêmes que pour les ouvriers français. Pourtant en ce qui concerne la nourriture le patron doit souvent tenir compte des préférences des ouvriers de certaines nationalités. Les Polonais et les Tchécoslovaques ont une préférence marquée pour le laitage et certaines spécialités de charcuterie, choses qui entrent assez peu dans l'alimentation des ouvriers agricoles français.

Le logement des ouvriers agricoles est dans certaines régions de la France, susceptible de grandes améliorations. Les bouviers et les charretiers, en particulier n'ont trop souvent à leur disposition pour se coucher qu'un misérable grabas exposé à toutes les poussières et à toutes les émanations de l'écurie. Ils n'ont pour s'éclairer qu'une lampe dite « lampe tempête » et le confort de leur habitat n'est pas supérieur à celui des cantonnements utilisés pour les troupes pendant la guerre. Aussi pour remédier à cet état de choses préjudiciable au recrutement de certains ouvriers agricoles étrangers, particulièrement des Suisses, un règlement d'adminis-

tration publique est-il à l'étude au Ministère de l'Agriculture, en collaboration avec le Ministère de l'Hygiène. Aux termes de ce règlement, les ouvriers agricoles ne devront plus être couchés dans les écuries ou étables mais dans une chambre communicante, permettant à l'ouvrier de se transporter rapidement auprès des animaux en cas de besoin ; des fenêtres de dimensions suffisantes seront exigées et le chauffage devra être assuré pendant la saison froide dans les chambres et dortoirs sauf lorsqu'il existe dans l'exploitation une salle où les ouvriers peuvent séjourner en dehors des heures de travail.

Toutefois, les réclamations qui se sont produites, pour fondées qu'elles soient dans certains cas, ne sont trop souvent pour l'ouvrier étranger qu'un prétexte en vue d'obtenir la résiliation amiable de son contrat de travail ; cette résiliation obtenue il lui sera facile de s'embaucher dans l'industrie avec un salaire plus élevé.

L'introduction des ouvriers étrangers nécessite des frais de transport assez élevés ; d'après les différents contrats types, ils sont en totalité à la charge de l'employeur. Celui-ci peut en récupérer une partie sur l'ouvrier mais à titre provisoire seulement ; il doit restituer le montant de ses retenues à l'expiration du contrat. Ces retenues ont pour but de prémunir le patron contre une rupture injustifiée du contrat. Leur montant total est limité ; il est de 250 frs. pour les Polonais, et de 150 frs. seulement pour les Yougo Slaves.

Le Bureau International du Travail étudie actuellement des cartes de transit pour les émigrants cette innovation aurait pour effet de diminuer beaucoup les frais d'introduction.

En cas de rupture injustifiée, l'indemnité due

à l'employeur est fixée à forfait par les différents contrats types ; elle est de 250 frs. pour les ouvriers Polonais et Tchéco Slovaques, de 300 frs. pour les Roumains plus 3 frs. par semaine de service non accomplie, par contre les ouvriers Yougo Slaves ne doivent que 150 frs., en tout et pour tout. Ces indemnités sont imputées sur les retenues que l'employeur est en droit d'effectuer.

Les différends entre ouvriers et employeurs en ce qui concerne l'interprétation du contrat sont de la compétence du Service de la Main-d'OEuvre et de l'Immigration Agricole qui possède un service Contentieux à cet effet. En cas de non conciliation au sujet de la réparation du préjudice causé (par exemple pour récolte perdue par suite du brusqué départ de l'ouvrier) le juge de paix devient compétent conformément au droit commun. D'après ce qui précède on voit que le montant du dédit varie selon les circonstances. Lorsque le Service de la Main-d'OEuvre Agricole parvient à régler le différend un certificat est demandé à l'employeur pour permettre le placement ultérieur de l'ouvrier. Lorsque les deux parties sont d'accord pour résilier le contrat, une prime de retour est due à l'ouvrier, proportionnellement au temps écoulé. Elle est au maximum de 250 frs.

Les contrats types au point de vue de l'assurance maladie se divisent en deux groupes distincts :

1° Les contrats types Tchéco Slovaque et Yougo Slave prévoient une retenue égale à 2 % du montant du salaire de l'ouvrier.

L'employeur alors doit payer les frais médicaux et pharmaceutiques pendant 45 jours pour les You-

go Slaves, pendant 60 jours ou 8 semaines pour les Tchéco Slovaques. Si la durée de la maladie de l'ouvrier dépasse 45 ou 60 jours, celui-ci doit être rapatrié, mais il faut que la légation de son pays d'origine consente à payer les frais de rapatriement et ce n'est pas toujours le cas. Ce défaut d'obligation forçait souvent l'administration française avant le régime des Assurances Sociales, à supporter par humanité la charge d'ouvriers malades et abandonnés par leur légation.

2° Le contrat type Polonais ne prévoit pas de retenues sur le salaire de l'ouvrier. L'employeur doit seulement régler le montant des frais médicaux et pharmaceutiques pendant 7 jours. Si la maladie de l'ouvrier se prolonge au delà, celui-ci est hospitalisé dans les mêmes conditions qu'un français conformément à la convention d'assistance, Franco-Polonaise du 14 octobre 1920. L'hospitalisation gratuite est accordée par le maire ou le Préfet.

Depuis l'application de la loi sur les Assurances Sociales les ouvriers étrangers subissent les mêmes retenues que les Français sur leur salaire. Toutefois, des différences importantes existent en ce qui concerne l'immatriculation. Les Polonais sont immatriculés dès qu'ils travaillent et ont droit aux prestations au bout de trois mois de séjour comme les Français, il en est de même des Italiens et des Belges. Les Tchécoslovaques et les Yougoslaves ne sont immatriculés qu'au bout de trois mois de séjour. En cas de maladie avant six mois l'ouvrier est considéré comme indigent et hospitalisé aux frais de la commune de résidence.

CHAPITRE III

LE FONCTIONNEMENT DE L'IMMIGRATION

Il convient pour se rendre compte du fonctionnement des services administratifs et patronaux de l'immigration, d'étudier ceux-ci dans leurs différentes phases : placement, recrutement, réception et répartition.

Le placement

Le placement, si paradoxal que cela puisse paraître, est la première opération de l'immigration organisée. L'employeur directement ou par l'intermédiaire d'un groupement patronal tel que la Société Générale d'Immigration adresse à l'Office Régional ou Départemental sa demande de main-d'œuvre étrangère. Il indique, le nombre, les spécialités des ouvriers, le salaire, le temps de travail, les conditions d'emploi, les engagements en cas de maladie, le paiement des transports, etc., le tout suivant le modèle du contrat type conforme aux stipulations diplomatiques. La demande peut être numérique ou nominative, c'est-à-dire porter les noms des ouvriers sollicités. L'Office de Placement l'envoie au Ministère de l'Agriculture, en attestant par un visa qu'il n'y a pas de disponibilités dans la catégorie des travailleurs demandés. Le Ministère vé-

rifie si le marché national du travail n'a pas, lui non plus, de disponibilités et après visa, transmet la demande au gouvernement intéressé pour exécution ou, lorsqu'il n'y a pas de recrutement organisé dans le pays d'émigration, aux postes frontalières qui reçoivent les émigrés désireux de travailler en France. Ainsi, l'équilibre du marché est assuré, le chômage et la concurrence évités. Et le placement se trouve effectué avant même le recrutement.

Le recrutement

Le gouvernement étranger fait effectuer le recrutement demandé suivant des méthodes qui varient suivant chaque pays.

En Pologne : En Pologne c'est l'office d'émigration Polonais qui reçoit les demandes par voie diplomatique. Il est en liaison avec les Offices régionaux de Placement et transmet pour exécution les demandes à ceux des offices qu'il sait disposer de main-d'œuvre et qui se mettent alors en relation avec les représentants de la S.G.I. en Pologne, pour fixer les dates et les détails de recrutement. Les candidats émigrants sont rassemblés dans un des centres où la S.G.I. effectue la double sélection sanitaire et professionnelle. Le docteur refuse tous les sujets trop faibles, les mutilés, les malades. Cette sélection médicale élimine environ le tiers ou la moitié des candidats. La sélection professionnelle est faite par un homme expérimenté qui par l'examen des certificats de travail, par un interrogatoire rapide sur les connaissances professionnelles et sur

les occupations antérieures du candidat, vérifie s'il est bien du métier. L'examen des paumes et doigts, la recherche des déformations et des usures de la peau causés par l'usage des mêmes outils, le hâle sont autant d'indices qui permettent une rapide vérification. On élimine ceux qui s'attribuent un métier pour entrer coûte que coûte en France et qui ne pourraient satisfaire à la demande. En dernier lieu, un contrôle est opéré par un représentant de la justice polonaise, avant l'embauchage définitif.

Toutes ces opérations sont faites rapidement. En une seule journée, médecin et recruteur doivent inspecter des centaines d'hommes et de femmes, 500 à 600 en moyenne et faire le tri. Que l'on imagine l'entassement de ces corps nus dans une chaleur et une odeur suffocantes, de ces têtes rasées, luisantes, qui cherchent à comprendre, des obstinés qui s'expliquent, discutent, protestent cependant qu'indifférents à cette fièvre le médecin et le sélectionneur, examinent, palpent, auscultent, déblaient, brassent largement toute cette matière humaine. Il est évident que cette rapidité compromet quelque peu l'efficacité de la sélection. Le pourcentage des éliminés reste cependant assez élevé car l'intérêt des recruteurs est de ne pas présenter au contrôle de la frontière française des ouvriers susceptibles d'être refusés et dont les frais de transport resteraient à leur charge. En 1924 les taux des refusés étaient les suivants pour les ouvriers agricoles : à Poznan 10 % et à Myslowice 5 %. Tandis qu'à la visite à l'entrée en France, il n'y avait en moyenne que 0,08 % d'exclus.

Les refusés reçoivent un bon de transport pour retourner chez eux. Les autres sont photographiés, douchés, désinfectés et finalement vaccinés après

être passés au coiffeur et à l'habillage. D'énormes réfectoires et de vastes dortoirs les reçoivent en attendant le départ qui a lieu généralement le lendemain. Chaque opération réunit ainsi de 600 à 1.000 individus, nécessaires à la formation d'un convoi. Le jour du départ, une messe est dite par l'aumônier polonais et un fonctionnaire de l'office polonais d'émigration vient dans une causerie, donner les derniers conseils aux émigrants.

En Italie : En Italie il n' a pas été possible de créer des services de recrutement comparables à ceux établis en Pologne. Le Gouvernement italien n'a jamais voulu autoriser le fonctionnement sur son territoire d'une mission française officielle ou patronale pour la sélection ou l'embauchage de la main-d'œuvre. Les demandes visées par les ministères français sont transmises à la Direction de l'Émigration à Rome qui les envoie, pour exécution, aux services régionaux d'émigration. Ceux-ci embauchent les ouvriers, leur remettent le contrat reproduisant les clauses de la demande type et assurent leur transport jusqu'aux postes frontières de Menton ou de Modane. Ce recrutement est soumis à une foule de restrictions qui varient sans cesse avec la politique d'émigration du gouvernement. Aussitôt après la guerre, les trois formes de recrutement : nominative, collective et mixte (50 % nominatifs et 50 % collectifs) étaient autorisées sous réserve que le recrutement nominatif ne dépasserait pas 20 contrats individuels par an et par employeur. Depuis 1929, le recrutement nominatif n'est plus admis que pour les catégories les moins demandées. L'employeur doit payer une taxe de recrutement de 5 lires par tête et le prix du voyage aux services ita-

liens. Par ailleurs, le gouvernement italien s'est toujours réservé le droit d'accepter ou de refuser les demandes. En 1930 il a brusquement accordé des facilités à l'émigration.

La sélection professionnelle et médicale par les employeurs ne peut être faite qu'à la frontière française, à Modane ou à Menton. Le nombre des refusés est d'ailleurs assez faible. A côté de l'immigration organisée, il y a l'immigration individuelle et spontanée, qui fut toujours considérable en raison du voisinage des deux pays et qui constitua pour la France après la guerre, une source importante de recrutement de main-d'œuvre italienne. Les émigrés se présentent directement aux bureaux frontières où on les embauche. Là encore depuis quelques années et jusqu'en 1930 le gouvernement italien s'est efforcé de réduire les départs.

En Tchécoslovaquie. — Ce sont les offices de placement tchèques ou slovaques qui recrutent les travailleurs demandés par le Ministère français. Les centres où le recrutement doit être effectué pour l'agriculture sont désignés par l'Office spécial de Bratislava, où les services officiels tchécoslovaques remettent à l'émigrant sa photographie et son passeport. Un représentant français de l'agriculture assure le contrôle du recrutement et du transport vers la France.

En Yougoslavie : Les demandes sont transmises au Commissariat Royal d'émigration, qui indique les bourses du travail devant effectuer le recrutement et la sélection. La main-d'œuvre est rassemblée à Zagreb pour les Yougo Slaves et à Belgrade pour les réfugiés Russes. Ses agents examinent sur

place au point de vue professionnel les ouvriers recrutés par les Bourses de Travail et organisent les convois pour la France.

En Autriche : C'est l'Office d'Emigration qui reçoit les demandes et d'accord avec le service de Placement du Ministère de la Prévoyance Sociale assure le recrutement des ouvriers.

Les clauses d'un contrat type n'ont été arrêtées qu'en 1926 entre le Ministère Français du Travail et le Gouvernement Autrichien. Des difficultés sont venues des syndicats autrichiens qui faisaient valoir que la législation sociale était moins développée en France qu'en Autriche. La S.G.I. a un organisme d'embauchage à Vienne. Elle règle, d'accord avec l'Office d'Emigration, les questions de contrat et de transport, et organise, après entente avec le Ministère de la Prévoyance, le recrutement et la sélection professionnelle.

En Suisse. — Les demandes sont reçues par le gouvernement fédéral qui les adresse, pour exécution, aux bureaux locaux du travail. Ceux-ci opèrent l'embauchage et l'ouvrier est envoyé en France à ses frais. Le contrat type lui garantit du travail pour un minimum de trois mois. Les bureaux suisses envoient parfois, aux bureaux français de placement, la liste des chômeurs par spécialités, et se tiennent en relation avec l'Office Central de la Main-d'œuvre Agricole à Paris pour développer la venue en France de fermiers et métayers. Par ailleurs, les bureaux frontières embauchent directement un certain nombre d'émigrants isolés, venus spontanément.

En Espagne et au Portugal : Toute propagande

et tout recrutement organisés sont interdits. Aujourd'hui encore il n'existe rien d'officiel pour l'immigration organisée. Ce sont les bureaux frontières et les dépôts de Hendaye et de Perpignan qui effectuent après un examen sanitaire sommaire, le recrutement et l'embauchage des travailleurs espagnols et portugais. C'est à eux que le Ministère adresse les demandes qu'il reçoit de la part des employeurs français. L'émigration de ces pays étant très ancienne, se fait également en partie par le jeu des relations. D'un autre côté certains employeurs envoient en Espagne des recruteurs qui, moyennant une redevance fixée par tête, leur adressent des ouvriers auxquels ils ont remis un contrat de travail nécessaire à leur entrée en France. Enfin, à la frontière, de nombreux rabatteurs dirigent les Espagnols en quête de travail sur les établissements qui leur en ont fait la demande. Il est bien évident que le contrôle dans ces conditions est particulièrement difficile et peu efficace.

En Belgique : En Belgique le recrutement est essentiellement libre. Il s'agit, là encore, d'une émigration ancienne et qui s'opère par osmose, par le jeu des relations et des habitudes acquises depuis longtemps. L'employeur français recrute directement par relations, par annonces dans la presse ou par demandes à nos bureaux frontières de Tourcoing et de Feignies. Ceux-ci envoient les ouvriers qui se présentent aux bureaux belges de placement ou bien font paraître, eux aussi des annonces dans la presse belge. La venue des saisonniers contribue beaucoup à alimenter l'immigration permanente ; travaillant en France, les émigrés y apprennent les besoins de main-d'œuvre, y apprécient les condi-

tions plus agréables de travail et de vie, y font des économies, se renseignent sur les possibilités de trouver des occupations permanentes où des fermages, métayages. De retour dans leur pays ils y font une propagande d'autant plus efficace qu'elle est spontanée et touche les milieux susceptibles d'émigrer. Aussi n'y a-t-il pas de recrutement collectif organisé. La S. G. I. néanmoins a installé des agents dans les bureaux frontières.

Ces agents rassemblent les ouvriers belges, surtout saisonniers qui ont été embauchés en Belgique pour le compte des fabricants de sucre du Nord.

En Roumanie : Des négociations pour l'organisation de l'immigration vers la France ont abouti en 1930 et la S.G.I. y a établi des services de recrutement. Il y avait aussi jusqu'en Mai 1932 une mission du Ministère de l'Agriculture à Oradea Mare.

En Grèce. — La S. G. I. recrute directement des ouvriers grecs et arméniens. Mais le plus grand nombre de ceux-ci se présentent spontanément pour l'embauchage à Marseille.

Quant aux réfugiés russes et arméniens éparpillés en Europe, c'est surtout le B.I.T. qui s'est chargé des services de sélection, d'embauchage et de mise en route, à Varsovie, Constantinople, Sofia, Riga, etc. Le ministère français transmet à ces services les demandes qu'il reçoit des employeurs. Ceux-ci doivent payer d'avance les frais d'introduction. Le B. I. T. a arrêté avec le Ministère français les clauses d'un contrat-type pour le fermage et le métayage. Il accorde aux réfugiés une avance de 15.000 francs pour frais de premier établissement. Des contrats-types ont été également arrêtés pour les ouvriers agricoles.

Les transports

Le transport des émigrés est un des problèmes les plus délicats de l'immigration organisée. Il est nécessaire qu'il se fasse dans les meilleures conditions de rapidité, d'hygiène et d'économie. Il faut arriver à obtenir pour les trains spéciaux qui doivent traverser plusieurs pays, un horaire acceptable. L'exactitude est notamment indispensable pour satisfaire les employeurs au moment précis de leurs besoins. Il faut aussi lutter contre l'exploitation mercantile des mouvements migratoires, pratiquée par certaines compagnies de chemins de fer et par des compagnies de transports maritimes. Dès 1919, le Ministère du Travail avait organisé des trains navettes entre Varsovie et Toul, par l'Allemagne. A partir de 1921, la S.G.I. se chargea du transport de la plupart des émigrés qu'elle recruta en Pologne, en Tchécoslovaquie, etc. On comprend aisément la complexité des problèmes que doit résoudre une telle organisation si l'on songe qu'en Pologne, par exemple, chaque convoi comprend de 800 à 1.000 individus. Il s'agit d'embarquer et de transporter ces 800 individus sur un parcours de 2.000 kilomètres, de leur faire franchir trois frontières, de les débarquer sans perdre un homme, sans dépareiller une famille, de les nourrir, de faire viser tous les passeports. Des convoyeurs interchangeables veillent à l'exécution de ce lourd programme : au départ un Polonais, à Prague, un Tchécoslovaque, à Karlsruhe un Alsacien, à Toul un Français, de sorte que chaque changement de frontière est indiqué par un nouveau visage pour les émigrés. Ceux-ci reçoivent au départ une feuille de route qui porte tous les détails nécessaires : heures de départ, heu-

res des changements de trains, heures d'arrivée à Toul. Pour le ravitaillement, on donne à chacun un petit carnet à souches. Chaque feuillet porte un numéro, le nom d'une gare et l'image de quelque chose à manger : à Ceska-Trebova un potage fumant, à Prague un verre de thé bouillant, à Karlsruhe un morceau de cervelas et une miche de pain. Tous les wagons communiquent et permettent au convoyeur de faire sa ronde. Les hommes sont à un bout, les femmes à l'autre, les familles au milieu. Quand le recrutement est moins important, le transport se fait par wagons spéciaux accrochés à des trains réguliers. En Tchécoslovaquie, la mission du Ministère de l'Agriculture règle elle-même le transport des ouvriers agricoles qu'elle recrute, par l'intermédiaire de la maison Worms, entreprise particulière de transports internationaux. De sorte que le transport de presque tous les immigrants recrutés est assuré par des entreprises privées. S.G.I. et maison Worms, mais contrôlées par les services officiels.

La question de l'organisation des transports ne se pose que dans les pays où la France possède des centres d'embauchage. Elle ne se pose pas pour l'immigration spontanée dont les éléments se présentent d'eux-mêmes aux frontières. Elle ne se pose pas non plus pour l'immigration dont le recrutement est assuré complètement par les autorités locales du pays fournisseur, comme en Italie, par exemple.

La réception aux frontières

C'est à la frontière que le contrôle de l'administration française peut s'exercer le plus efficacement car là se présentent non seulement les travail-

leurs recrutés officiellement, mais ceux venus spontanément chercher du travail en France. De sorte que, théoriquement, les bureaux frontières doivent recevoir toute l'immigration ouvrière vers la France. Pratiquement, ils en reçoivent environ les trois quarts, le reste entrant en fraude ou sans contrôle, comme à la frontière belge notamment. Des bureaux du Ministère de l'Agriculture sont situés à : Hendaye, Marignac-Saint-Béat, Perpignan pour les espagnols et les portugais à Menton et Modane pour les italiens ; à Toul pour l'Europe centrale et orientale ; à Feignies et à Tourcoing pour les belges et hollandais. Dans ces bureaux, l'administration opère un triple contrôle.

1° *Sanitaire* : grâce à un service médical comprenant salles de visite, douches, vaccination, chambre d'isolement.

2° *Professionnel* : grâce au contrôle des agents du Ministère de l'Agriculture qui vérifient la régularité des contrats, exercent leur droit de regard sur la répartition en France et assurent l'embauchage et le placement des ouvriers étrangers qui se présentent spontanément à la frontière, désireux de travailler en France.

3° *De police et de Sûreté* par le commissaire de police spéciale qui vérifie les pièces d'identité, les photographies, etc.

Durant toutes ces opérations de contrôle, les émigrants sont hébergés par les soins de l'administration.

Sur l'efficacité de ce contrôle de nombreux doutes sont permis. La visite sanitaire surtout laisse à désirer. Le médecin ne dispose pas toujours de

salles ni du matériel nécessaire. De plus il est obligé d'opérer sur un très grand nombre d'individus et très rapidement, pour ne pas retarder trop l'écoulement de chaque convoi. De même le contrôle de police est extrêmement superficiel. Enfin, et c'est là la grande faiblesse, de tout le contrôle des frontières terrestres, les émigrants peuvent pénétrer en France sans passer par les bureaux d'immigration, trop rares ou situés parfois loin des frontières.

Le contrôle n'est guère efficace que pour l'immigration organisée déjà sélectionnée par les employeurs ou les services officiels en pays d'émigration : services du Ministère de l'Agriculture en Tchécoslovaquie, S. G. I. en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie, etc... L'intérêt des employeurs d'avoir une main-d'œuvre saine et expérimentée, vient ici aider au contrôle de l'administration. Par ailleurs, le transport organisé par convois spéciaux permet une surveillance bien plus serrée et concentre toutes les introductions dans les postes d'arrivée, comme à Toul par exemple ou les « fuites » sont presque impossibles.

Pour l'immigration libre des travailleurs qui se présentent spontanément à la frontière, le contrôle est plus difficile et aléatoire. Les bureaux frontières doivent assumer, outre l'hébergement, toutes les formalités de sélection, de contrôle, de placement, sans qu'aucune visite antérieure ait déjà effectué un premier tri. Ils jouent donc le double rôle de bureau d'embauche et de bureau de placement. Ils sont tenus, d'ailleurs au courant des besoins du marché du travail, par des renseignements que leur fournissent les services centraux à Paris et les Offices Régionaux. S'il y a du travail dans la catégorie de l'immigrant celui-ci est embauché et soumis à

la visite médicale et à toutes les formalités administratives, délivrance de la carte d'identité, photographie, remise d'un contrat de travail que le bureau remplit au nom de l'employeur qu'il sait avoir besoin de main-d'œuvre. Cette forme d'immigration individuelle est restée très importante après la guerre. Elle prolonge en quelque sorte l'immigration libre d'avant 1914. Aussi vient-elle surtout des pays voisins de la France ; Belgique, Suisse, Italie, Portugal. Elle se trouve favorisée par la facilité des relations et des communications, par les traités d'établissement ou conventions consulaires accordant depuis longtemps le droit de circuler, commercer, acquérir et posséder en France. Beaucoup viennent, comme nous l'avons dit plus haut, par relation, sollicités par un camarade ou un employeur ou seulement obéissant à une tradition ancienne qui fait que telle ou telle région étrangère envoie en France telle catégorie de travailleurs, ouvriers agricoles flamands, vendangeurs espagnols. C'est naturellement dans cette émigration que les entrées non contrôlées sont les plus nombreuses.

La répartition

La répartition entre les employeurs des travailleurs étrangers, contrôlés aux frontières est assurée, soit par les services patronaux de recrutement soit, en ce qui concerne l'immigration individuelle, par le bureau frontière recruteur. Mais dans les deux cas le contrôle de l'administration s'exerce pour la protection du marché du travail notamment pour éviter l'envoi d'ouvriers dans les régions où il existe du chômage. La S. G. I. qui recrute la pres-

que totalité de la main-d'œuvre slave en assure la répartition à Toul, d'après la fiche que chaque émigré a reçue au départ. On téléphone ou on télégraphie aux employeurs d'envoyer des convoyeurs ou de venir à la gare recevoir les travailleurs. Les isolés sont étiquetés avec un carton suspendu au cou par une ficelle « M. X à Y (gare) département : Z. Prière aux agents des compagnies intéressées de donner au porteur tous renseignements lui permettant de se rendre à l'adresse sus-indiquée ». Le travailleur polonais ou tchécoslovaque arrive ainsi comme un colis postal même sans savoir un mot de français, car tous les employés connaissent la consigne.

Pour tous les immigrants recrutés par l'administration, ce sont les services des bureaux frontières qui font la répartition. Ils remettent les papiers nécessaires aux intéressés et préviennent les employeurs afin que les travailleurs soient attendus à la gare. Beaucoup d'émigrants des pays voisins : Belgique, Italie, Espagne, Suisse, connaissent d'ailleurs quelques mots usuels de Français ce qui leur permet de voyager sans trop de difficulté.

Le contrôle de la main-d'œuvre étrangère en France

Le travailleur, une fois installé en France, reste sous la surveillance de l'administration. La France est partagée en quatorze circonscriptions relevant chacune d'un service central (à Paris, Lille, Metz, Strasbourg, Lyon, Toulouse, Bordeaux, Nantes) ou d'un dépôt frontière (Toul, Marseille, Modane, Menton, Perpignan et Hendaye). Ces services, appelés Contrôles, assurent la surveillance et la protection

des ouvriers étrangers et le respect des clauses des contrats types, par des visites dans les établissements employant de la main-d'œuvre étrangère. Ils s'occupent également du placement des travailleurs étrangers résidant en France, veillent à ce que ceux introduits pour l'agriculture ne l'abandonnent pas pour l'industrie, règlent les conflits entre employeurs et employés etc...

La police aussi continue à surveiller les travailleurs étrangers. A la frontière, elle a remis à chacun un sauf conduit jusqu'au lieu du travail. Là, après s'être fait inscrire à la mairie ou auprès du commissaire de police, l'immigrant reçoit une carte d'identité contre paiement d'une taxe de 20 frcs. Il est tenu de faire renouveler cette carte tous les deux ans et de la faire viser lors de ses déplacements. Logeurs et employeurs doivent d'ailleurs signaler le passage ou l'emploi de tout étranger. Le travailleur immigré est ainsi suivi et surveillé. De plus, les ouvriers pour l'agriculture et ceux de l'industrie reçoivent des cartes de modèles différents. Ce système permet de veiller à ce que l'émigrant reste bien dans la catégorie pour laquelle il est entré en France et diminue dans une certaine mesure, l'afflux vers l'industrie et les villes, où l'ouvrier étranger muni d'une carte agricole ne peut légalement trouver à s'employer. Tout ce contrôle théoriquement bien organisé, est malheureusement loin d'être effectif, par suite du trop grand nombre de cartes à distribuer, de l'insuffisance notoire des services et aussi de la difficulté d'ajuster des mesures administratives, forcément rigides, à une humanité particulièrement mobile.

CHAPITRE IV

L'IMMIGRATION NON CONTRÔLÉE

L'ensemble de tous les services officiels et patronaux, qui contrôlent la venue de la main-d'œuvre étrangère au triple point de vue professionnel, sanitaire et administratif, n'arrive pas à régir toute l'immigration. Une partie de celle-ci lui échappe. Un grand nombre d'étrangers peut entrer en France sans passer par l'un des douze bureaux de la frontière. Certaines frontières comme la frontière belge, sont ouvertes au flot journalier des travailleurs de toute nature. Certains passages à la frontière suisse, des Pyrénées et même des Alpes malgré la surveillance de l'Italie laissent pénétrer nombre d'émigrants. A Zermatt (Suisse) on estimait à 300 le nombre des émigrants clandestins passés pendant le seul mois de juillet 1930 et se dirigeant pour la plupart vers la France. Il y a même des émigrants qui arrivent en France en canot, voire à la nage, comme ceux qui abordent entre Vintimille et Menton.

Il y a aussi tous ceux qui entrent munis d'un passe port de voyageur et qui, une fois en France, cherchent du travail. Fréquemment on peut voir aux gares frontières, notamment à la frontière espa-

gnole, dans le flot des voyageurs des familles de malheureux qui portent tout leur avoir dans quelques baluchons et traînent derrière eux cinq ou six enfants déguenillés et pieds nus. Lorsqu'ils présentent leur passeport au visa, le fonctionnaire y appose froidement le cachet « ne pourra occuper en France un emploi salarié ». Deux ou trois jours après, on rencontre ces pauvres diables à Bordeaux ou à Toulouse, en quête de travail et n'en trouvant que difficilement en raison de leur situation irrégulière. Par ailleurs, entrent librement les frontaliers qui viennent chaque jour grossir l'armée de la main-d'œuvre étrangère en France et dont le contrôle, notamment à la frontière belge est très difficile. Il faut ajouter enfin un certain nombre d'entrées irrégulières provenant de l'activité d'agences d'émigration clandestines. De tout temps des officines douteuses se sont livrées au trafic fructueux de la main-d'œuvre réalisant sur elle et sur les employeurs des profits immoraux, elles introduisent n'importe qui et n'importe comment.

Il est impossible de délimiter les travailleurs entrés en France sans contrat régulièrement autorisé. L'administration, devant les besoins de main-d'œuvre et les sollicitations des employeurs, se contente le plus souvent de régulariser la situation des travailleurs employés dans ces conditions quand elle en a connaissance. Pourtant en période de crise économique, les régularisations sont refusées. Mais les étrangers restent néanmoins en France et y grossissent dangereusement la masse des désadaptés, des chômeurs, voire des criminels.

L'immigration non contrôlée fournit donc un contingent extrêmement important que l'on peut estimer approximativement au tiers de l'immigra-

tion ouvrière en France. Elle a contribué, à côté de l'immigration organisée et contrôlée, à augmenter le nombre des travailleurs étrangers. Elle oblige à majorer dans de fortes proportions les chiffres officiels des entrées en France.

EN RÉSUMÉ : de l'examen du fonctionnement de l'immigration il résulte que la grande part de celle-ci environ 70 % est soumise au contrôle sanitaire, professionnel et administratif des organismes officiels et qu'une partie des immigrants, environ un quart, subit même un double contrôle patronal et officiel. A cet effet, il y a collaboration entre les services administratifs et les employeurs français d'une part et entre ceux-ci et les administrations étrangères d'autre part. Il apparaît aussi que les employeurs notamment par l'intermédiaire de la Société Générale d'Immigration, ont remarquablement organisé le recrutement et que cette société est parvenue, grâce à des négociations avec les pays d'émigration, à obtenir le quasi monopole des services patronaux d'immigration. Il reste néanmoins que malgré la complexité des services d'immigration, environ un tiers de l'immense armée des travailleurs étrangers est entré en France sans contrôle ou en fraude. Il est vrai qu'un certain nombre de ces immigrés clandestins doivent faire régulariser leur situation dès qu'ils ne trouvent pas d'employeurs complaisants acceptant de les embaucher irrégulièrement. De sorte qu'en définitive, le nombre des salariés étrangers qui ne subissent pas, au moins à l'intérieur du pays, le contrôle des services administratifs, est assez limité. Ainsi est rendue possible une protection efficace du marché du travail et partiellement évitée la concurrence des salaires au rabais pour les ouvriers français en même temps

qu'est atténuée l'exploitation de la main d'œuvre étrangère par des employeurs peu scrupuleux. A cet égard, l'œuvre réalisée par l'administration française depuis la guerre est sans exemple. Elle a réussi au moins en partie, dans cette tâche singulièrement difficile d'adapter l'afflux de la main-d'œuvre étrangère aux besoins du pays. Elle a ainsi développé une nouvelle forme d'étatisme qui s'étend à la répartition professionnelle et géographique d'une partie de la population.

DEUXIÈME PARTIE

ÉTUDE STATISTIQUE DE L'IMMIGRATION AGRICOLE ÉTRANGÈRE EN FRANCE SA RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE SA COMPOSITION

CHAPITRE PREMIER

LES EFFECTIFS ÉTRANGERS EN FRANCE

Le nombre des entrées annuelles pour l'agriculture varie relativement peu. La difficulté de fixer les travailleurs agricoles introduits et la régularité du travail de la terre, expliquent cette permanence et cette égalité des besoins de l'agriculture. Le nombre des introductions depuis la guerre s'établit ainsi (immigration contrôlée) :

1919.....	62.117	1926.....	63.160
1920.....	70.912	1927.....	45.547
1921.....	55.822	1928.....	61.687
1922.....	72.976	1929.....	68.450
1923.....	77.071	1930.....	92.820
1924.....	87.927	1931.....	76.463
1925.....	71.784		

L'écart extrême ne dépasse pas 50 % alors qu'il atteint 1.000 % dans l'industrie. Par contre les fluctuations saisonnières sont très fortes. L'immigration agricole reflète, en effet, fidèlement les variations du travail de la terre et chaque saison y est marquée par un afflux ou une réduction sensible des effectifs. Deux pointes très accentuées se dessinent ; l'une au printemps, l'autre en automne, ainsi que deux minima : l'un très prononcé en hiver, l'autre en été bien moins marqué, car atténué par une légère pointe à l'époque de la moisson. Les deux pointes du printemps et de l'automne sont renforcées par l'arrivée des saisonniers, principalement les betteraviers et les vendangeurs qui viennent brusquement, à date à peu près invariable, grossir le flux régulier de l'immigration ordinaire.

Immigration agricole : Entrées par semaine

SEMAINE		1928	1929
Avril	4 ^e semaine	582	946
Mai	1 ^{re} semaine	944	268
	2 ^e semaine	1.155	2.010
	3 ^e semaine	2.580	3.035
	4 ^e semaine	5.220	4.245
Juin	1 ^{re} semaine	526	811
	2 ^e semaine	717	952
Août	3 ^e semaine	204	699
	4 ^e semaine	334	4.060
Septembre	1 ^{re} semaine	3.375	3.427
	2 ^e semaine	3.872	3.400
	3 ^e semaine	2.780	2.175
	4 ^e semaine	1.882	3.300
Octobre	1 ^{re} semaine	1.493	2.341
	2 ^e semaine	1.610	908

En définitive, la courbe de l'immigration aussi bien saisonnière qu'annuelle, reflète sans cesse le rythme de la vie laborieuse du pays.

La population étrangère active agricole qui s'élevait à 254.000 en 1927 était composée de :

NATIONALITES	Pourcentage
80.320 Italiens	31 %
67.050 Espagnols	26 %
44.070 Belges	17 %
32.280 Polonais	12 %
15.000 Suisses	5 %
3.350 Tchéco-Slovaques	1,3 %
2.049 Portugais	0,8 %
1.984 Luxembourgeois	0,7 %
1.899 Russes	0,7 %
1.622 Allemands	0,6 %
1.059 Hollandais	0,4 %
874 Yougo-Slaves	0,3 %
508 Anglais	0,2 %
2.435 Divers	0,9 %

L'immigration agricole s'alimente surtout dans les pays voisins. Italie (31 %), Espagne (26 %). Belgique (17 %) et Suisse (5 %) dont les nationaux constituent les trois quarts de la population étrangère travaillant dans l'agriculture. En y joignant les petits pays tels que le Luxembourg, le Portugal et la Hollande, on arrive à 80 % de l'immigration totale. Cependant, depuis la guerre, avec le développement de l'immigration organisée, l'élément slave notamment polonais, a pris une place importante dans la population étrangère agricole. En 1927, le nombre des Polonais occupés dans l'agriculture dépassait de près du double celui des Suisses et approchait de ce-

lui des Belges. Cet accroissement de l'élément slave apparaît d'autant plus accentué que l'immigration des pays voisins, anciens fournisseurs de main-d'œuvre tend à rester stationnaire ou même à diminuer comme l'indique le nombre annuel des entrées par nationalité depuis la guerre (immigration contrôlée).

NATIONALITES	1921	1922	1923	1924
Italiens	13.262	11.317	5.785	10.512
Espagnols-Portugais.	17.941	7.827	8.726	12.324
Belges-Hollandais . .	21.354	21.945	22.538	24 100
Polonais	13.080	19.177	6.773	11.707
Tchéco-Slovaques . .	3.313	1.654	583	1.402
Divers	2.833	1.240	1.142	1.642
Total.....	71.784	63.160	45.549	61.687

NATIONALITES	1925	1926	1927	1928
Italiens	4.682	7.704	10.542	15.274
Espagnols-Portugais	28.162	41.851	27.386	32.265
Belges-Hollandais . .	20.737	14.344	10.122	16.477
Polonais	2.241	9.077	25.797	17.749
Tchéco-Slovaques . .	—	—	3.224	5.939
Divers	—	—	223	2.833
Total.....	55.822	72.976	77.071	87.927

NATIONALITES	1929	1930	1931
Italiens	11.854	18.500	14.785
Espagnols-Portugais.	18.471	18.890	20.407
Belges-Hollandais . .	15.127	13.700	13.329
Polonais	16.087	26.580	19.163
Tchéco-Slovaques . .	3.529	6.520	2.423
Divers	3.382	8.630	6.256
Total.....	68.450	92.820	76.463

L'émigration agricole polonaise presque inexistante jusqu'en 1922, à partir de 1923 constitue en moyenne 20 % de l'immigration totale et en 1923, 1926 et 1930 atteint le tiers du total des entrées pour l'agriculture. Par contre, l'élément espagnol qui jusqu'en 1923 constituait plus de la moitié de l'immigration agricole (90 % en 1918 et 1919) diminue progressivement et ne représente plus que 15 à 20 % à partir de 1925. L'immigration agricole suisse diminue également dans de très fortes proportions : en 1927, elle ne représente plus que 0,9 % et en 1928 que 0,34 % des entrées pour l'agriculture. Quant aux éléments belges et italiens, ils se maintiennent à peu près aux mêmes pourcentages. L'élément belge notamment est très régulier car composé en grande partie de saisonniers. Aussi son pourcentage s'accroît en période de crise économique par suite de la diminution des autres éléments, notamment de ceux introduits par l'immigration organisée (Polonais, Tchéco-Slovaques, etc...) dont le recrutement est alors suspendu.

Répartition géographique de la population étrangère

La répartition géographique de la population agricole est fonction, plus encore que l'immigration industrielle, de la proximité ou de l'éloignement des frontières d'entrée. Moins entreprenant et souvent plus pauvre que l'immigré de l'industrie, l'ouvrier agricole étranger, notamment le saisonnier, reste dans les régions proches de son pays, où il sait trouver des compatriotes et des travaux analogues à

ceux qu'il connaît. Aussi les deux grandes régions agricoles du Nord et du Midi méditerranéen occupent-elles, à elles seules, près des 2/3 de la population étrangère travaillant dans l'agriculture.

Les départements occupant le plus d'étrangers (hommes, femmes et enfants de plus de 13 ans) dans l'agriculture, en 1927, étaient par ordre :

Alpes-Maritimes : 19.916 — Hérault : 18.935 — Aude : 17.356 — Var : 15.618 — Pyrénées Orientales : 13.366 — Aisne : 10.279 — Nord : 10.219 — Oise : 10.033 — Seine-et-Marne : 8.026 — Lot-et-Garonne : 7.962 — Bouches-du-Rhône : 7.395 — Gers : 7.427 — Haute-Garonne : 7.300 — Seine-et-Oise : 6.338 — Somme : 5.059 — Gironde : 4.522 — Gard : 4.224 — Ardennes : 4.070 — Marne : 3.799 — Eure : 3.895 — Vaucluse : 3.036 — Tarn-et-Garonne : 3.075 — Aube : 2.868 — Basses-Pyrénées : 2.790 — Pas-de-Calais : 2.785 — Doubs : 2.633 — Côte-d'Or : 2.562 — Haute-Savoie : 2.371 — Yonne : 2.369 — Moselle : 2.362.

Le Nord (Nord, Pas-de-Calais, Aisne, Somme, Ardennes, Oise, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Marne) compte 61.000 immigrés agricoles, soit 25 % du total. La région méditerranéenne (Alpes-Maritimes, Var, Bouches-du-Rhône, Pyrénées-Orientales, Hérault, Aude) en compte 92.600, soit 37 % de la population étrangère agricole. Une troisième région, celle du bassin aquitain, est devenue, depuis la guerre, une grande région d'immigration agricole. Mais ici, ce n'est plus le phénomène d'osmose, mais plutôt l'immigration organisée qui a joué le principal rôle. Elle a atténué l'effet de la distance, notamment pour les Italiens. En 1927, cette région comptait environ 38.000 étrangers tra-

vaillant dans l'agriculture, soit 15 % de la population active totale étrangère. Les trois régions du Nord, de la Méditerranée et du bassin aquitain occupent donc au total près de 80 % des immigrants agricoles.

Le reste est dispersé dans différentes régions, notamment en Normandie, en Franche-Comté et dans l'Est. Cette diffusion s'est surtout développée depuis la guerre. C'est ainsi que les Belges réfugiés connurent les régions agricoles de l'Ouest, que les Italiens venus pour les réparations connurent le Nord et l'Est. L'immigration organisée contribue, par ailleurs, à cette dispersion et à mêler les nationalités en supprimant les distances pour l'immigré et en mettant en relation une main-d'œuvre étrangère et des employeurs qui, sans elle, se seraient ignorés. Il faut noter aussi l'influence des régions industrielles et des villes qui voient parfois des ouvriers les abandonner pour se fixer comme fermiers ou métayers, ou même pour cultiver à leur compte le petit domaine qu'ils ont pu acheter. Ce phénomène est évidemment rare, car il suppose que l'immigré ait pu se constituer un petit capital et qu'il désire retourner à la terre. Il est cependant sensible dans l'Est, dans la région parisienne et dans le Nord.

Chaque nationalité groupe ses immigrants dans les pays les plus proches du pays d'émigration. C'est ainsi que le Nord de la France, jusqu'à la Seine, a 85 % des travailleurs agricoles belges. Les quatre départements du Nord, des Ardennes, de l'Aisne et de l'Oise en ont à eux seuls près de la moitié (49 %). La moitié également des agriculteurs italiens se trouve concentrée dans les trois départements des Alpes-Maritimes, du Var et des Bouches du Rhône. Les Espagnols restent dans le Sud-Ouest et le Lan-

guedoc où les trois départements de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales en comptent à eux seuls 45.900, soit 70 % du total. Près de 60 % des immigrés suisses dans l'agriculture sont groupés dans les huit départements de la région frontière et les quatre départements de l'Ain, du Jura, du Doubs et de la Haute-Savoie en comptent près de 40 % du total.

Le même phénomène de concentration frontière subsiste pour l'immigration agricole d'origine plus récente et développée avec l'immigration organisée. Les Polonais, les Russes, les Tchéco-Slovaques, les Yougo-Slaves, etc..., quoique plus dispersés restent cependant de préférence dans les régions les moins éloignées de la frontière d'entrée. Les Polonais, par exemple, se trouvent jusqu'à concurrence de 58 % dans les huit départements du Nord (Aisne, Nord, Pas-de-Calais, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Oise, Marne et Somme). Près de la moitié des Tchéco-Slovaques se trouvent dans les trois grands départements agricoles de la région parisienne : Oise, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne, où, du reste, la grande culture industrialisée supporte mieux les frais d'introduction nécessités par l'immigration organisée.

En définitive, malgré une tendance nouvelle depuis la guerre à la dispersion de l'immigration agricole, celle-ci se cantonne encore pour plus de la moitié dans les trois ou quatre départements frontières les plus proches des pays d'émigration. Dans l'agriculture, plus encore que dans l'industrie se manifeste le phénomène de l'attraction de l'homme par l'homme ; les étrangers affluent tout naturellement là où se trouve un grand nombre de leurs compatriotes. Les tableaux suivants donnent par or-

dre d'importance, les départements qui, en 1927, occupaient le plus grand nombre de travailleurs étrangers (fermiers, cultivateurs, propriétaires et ouvriers agricoles) de chaque nationalité.

44.076 Belges

Nord	8.869
Oise	5.797
Aisne	4.085
Seine-et-Marne	3.161
Ardennes	3.035
Somme	2.587
Seine-et-Oise	2.579
Eure	2.536
Marne	1.082
Pas-de-Calais	1.075
Aube	1.047
Seine-Inférieure	1.014, etc...

80.316 Italiens

Alpes-Maritimes	18.438
Var.	15.043
Bouches-du-Rhône	6.091
Lot-et-Garonne	5.523
Haute-Garonne	4.892
Gers	4.530
Tarn-et-Garonne	2.573
Gard	2.017
Corse	1.728
Hérault	1.424
Basses-Alpes	1.084
Gironde	931, etc...

67.051 Espagnols

Hérault	16.398
-------------------	--------

Aude	16.289
Pyrénées-Orientales	13.219
Gironde	2.998
Basses-Pyrénées	2.449
Gers	2.313
Haute-Garonne	2.087
Gard	1.912
Lot-et-Garonne.	1.481
Bouches-du-Rhône	917
Hautes-Pyrénées	527
Vaucluse	496, etc...

32.282 *Polonais*

Aisne	4.613
Oise	2.952
Seine-et-Marne	2.798
Seine-et-Oise	2.154
Somme	2.107
Marne	1.561
Pas-de-Calais.	1.399
Nord	1.103
Aube	927
Loiret	807
Côte-d'Or	751
Yonne	713 etc...

15.042 *Suisses*

Doubs	1.863
Haute-Savoie	1.792
Ain	1.230
Jura	1.089
Haut-Rhin	938
Isère	781
Lot-et-Garonne	717

Haute-Saône	552
Seine-et-Marne	550, etc...

3.350 *Tchécoslovaques*

Seine-et-Oise	533
Seine-et-Marne	510
Oise	393
Yonne	88
Somme	75
Meurthe-et-Moselle	74
Eure	79
Aube	62, etc...

CHAPITRE II

POPULATION ACTIVE ÉTRANGÈRE

L'importance de l'élément actif dans la population étrangère

La population active étrangère occupée dans l'agriculture s'élevait en 1927 à 254.700. Cette population se répartissait en trois groupes d'importance décroissante : les salariés, les fermiers ou métayers, les propriétaires exploitants :

CATEGORIES	1911	1921	1927	Accroissement de 1911 à 1927
Ouvriers agricoles	54.500	97.600	162.000	107.500
Chefs d'exploitation et membres actifs de leur famille	27.600	52.100	92.700	65.100
	82.100	149.700	254.700	172.600

Aux ouvriers, on pouvait ajouter une moyenne de 35.000 saisonniers environ, ce qui portait à 200.000 le total des salariés agricoles. Dans les chefs d'exploitation, il y avait 58.400 fermiers ou métayers et membres actifs de leur famille et 34.280 propriétaires exploitants. Comparés aux chiffres de 1911, ceux de 1927 faisaient apparaître une aug-

mentation de 240% des chefs d'exploitation, de 197% des ouvriers agricoles et par contre une réduction des $\frac{2}{3}$ du nombre des saisonniers. Quant au nombre des exploitations aux mains des étrangers, il était approximativement de 24.000 dont 9.000 en propriété et 15.000 en ferme ou métayage. Comparés aux chiffres de 1921, il y a une augmentation de 65 % du nombre des propriétaires, de 105 % des fermiers et métayers. Il y a donc eu, depuis la guerre, un très important mouvement de colonisation étrangère dans les campagnes françaises. Seul le nombre des salariés étrangers n'a pas augmenté dans les mêmes proportions par suite de la diminution des saisonniers.

La population active est naturellement plus importante proportionnellement dans la population étrangère que dans la population française. L'importance de l'élément actif apparaît surtout dans la population masculine où il y a 77 % de travailleurs chez les étrangers et 69 % chez les Français. Par contre, les femmes françaises comptent proportionnellement plus de travailleuses (38 %) que les étrangères (28 %), ce qui s'explique en partie par le fait qu'il y a beaucoup plus de veuves et de célibataires chez les françaises. La part de l'élément actif dans la population étrangère est restée sensiblement la même qu'avant la guerre. Elle avait augmenté immédiatement après les hostilités, mais elle a légèrement diminué de 59 % à 57 % entre 1921 et 1926, quoique le nombre des travailleurs ait beaucoup augmenté. Cette apparente contradiction s'explique par l'augmentation du nombre des familles entrées en France par l'immigration organisée, ce qui a entraîné un accroissement correspondant du nombre des enfants de moins de 10 ans. Les Polonais, par

exemple, n'ont que 54 % de travailleurs en raison de l'importance de leur immigration familiale, mais cette proportion s'élève à 75 % si l'on ne considère que la population masculine et tombe à 24 % dans la population féminine.

La population active étrangère est formée pour près d'un tiers (31,8 %) d'Italiens, de 17 % de Belges, de 12,8 % de Polonais, de 12 % d'Espagnols, de 5 % de Suisses.

*La part des Etrangers dans la Population active
de la France agricole*

La population active étrangère comprend dans l'agriculture un nombre relativement élevé de chefs d'entreprises en regard du nombre des ouvriers : en 1926, on comptait en effet 67.180 propriétaires, fermiers ou métayers et seulement 132.900 ouvriers agricoles. La proportion des étrangers propriétaires atteint donc 1/3 dans l'agriculture équivalente à celle des français, contrairement à ce qui se produit dans les professions non agricoles. Depuis la crise économique, le nombre des chefs d'exploitations tend encore à augmenter alors que le nombre des ouvriers agricoles est en forte diminution. Ce fait est dû à ce que les propriétaires, fermiers, métayers, peuvent venir s'établir en France sans qu'aucune restriction soit apportée à leur entrée.

L'agriculture occupe environ 15 % du nombre des étrangers introduits en France. Depuis la guerre on constate une augmentation considérable de la population étrangère agricole. Chaque nationalité se porte de préférence vers les activités qui conviennent le mieux à ses aptitudes et à ses tendances par-

ticulières. Les manœuvres agricoles se recrutent dans les pays les moins évolués au point de vue économique, comme les Italiens, et les chefs d'exploitations sont en général des ressortissants de pays plus évolués.

En résumé, l'élément étranger constitue, dans l'agriculture, un appoint important pour la main-d'œuvre française, dans certaines régions même, la terre ne pourrait être utilement cultivée sans lui.

CHAPITRE III

L'IMMIGRATION SAISONNIÈRE

Les saisonniers constituent environ la moitié de l'immigration agricole annuelle. Ils viennent surtout pour le binage et le sarclage de la betterave (Belges) pour la taille et les travaux de la vigne (Espagnols), pour la moisson des céréales (toutes nationalités), pour la cueillette des fleurs et des fruits (Italiens), pour les vendanges (Espagnols) pour l'arrachage de la betterave et de la pomme de terre (Belges). De là un triple afflux au printemps, en été et en automne.

Le nombre des saisonniers reste sensiblement le même chaque année en raison de la permanence et de l'incompressibilité des besoins. Il oscille entre 30.000 et 40.000. Par rapport à l'avant-guerre, il y a une forte diminution dans l'immigration saisonnière agricole. En 1911, le nombre des saisonniers s'élevait à 90.000 environ, soit le double du chiffre moyen depuis 1920. Cette situation a obligé les agriculteurs à faire appel à l'immigration organisée et explique le développement de l'élément slave. L'agriculture tend également à faire appel à la population locale ou même urbaine et industrielle pour certains travaux saisonniers comme : les vendanges, la cueillette des fruits et des fleurs. La jour-

née de huit heures a permis notamment à un certain nombre d'ouvriers d'industrie d'aider aux travaux des champs. Par ailleurs, au moment de la moisson ou des vendanges, les grandes usines, les mines, située dans les régions agricoles, voient une partie de leur personnel les quitter pour huit ou quinze jours.

Sur les 35.000 saisonniers étrangers qui viennent annuellement en France, les 4/5 sont des betteraviers et des vendangeurs, les autres spécialisés n'exigeant qu'un nombre beaucoup plus restreint d'ouvriers. En moyenne, l'armée des saisonniers est ainsi composée depuis 1920 :

18 à 20.000 betteraviers et arracheurs de pommes de terre (dont beaucoup font aussi la moisson).

10 à 15.000 vendangeurs.

1.500 à 2.000 bûcherons.

2.000 à 3.500 liniers.

600 à 1.500 houblonniers.

1.000 à 1.500 moissonneurs (sans compter un grand nombre de Belges venus comme betteraviers).

2.500 à 8.000 pour la cueillette des fleurs et fruits du littoral, jardinage, etc...

150 pour le grainage des vers à soie.

Les saisonniers viennent des pays voisins et se cantonnent dans les régions frontalières qui, de tout temps, les ont utilisés. La courte durée de leur séjour ne leur permet pas des déplacements onéreux. Aussi les pays éloignés tels que : la Pologne et la Tchécoslovaquie, n'envoient pas ou presque pas de saisonniers. Il faut, par ailleurs, que les pays fournisseurs soient des pays de population agricole pauvre pour laquelle un travail supplémentaire et bien rétribué est une nécessité. C'est le cas pour l'Es-

pagne, l'Italie et la Belgique qui sont nos trois grands fournisseurs de saisonniers, alors que la Suisse et la Hollande, plus riches, n'en envoient pour ainsi dire pas. L'immigration saisonnière belge tend à diminuer en raison des besoins de main-d'œuvre accrus en Belgique depuis la guerre et de l'industrialisation de plus en plus grande. Quant à l'immigration saisonnière italienne, elle a été particulièrement touchée par les restrictions apportées par le gouvernement italien depuis quelques années à la sortie de ses nationaux. Aussi, les $\frac{3}{4}$ des saisonniers sont-ils actuellement fournis par l'Espagne et par la Belgique : Belges : 25.000 ; Espagnols : 15.000 ; Italiens : 6.000.

Les frontaliers occupent une place spéciale entre les saisonniers et les ouvriers agricoles permanents. Durant toute l'année à la frontière espagnole, notamment dans les Pyrénées-Orientales, à la frontière italienne, en Haute-Savoie, Savoie et dans les Alpes-Maritimes, à la frontière suisse, dans le Doubs et le Jura et surtout à la frontière belge, un certain nombre d'ouvriers agricoles viennent travailler en France. Le nombre de ces travailleurs varie suivant les saisons et les facilités accordées par les gouvernements intéressés, mais il reste en général peu important. Pour l'ensemble des frontières, il ne dépasse pas 4 à 5.000. Les frontaliers sont dits journaliers quand ils retournent chaque jour dans leur pays et semainiers quand ils n'y rentrent qu'à la fin de chaque semaine.

Les Saisonniers Belges

On estime à environ 20.000 à 25.000 le nombre des saisonniers belges qui chaque année entrent en

France. Ils viennent surtout nombreux dans les départements de grande exploitation comme : l'Oise, la Seine-et-Marne, la Seine-et-Oise, l'Aisne et la Somme. Le Nord et le Pas-de-Calais en reçoivent moins car la petite propriété y domine. Cette immigration saisonnière tend de plus en plus à diminuer. Par rapport à la période d'avant-guerre où le nombre des saisonniers se maintenait entre 40.000 et 45.000, la réduction est d'environ 45 %.

Si le nombre des saisonniers belges a fortement diminué, la nature de leurs travaux et le rythme de leur venue sont restés les mêmes qu'avant la guerre. Il y a d'abord les bûcherons, en très petit nombre, qui arrivent au début de l'hiver et se rendent dans les forêts du Nord, notamment dans la région de Fumay et de Charleville. Ils vivent très sobrement, restant isolés dans les bois où ils se contentent parfois de huttes faites de branchages et de mottes de terre, comme logis. Ils s'en retournent à la fenaison. Au printemps, au mois de mai, commence le grand afflux des ouvriers agricoles, en majeure partie flamands. Ils viennent dans tout le Nord de la France pour les premiers travaux de la betterave, notamment le binage. L'absence de contrôle efficace à la frontière empêche de donner un chiffre précis. Il semble que l'on puisse fixer leur nombre approximativement à 8 ou 12.000, suivant les années. Ils arrivent souvent en bandes, en général de 10 à 20 hommes, parfois quelques enfants en âge de travailler et une femme pour faire le ménage. Avant la guerre ils avaient presque tous à leur tête un chef qui organisait l'embauchage moyennant une commission et qui les conduisait à la ferme où ils devaient travailler. Aujourd'hui ce système tend à disparaître : le recrutement se fait par relations, par

annonces des employeurs dans les journaux ou par demandes aux bureaux belges de placement. Toutefois les abus des placeurs qui touchent et de l'employeur et de l'ouvrier existent toujours. Le nombre des saisonniers qui viennent à pied s'est aussi considérablement réduit. Presque tous aujourd'hui même pour des parcours limités, utilisent le chemin de fer ou l'autobus. Il leur est d'ailleurs accordé le bénéfice du voyage à demi tarif quand ils passent par les bureaux d'immigration. Ils descendent assez loin dans l'intérieur du pays et atteignent le Loiret, L'Eure-et-Loir, l'Yonne et la Côte d'Or. Un grand nombre de ceux qui s'avancent le plus vers le sud restent pour les travaux de l'été et de l'automne. On évalue à 45.000 hectares les superficies en betteraves travaillées par les Belges. Avant la guerre, les saisonniers s'entassaient souvent pêle-mêle dans les granges où ils couchaient sur la paille. Aujourd'hui, de plus en plus, les employeurs les logent dans des dortoirs où un minimum d'hygiène peut leur être accordé, notamment dans les grandes fermes où on en occupe en moyenne 50 ou 60.

En juillet arrivent les liniers dont le nombre oscille entre 3 et 4.000. Venus également des Flandres ils se rendent surtout en Normandie (Eure, Seine-Inférieure, Calvados) et dans l'Oise, l'Aisne, la Seine-et-Oise, le Pas-de-Calais, la Somme, etc...

Certaines grandes fermes de Seine-et-Oise en occupent chaque année une centaine.

Pour la récolte des céréales, il n'y a que très peu d'entrées nouvelles. La moisson est faite avec le personnel à demeure et avec une partie des saisonniers introduits : betteraviers, liniers, restés en France, et aussi avec l'apport de quelques saisonniers français,

notamment des Bretons qui viennent en Beauce. Les saisonniers belges font d'abord la moisson dans le sud du bassin parisien (Beauce, Loiret, Yonne) puis celles plus lentes à mûrir de la Brie et du centre du bassin et, finalement, celles des blés et des avoines tardives du Nord (Picardie, Aisne, Nord). De là les saisonniers regagnent la Belgique. Quelques-uns cependant restent encore dans les fermes du Nord et de la région parisienne où on les emploie à des travaux de battage, de couverture des meules, etc... en attendant l'arrachage de la betterave ou de la pomme de terre.

C'est en septembre qu'a lieu le dernier afflux des saisonniers belges. Ils se joignent à ceux restés en France pour effectuer l'arrachage de la betterave et de la pomme de terre. Les évaluations permettent d'en fixer le nombre de 8.000 à 10.000 environ. Quelques enfants venus avec eux s'emploient comme coupes vers. Les femmes sont très peu nombreuses pour ces métiers assez rudes et elles ne représentent guère que 5 à 6 % de l'effectif total. Elles restent au pays pour garder la famille et le petit lopin de terre que possèdent beaucoup de saisonniers belges.

A la même époque arrivent quelques centaines de houblonniers. Jadis, leur venue était redoutée des populations locales par suite de l'esprit batailleur de ces bandes indisciplinées. Aujourd'hui, encore que la période de la cueillette rappelle un peu les vendanges du Midi par la gaieté et l'entrain, les houblonniers belges se sont assagis et policés. Leur nombre d'ailleurs tend à diminuer.

La grande majorité des saisonniers rentre en novembre après les récoltes de la betterave et du houblon. Quelques-uns restent cependant pour la

campagne sucrière (raffineries) qui relève de l'activité industrielle.

Deux pointes très nettes marquent le mouvement saisonnier belge : l'une au printemps, l'autre en automne. Une pointe moins accentuée se place en été pour les liniers et les moissonneurs.

Les saisonniers belges, tout comme les ouvriers à demeure, sont très appréciés des agriculteurs français. Tous sont spécialisés dans le travail pour lequel ils s'embauchent : betteraviers, liniers ou houblonniers. Leur rendement est considérable. Durs au labeur, tenaces, ils travaillent à la tâche jusqu'à épuisement. Très sobres en général ils cherchent à économiser le plus possible. L'employeur, suivant les régions ou les préférences leur accorde la nourriture complète ou seulement la demi-nourriture, c'est-à-dire la soupe et les légumes. Dans ce dernier cas, ils achètent eux-mêmes leur viande et leur pain. Ils se contentent d'ailleurs souvent de remplacer la viande par la pomme de terre, meilleur marché et dont ils font une grande consommation. En une saison, un betteravier belge peut faire 5 hectares de betteraves qu'on lui paye de 300 à 350 francs l'hectare s'il est nourri, et 400 à 450 francs s'il n'a que la demi-nourriture. Comme, en général, il ne dépense presque rien, c'est donc une somme de 1.500 à 2.000 francs qu'il peut rapporter chez lui.

Malgré les avantages que l'agriculture industrialisée du Nord peut accorder à ses travailleurs, nous avons vu que l'immigration belge a fortement diminué. De 40.000 avant la guerre, le nombre des saisonniers est tombé à 20.000 et 25.000 depuis 1919. Cette diminution est attribuable en partie aux travaux des régions dévastées qui, aussi bien en

Belgique qu'en France, ont exigé une main-d'œuvre considérable. Les hauts salaires payés par les industries de reconstruction — certains maçons ou terrassiers travaillant à la tâche, parvinrent à gagner 60 à 70 francs par jour en 1921-1922 — détournèrent un grand nombre d'ouvriers agricoles. Beaucoup d'entre eux s'habituerent ainsi au travail industriel et y restèrent. Par ailleurs, la diminution progressive de l'immigration due au ralentissement de la croissance de la population, au développement de l'activité, à la diminution du prolétariat rural pauvre en Belgique, acheva de restreindre le mouvement migratoire vers la France. Cette réduction a de graves conséquences. Elle risque de compromettre la grande culture du Nord, notamment la culture betteravière qui exige beaucoup de main-d'œuvre. Le risque est d'autant plus grand que la pénurie de journaliers agricoles français dans le Nord s'est considérablement accrue depuis la guerre. Les ménagers, c'est-à-dire les très petits propriétaires, vivant en grande partie de journées faites chez les paysans plus aisés, sont devenus plus rares. Beaucoup ont été gagnés à l'industrie par l'attraction des villes, les entreprises de reconstruction, les besoins accrus de toutes les activités. Par ailleurs, l'influence de la sous-natalité et du dépeuplement dû à la guerre, poursuit son action de raréfaction des travailleurs agricoles. Les loisirs laissés aux mineurs et aux ouvriers industriels par la loi de huit heures ont bien atténué légèrement la crise, mais seulement dans la zone très limitée du pays noir et des banlieues urbaines. Un nouveau développement du machinisme et des modifications aux cultures sont résultés de cette pénurie de travailleurs. C'est ainsi que la betterave a reculé devant l'élevage

et même devant le lin qui demande moins de main-d'œuvre. Pour la même raison, les petites sucreries appartenant à des exploitations agricoles tendent à disparaître. Le manque de bras a surtout provoqué un grand développement de l'immigration organisée qui permet de recruter au loin des travailleurs qu'on ne peut trouver sur place ni dans les pays voisins. C'est ainsi que l'élément slave (Polonais, Tchécoslovaques, Yougoslaves) est devenu, à côté de l'élément belge, un des principaux fournisseurs de main-d'œuvre pour la France septentrionale. Mais, outre que l'introduction de ces travailleurs est très onéreuse, ceux-ci ignorent trop souvent les cultures et les méthodes de nos campagnes. Par ailleurs, cette immigration exige des contrats d'au moins une année, alors que les besoins sont essentiellement saisonniers et temporaires. Aussi, le ralentissement de l'immigration belge venant après la pénurie de main-d'œuvre française, pèse-t-il lourdement sur les campagnes de la France du Nord.

Les Saisonniers italiens

Avant la guerre, le nombre des saisonniers italiens était estimé à 20.000. Depuis la guerre, et plus spécialement depuis la politique restrictive d'émigration de l'Italie, le nombre des saisonniers a beaucoup diminué. Bien que les chiffres précis soient difficiles à établir en raison de la difficulté du contrôle, on peut évaluer à 5 à 6.000 en moyenne les entrées annuelles. Il y a deux pointes dans le mouvement de cette immigration : l'une au printemps (mai-juin), l'autre plus accentuée en automne (oc-

tobre-novembre) qui correspondent à la cueillette des fleurs et à celle des fruits. Mais les influences saisonnières sont moins prononcées que dans l'immigration belge ou espagnole, car les saisonniers italiens viennent pour un très grand nombre de travaux et à toutes les époques de l'année. Cela tient à la nature du travail du Midi méditerranéen qui s'échelonne en toutes saisons. Du printemps à l'automne arrivent les travailleurs, surtout femmes et enfants, pour la cueillette des fleurs : lavandé, rose, cassis, etc..., puis la récolte des primeurs et de la fleur d'oranger. En été, quelques moissonneurs, mais peu nombreux : l'été est la période des minima de l'immigration saisonnière italienne. En automne, l'afflux s'accroît pour les campagnes oléicole et vinicole, pour la récolte des fruits et la sériciculture. Là encore les femmes et les enfants sont nombreux. A la fin de l'automne arrivent les bûcherons, scieurs de long, charbonniers, qui remontent vers le Nord de la France où ils passent l'hiver. Viennent également des ouvriers pour les entreprises de battage, pour les travaux de défoncement, les labours à bras, pour l'entretien et la préparation du terrain destiné aux cultures florales. En hiver, des ouvrières viennent pour le repiquage des fleurs et la cueillette des violettes et des agrumes, de sorte que l'enchaînement se fait avec la cueillette du printemps. En Corse, les saisonniers, surtout lucquois et sardes, arrivent particulièrement nombreux en automne comme vigneron, bûcheron, charbonnier et pour la cueillette des fruits. Leur nombre a beaucoup diminué depuis la guerre. Alors que vers 1900, on estimait leur nombre à 15.000 environ, il ne dépasse pas 2.000 aujourd'hui.

Les travaux agricoles méditerranéens, où do-

mine la cueillette conviennent bien à la main-d'œuvre féminine et enfantine. De là, à l'opposé de l'immigration saisonnière belge, un gros contingent de femmes et d'enfants qui souvent atteint 50 et 60 %. De 1920 à 1926, près de 25.000 femmes et enfants sont entrés en France sous contrôle, dont la moitié environ pour les travaux saisonniers. Ils viennent parfois en bandes, encadrés par quelques hommes. Le trajet, aller et retour, ainsi que le temps du voyage, leur sont payés. En général ils sont logés, d'ailleurs très mal, par les employeurs. Les femmes qui ne sont pas logées s'entassent à dix ou douze dans la même chambre, par économie, sans le moindre souci d'hygiène. Avant la guerre, le département des Alpes-Maritimes à lui seul, recevait 8.000 ouvrières pour la cueillette des fleurs, notamment pour la cueillette des fleurs d'oranger. Depuis la guerre, le gouvernement italien s'oppose de plus en plus à la sortie des femmes qui, grâce aux mariages possibles, étaient un excellent moyen de fixation de la population italienne en France. Aussi, la pénurie de main-d'œuvre dans le Sud-Est pour la cueillette des fleurs et la campagne oléicole s'est-elle considérablement aggravée. La culture de l'olivier a dû reculer sensiblement faute de travailleurs saisonniers et aussi de main-d'œuvre française familiale. Le même recul, encore plus accentué, a eu lieu pour la sériciculture. Par ailleurs, les employeurs se plaignent que la qualité du travail des femmes italiennes a diminué depuis la guerre. Elles sont moins sérieuses et moins travailleuses. Ici, comme dans toute immigration féminine saisonnière, le pourcentage des filles-mères est très élevé. Un séjour aux postes frontières, lors de la rentrée, permet de s'en rendre compte rapidement. Quant à la

main-d'œuvre saisonnière masculine, elle a également diminué, mais dans de moindres proportions. Les saisonniers viennent en général de Ligurie, du Piémont, d'Ombrie et de Toscane. Ceux de la Riviéra italienne donnent une excellente main-d'œuvre pour la culture florale. Les Piémontais et les Ombriens sont plus aptes aux travaux de terrassement et de défoncement. Les bûcherons, notamment les Bergamasques, sont de rudes travailleurs qui arrivent à gagner 1600 à 1800 francs par mois, logés. Ils ont la presque exclusivité du travail forestier en montagne, travail pénible qui exige le câblage. Aussi les restrictions de l'immigration italienne sont-elles très préjudiciables à cette branche d'activité. Les saisonniers italiens viennent parfois sous la conduite d'un capomaestro, ou caporal, qui les dirige. Mais ce système, très répandu avant 1914, tend de plus en plus à disparaître aujourd'hui. Les ouvriers viennent en général librement, parfois embauchés par un contre-maître ou un ouvrier que le cultivateur ou le fabricant d'huile a gardé près de lui et qui recrute par correspondance ou par relation. Quand ils sont en équipe, ils chargent l'un d'eux de faire la popotte. Ils couchent souvent entassés dans des réduits mal aérés, parfois même sur la paille, dans une promiscuité où l'hygiène et la morale sont également sacrifiées. Ils recherchent la fréquentation de leurs compatriotes et souvent on les rencontre rassemblés autour d'une table dans les cabarets tenus par des compatriotes. Ils parlent du pays, jouent de l'accordéon, dansent et parfois chantent des mélodées italiennes avec un sens étonnant de la musique.

Les Saisonniers espagnols

Les saisonniers espagnols, au nombre moyen de 15 à 18.000, sont essentiellement des travailleurs de la vigne. Ils viennent pour les travaux d'entretien, défoncement, sulfatage et surtout pour les vendanges. Rien ne traduit l'importance de la saison des vendanges dans l'immigration agricole espagnole comme le mouvement des introductions mensuelles. C'est en septembre que, brusquement, l'armée des vendangeurs vient décupler le nombre des entrées. Chaque automne reçoit en moyenne 15 à 16.000 travailleurs. En raison de la nature du travail, le nombre des femmes et des enfants est considérable. Parfois même les femmes sont plus nombreuses que les hommes. C'est ainsi qu'en 1921, on compte 7.500 femmes et 2.000 enfants contre 6.000 hommes. En moyenne, la composition est la suivante : hommes 45 %, femmes 42 %, enfants 13 %. De 1921 à 1926, le mouvement des vendangeurs s'établit comme suit :

ANNEES	Hommes	Femmes	Enfants	Total
1920.....	7.518	5.619	1.733	14.870
1921.....	6.012	7.587	2.002	15.601
1922.....	11.728	10.978	2.049	24.755
1923.....	6.191	6.579	2.402	15.172
1924.....	6.339	6.317	3.124	15.780
1925.....	5.595	3.916	1.680	11.191
1926.....	1.533	1.768	1.023	4.324

Les dernières années révèlent la tendance à la réduction qui est d'ailleurs la caractéristique de

toute l'immigration espagnole. Les vendangeurs arrivent en bandes, recrutés par des agents des propriétaires de vignes qui rivalisent d'ingéniosité pour en attirer le plus grand nombre. Ils constituent des groupements encadrés appelés « coyos ». Le « coye » est l'ensemble des familles qui se rendent chez le même employeur. Hommes, femmes et enfants sont sous la direction du chef de coye qui est parfois un Français spécialisé dans ce genre de recrutement. Les vendangeurs se cantonnent dans les départements voisins de la frontière et ne s'avancent guère à l'intérieur du pays. La très grande majorité, environ 65 %, s'arrête dans les Pyrénées-Orientales, où ils retrouvent une population espagnole considérable et où le recrutement par relation est très actif. L'Aude en reçoit 26 % et l'Hérault, déjà plus éloigné, 2 % seulement. La répartition des vendangeurs (entrées contrôlées) en 1924, 1925 et 1926, s'établit comme suit :

	1924	1925	1926
Pyrénées-Orientales. . .	10.265	7.533	3.209
Aude.	4.954	2.620	933
Hérault.		78	179

A la fin des vendanges ils s'en retournent avec quelques économies qui les aident à vivre pendant l'hiver. Un petit nombre reste pour les travaux d'entretien de la vigne.

L'ampleur du mouvement migratoire espagnol pour les vendanges s'explique par l'importance des vignobles français, la proximité de la frontière et la possibilité pour cette culture riche de payer des salaires suffisamment tentants pour des saisonniers. Le vendangeur reçoit un salaire de 30 à 35 francs

par jour et deux litres de vin. Il bénéficie du demi-tarif pour les transports. Il n'a pas de grosses dépenses à faire ni pour le logement ni pour la nourriture. Ces avantages sont du reste nécessaires pour justifier le déplacement de travailleurs pour un temps aussi bref. La « saison » doit apporter à l'immigré un bénéfice marqué. Le travail ne demande aucune aptitude particulière. Les Espagnols qui, très souvent, n'ont pas de spécialité, trouvent là une activité qui leur convient bien. Les femmes et les enfants peuvent participer à ces travaux et augmenter le gain de la famille. Par ailleurs, les vendanges ont lieu en septembre, alors que la plupart des autres travaux agricoles sont terminés : l'absence des saisonniers ne se fait donc pas trop sentir au pays temporairement abandonné. Toute la famille, les amis, partent ensemble, on ne laisse personne derrière soi, c'est une véritable expédition, un voyage qui rompt le cours de l'existence journalière. Le travail, quoique plus pénible qu'on ne l'imagine volontiers, est un travail agréable qui se fait dans la joie et la période bénie des récoltes. Il s'y ajoute l'imprévu de la vie collective, en camp volant, dont la brièveté s'accommode d'une plus grande liberté d'allures et de mœurs.

Ce sont au surplus tous ces attraits qui permettent aux viticulteurs de pallier, en partie, à la réduction progressive de l'immigration espagnole. Les populations françaises du Midi et du Centre offrent un nombre de plus en plus grand de vendeurs chaque année. Des mineurs du Gard, du Tarn, de l'Aveyron, des ouvriers d'usines et de grandes villes : Toulouse, Bordeaux, etc... et surtout un grand nombre de femmes viennent chaque année pour travailler dans le Languedoc pendant les trois

ou quatre semaines des vendanges. Très souvent les bureaux de placement doivent freiner, notamment dans les villes, pour éviter le départ de candidats vendangeurs incapables ou de femmes plus aptes au plaisir qu'au travail. Les bureaux de placement en septembre 1929, effectuèrent 35.000 placements interlocaux, dont les 9/10 pour les vendanges. En hiver et au printemps, il y a quelques entrées de saisonniers espagnols pour les gros travaux de la vigne : labour, binage, paisselage et les travaux d'entretien : taille, sulfatage, soufrage, etc... Mais leur nombre est assez restreint, la plupart de ces travaux étant effectués par les ouvriers à demeure, que la culture de la vigne occupe toute l'année. Il en vient aussi quelques uns pour la culture des primeurs dans les Pyrénées-Orientales et le Vaucluse et pour certains travaux de terrassement d'automne ou d'hiver dans le Sud-Ouest.

CHAPITRE IV

ASPECT ÉCONOMIQUE DE L'IMMIGRATION SAISONNIÈRE

Ses avantages -- Ses inconvénients

La pénurie considérable de main-d'œuvre dont souffrait l'économie française, notamment après la guerre, et le chiffre des ouvriers étrangers introduits, révèlent bien le rôle important de l'immigration dans la vie économique de la France. Sans cette main-d'œuvre, pas de relèvement possible pour certaines cultures après les dures épreuves de la guerre. Sans elle, une bonne partie des richesses de notre sol resterait inexploitée. On peut dire que la venue des ouvriers étrangers n'est pas seulement, comme on dit, une invasion de la France, mais une quête de celle-ci : une quête urgente, indispensable.

Nous avons vu par ailleurs que l'immigration s'adaptait très étroitement à nos besoins et à notre situation économique, qu'elle diminuait ainsi le chômage, donnait à notre marché du travail une souplesse exceptionnelle soit en permettant, par la fermeture des frontières, de le soulager en période de crise, soit en lui fournissant les éléments nécessaires par un recrutement renforcé en période de prospérité. Cette souplesse n'a pas peu contribué au relèvement de la France, dans le temps même où tant d'autres pays supportaient le plus lourd et

le plus stérile des impôts : le chômage. De sorte que, si paradoxal que cela puisse paraître, c'est à la réduction de sa population que la France dut sa situation privilégiée dans l'Europe souffrant du chômage. C'est sa pénurie de main-d'œuvre qui, en l'obligeant à recourir à l'immigration, lui permit d'adapter ainsi son armée du travail à ses besoins. L'introduction de travailleurs étrangers est, en effet, un remède plus efficace à l'insuffisance de la population que l'émigration à la surpopulation ou au chômage. Les migrations sont conditionnées en premier lieu par la situation qui prévaut dans les pays récepteurs, et, en second lieu, et dans une mesure bien plus faible, par la situation des pays d'émigration. Un pays riche et manquant de main-d'œuvre attire toujours les hommes, même ceux qui ne sont pas particulièrement malheureux dans leur propre pays. Par contre, l'augmentation du chômage dans un pays n'entraîne pas toujours une augmentation de l'émigration, d'autant que les chômeurs manquent souvent des ressources indispensables au départ. Le chômeur industriel, au surplus, est difficile à déplacer. Il craint de perdre, par l'émigration, un standard de vie ou une profession qu'il juge supérieurs à ce qu'il pourrait trouver ailleurs. Pour la plupart, l'idée d'un abaissement social se lie à l'idée de l'émigration. Il y a là un des aspects de la capillarité sociale et du gros problème du retour à la terre ou aux travaux manuels les plus rudes. C'est à ce problème que se heurtent l'Allemagne et l'Angleterre qui, avec leurs millions de chômeurs, manquent de bras pour leur agriculture et leurs colonies. Par ailleurs, le nombre même des chômeurs en Europe rend impossible, pour la plupart des pays, le remède de l'émigration. Par con-

tre, la France, devenue le seul pays important d'immigration a pu trouver aisément jusqu'ici le complément de main-d'œuvre qui lui était nécessaire. L'immigration, d'autre part, fournit au pays récepteur des travailleurs tout préparés, aptes à produire. Il y a là un gros avantage économique, un véritable enrichissement au détriment des pays fournisseurs. Comme l'a dit Mussolini, lorsqu'un émigrant quitte son pays, celui-ci, en échange d'un peu d'or qui lui arrive par la suite de l'étranger, perd matériellement tout ce qu'il a dépensé pour nourrir cet émigrant, pour l'éduquer, pour en faire un producteur; militairement il perd un soldat; démographiquement, il perd un élément jeune qui féconde les terres étrangères et donne des fils aux pays étrangers. De là d'ailleurs les difficultés et les exigences des pays d'émigration pour laisser sortir leurs travailleurs. Si l'on estime qu'un homme en âge de travailler a coûté 20.000 francs à la collectivité pour l'élever et l'éduquer, c'est, avec les deux millions de travailleurs étrangers en France, un capital formidable de quarante milliards — et un capital éminemment productif — que l'immigration a procuré au pays. Le bénéfice est d'autant plus net que l'émigration opère souvent un véritable écrémage des classes ouvrières. Elle tente les éléments les plus jeunes, les plus entreprenants, ceux en pleine vitalité et en plein rendement.

Toutefois, l'immigration saisonnière ne comporte pas que des avantages pour l'économie du pays récepteur. Tout d'abord, si travailleur que soit l'étranger, son rendement reste souvent inférieur à celui du français, au moins au début, par suite de l'inadaptation et de l'inexpérience. Il y a une période d'apprentissage rendue plus longue et plus

délicate par la différence de langue, de tempérament et de mœurs. Par ailleurs, l'instabilité, la bougeotte, qui atteignent la plupart des immigrés, apportent une gêne sensible à notre agriculture ; les accidents du travail sont plus fréquents ; les frais et les pertes de temps entraînés par l'immigration organisée constituent une charge assez lourde pour notre économie. Si l'on estime que les frais non récupérés se montent à 300 francs par tête, c'est, pour les 45.000 travailleurs agricoles saisonniers importés annuellement par l'immigration organisée, environ 13 millions 1/2 déboursés par notre agriculture.

Le transfert des épargnes est un des désavantages économiques les plus marqués de l'immigration. Le pouvoir d'épargne de l'émigrant est très élevé car, outre son désir d'économiser, il reçoit en général un salaire supérieur au niveau de vie auquel il est habitué. Aucune statistique ne permet de chiffrer les sommes exportées annuellement de France par les étrangers et il faut se contenter d'évaluations très approximatives pour se rendre compte de l'importance de ce mouvement. Il y avait en France, en 1930, environ 1.800.000 travailleurs étrangers. D'après les recherches faites auprès des banques, des bureaux de postes, des prêtres étrangers, des consulats, etc... on peut établir que l'immigré, en moyenne, envoie de 800 à 900 francs dans son pays chaque année. Ce serait donc plus de 1 milliard et demi de francs qui sortiraient annuellement de France pour aller enrichir les pays d'émigration. D'après les chiffres fournis par la S.D.N. le montant annuel de ces exportations serait de deux milliards et demi depuis 1925, soit le chiffre énorme de quinze milliards en six ans. D'autres renseigne-

ments confirment l'importance de ce grand mouvement d'argent. Depuis la guerre, la moyenne annuelle des sommes entrées en Italie oscille autour de deux milliards et demi de lires. L'apport de l'émigrant arrive ainsi à constituer 14 % de l'exportation totale de l'Italie. Le gouvernement encourage les banques italiennes à l'étranger et il a créé un Institut National de Crédit pour le Travail Italien à l'Extérieur, pour stimuler, intensifier et recueillir les épargnes. En Pologne, l'apport financier des émigrants est évalué à près de un milliard chaque année, dont 600 millions des Etats-Unis et 150 millions de France. Le gouvernement polonais a créé la Polska Kasa Opieki, Société bancaire dont les nombreuses agences drainent en France les épargnes des émigrés. La Yougoslavie recevait en 1928 475 millions de ses émigrés et la Belgique 600 millions en 1929 de ses émigrés en France.

Il est vrai que ces entrées sont diminuées en partie par ce qu'emporte chaque émigrant pour son voyage et ses premiers frais. En Pologne, en 1928, ces sorties s'élevaient à 154 millions de Zlotys et en Yougoslavie, dans la même année, on enregistrait une sortie de 70 millions, soit 1/6 des entrées. L'émigration saisonnière est à cet égard celle qui rapporte le plus au pays d'origine. Le saisonnier, en effet, vient pour réaliser le maximum d'argent en un temps donné. La vie menée par les bineurs et les moissonneurs belges dans le Nord, par les vendangeurs espagnols dans le Midi, nous a montré l'étonnant pouvoir d'épargne de ces travailleurs qui rapportent la presque totalité de leur gain en argent dans leur pays. Un saisonnier belge rapporte ainsi en quelques mois de 1.500 à 2.000 francs chez lui. Les 50.000 saisonniers polonais qu'utilise l'agricul-

ture allemande rapportent en moyenne 400 marks-or d'économie, soit 2.400 francs environ.

Le transfert des épargnes constitue donc un gros désavantage pour les pays d'immigration et notamment pour les pays d'immigration continentale comme la France. Toutefois, la perte n'est pas aussi forte que les chiffres le laisseraient croire. Outre la compensation des petits capitaux amenés par les émigrants et de l'énorme capital qu'ils représentent eux-mêmes, il ne faut pas oublier que l'argent exporté n'a pas été simplement râflé, mais qu'il a été créé et bien au delà par les immigrés. Les deux milliards que perd annuellement la France sont relativement peu en regard des 18 milliards de salaires gagnés par les travailleurs étrangers et du chiffre bien plus considérable de leur production.

Plus grave est la dépendance où l'immigration place l'économie du pays. De par son importance, la main-d'œuvre étrangère commande jusqu'à un certain point notre activité. Il est des branches dans l'agriculture, il est des régions entières telles les régions du Nord, du Sud-Ouest et de la Méditerranée où la défaillance de la main-d'œuvre étrangère entraînerait une véritable paralysie. Les pays d'émigration ont là un moyen de pression redoutable. On a pu voir certains d'entre eux exiger, pour le départ de leurs nationaux, des salaires très élevés, avec l'espoir qu'il en résulterait une charge suffisante pour diminuer l'efficacité de notre concurrence. Le grand nombre des pays fournisseurs permet sans doute de diminuer les inconvénients de cette dépendance. Néanmoins, elle subsiste et deviendrait facilement un danger réel en cas de conflit avec un ou plusieurs états fournisseurs.

Les inconvénients que nous venons d'énumé-

rier, conséquences inévitables d'une immigration massive, sont loin d'en contre-balancer les avantages. Malgré l'instabilité et l'inexpérience de certains émigrés, malgré les frais d'introduction, malgré le transfert des épargnes et la dépendance de notre économie, la venue de la main-d'œuvre étrangère reste à la fois une nécessité vitale pour la France et un enrichissement. Producteur et consommateur, et produisant beaucoup plus qu'il ne consomme, le travailleur étranger reste créancier de la collectivité française. Il est un multiplicateur plus qu'un diviseur et c'est être singulièrement injuste que de l'accuser de « venir manger notre pain » et « emporter notre argent ». Au surplus, la durée et l'ampleur de l'immigration prouvent qu'il s'agit d'une force naturelle, d'une véritable loi économique, difficiles à supprimer ou même à comprimer. Elle est un effort de coordination de la production qui veut un rapport déterminé entre les ressources naturelles, le capital et le travail, pour avoir un résultat utile. Comme il y a inégalité de distribution de ces facteurs et qu'il faut les redistribuer plus logiquement, les migrations de travailleurs et de capitaux restent, devant l'immobilité de la terre, la seule solution possible. Ceux qui veulent échapper à cette nécessité vont contre l'intérêt général, comme le montre l'exemple de l'Australie où l'abondance des richesses naturelles avec une population trop restreinte et jalousement défendue contre l'immigration, amène avec les hauts salaires, le chômage et la paralysie de la vie économique. Le protectionnisme ne peut d'ailleurs suffire à isoler un pays de ses voisins. Les hauts salaires, provoqués par la raréfaction de la main-d'œuvre, outre qu'ils favorisent la concurrence étrangère et diminuent d'autant l'ac-

tivité du pays, peuvent amener une réduction du revenu pour les capitaux. Ceux-ci se trouvent ainsi incités à chercher ailleurs des placements meilleurs et notamment là où la main-d'œuvre est abondante et bon marché. L'exode de capitaux remplacerait alors l'afflux des travailleurs étrangers, au grand dommage du pays. Et nous ne parlons pas des graves dangers d'ordre politique que toute dépression démographique trop accentuée risque de provoquer.

CHAPITRE V

IMMIGRATION FONCIÈRE

Propriétaires, Fermiers, Métayers

L'élément le plus intéressant de l'immigration agricole est l'élément qui se fixe en France, qui fournit des propriétaires, fermiers ou métayers. En 1927, on en comptait :

	Nombre de cultivateurs et membres actifs de leur famille	Superficies exploitées (en hectares)
Propriétaires	33.285	149.148
Fermiers ou métayers	58.419	437.155
	91.704	586.303

Le nombre de ces colons s'est considérablement accru depuis la guerre. De 1914 à 1927, il a plus que triplé, passant de 27.000 à 91.700. En cinq ans, de 1921 à 1926, le nombre des exploitations aux mains des étrangers a doublé, passant de 12.500 à 24.000 environ. C'est le groupe des métayers et fermiers qui subit la plus forte augmentation avec 15.000 exploitations en 1927 contre 7.200 en 1921.

Les superficies cultivées par ces colons subissent la même augmentation. Les chiffres manquent pour la période d'avant-guerre, mais de 1921 à 1927,

on enregistre un accroissement de 76 % avec 586.300 hectares contre 334.000 en 1921. Le total des terres cultivées par les étrangers dépasse donc aujourd'hui la superficie d'un de nos grands départements comme l'Oise ou l'Eure-et-Loir. C'est un capital d'environ 5 milliards que font fructifier les exploitants étrangers. L'augmentation de la colonisation a été particulièrement sensible dans le Sud-Ouest où près de 150.000 hectares sont passés aux mains des colons de 1921 à 1927. Les terres devenues propriétés des étrangers s'élèvent à 90.700 hectares en 1921, à 149.100 hectares en 1927, soit 65 % d'augmentation. Celles cultivées par les fermiers ou métayers passent de 243.700 hectares en 1921 à 437.100 hectares en 1927, soit un accroissement de près de 80 %.

La répartition géographique des Exploitations agricoles étrangères

La population étrangère cultivant la terre à titre de propriétaire, fermier ou métayer, est très inégalement répartie. Par ordre d'importance numérique, les départements contenant le plus grand nombre de colons (y compris les membres actifs de leur famille) se classaient ainsi en 1927 :

DEPARTEMENTS	Pro- priétaires	Fermiers ou Métayers	Total
Alpes-Maritimes	2.922	6.116	9.038
Lot-et-Garonne.	2.714	3.736	6.450
Var	3.435	2.038	5.473
Nord	1.299	3.778	5.077
Gers	1.709	3.255	4.964

DEPARTEMENTS	Pro- priétaires	Fermiers ou Métayers	Total
Haute-Garonne.	1.004	3.470	4.474
Bouches-du-Rhône. . .	1.298	1.792	3.090
Oise.	257	2.822	3.079
Hérault	2.485	519	3.004
Pyrénées-Orientales . .	1.239	1.691	2.930
Tarn-et-Garonne	951	1.495	2.446
Ardennes	796	1.577	2.373
Aisne	412	1.862	2.274
Eure	247	1.695	1.942
Basses-Pyrénées	891	1.015	1.906
Gironde.	614	1.230	1.844
Somme	223	1.615	1.838
Aude	1.278	435	1.713
Haute-Savoie.	883	730	1.613
Doubs.	462	737	1.199
Seine-et-Marne	102	1.064	1.166
Jura	307	842	1.149
Dordogne	338	787	1.125
Seine-et-Oise.	203	888	1.091
Vaucluse.	436	616	1.052
Moselle	863	114	977
Marne.	315	616	934
Ain.	375	527	902
Aube	153	730	883
Tarn	12	793	805
Meuse.	275	494	769
Haut-Rhin.	425	295	720
Calvados.	87	600	687
Seine-Inférieure	92	592	684
Ariège.	109	519	628
Hautes-Pyrénées	215	411	626
Basses-Alpes	344	270	614

etc...

Trois grandes régions de colonisation agricole apparaissent distinctement, correspondant aux grandes zones d'immigration. La plus importante est celle de la région méditerranéenne, où les six départements côtiers ont 26 % du total des colons étrangers en France. Vient ensuite la région du bassin aquitain où les cinq départements du Gers, du Lot-et-Garonne, de la Haute-Garonne, du Tarn-et-Garonne et de la Gironde ont 17,5 % des agriculteurs immigrés. Enfin le Nord, dont cinq départements (Oise, Nord, Aisne, Ardennes, Somme) en possèdent 21 %. Ces trois régions, limitées à seize départements, groupent à elles seules, 65 % du total des exploitants étrangers. Des régions secondaires apparaissent ensuite, comme la région parisienne (Seine-et-Oise et Seine-et-Marne), la Normandie (Eure, Seine-Inférieure), le Jura (Doubs).

Les Superficies cultivées

Si au lieu de considérer ces grandes régions d'immigration agricole au point de vue du nombre des colons, on les considère au point de vue des superficies cultivées, on obtient un classement assez différent. Cette différence résulte de l'inégalité des domaines agricoles suivant les régions. C'est ainsi que la région du Nord dépasse largement le Midi et notamment le Midi méditerranéen où se trouve cependant le plus grand nombre de colons. Par ordre d'importance des superficies cultivées, les départements se classent ainsi :

DEPARTEMENTS	Pro- priétés (hectares)	Fermâges et Métayages (hectares)	Total (hectares)
Oise.	3.068	41.474	44.542
Aisne	7.575	37.088	44.663
Gers	16.807	24.732	41.539
Lot-et-Garonne.	13.074	16.980	30.054
Nord.	5.214	21.375	26.589
Ardenes	5.428	21.120	26.548
Somme	2.795	22.444	25.239
Haute-Garonne.	6.448	17.247	23.695
Eure	1.970	19.938	21.908
Seine-et-Marne	858	20.196	21.054
Tarn-et-Garonne	4.923	12.916	17.839
Seine-et-Oise.	1.722	13.125	14.847
Marne.	3.664	11.406	15.070
Bouches-du-Rhône	5.843	7.485	13.329
Var.	6.182	7.136	13.318
Aube	1.942	10.045	11.987
Pyrénées-Orientales	2.668	8.037	10.705
Seine-Inférieure	844	9.145	9.990
Meuse.	3.197	6.699	9.896
Côte-d'Or	3.974	4.959	8.933
Calvados.	1.018	6.920	7.939
Aude	3.898	3.584	7.477
Basses-Pyrénées	3.758	3.343	7.101
Gironde	3.072	3.739	6.812
Doubs.	2.109	4.522	6.631
Dordogne	3.016	3.442	6.458
Meurthe-et-Moselle.	1.571	4.613	6.184
Yonne.	1.533	4.140	5.673
Alpes-Maritimes	1.804	3.327	5.131

Ainsi, les Alpes-Maritimes et le Var qui sont au premier et troisième rang des départements par

le nombre des exploitants étrangers ne sont plus qu'aux 14^e et 29^e rang pour les superficies exploitées. Les six départements côtiers des Alpes-Maritimes aux Pyrénées-Orientales qui comptent 26 % des colons ne possèdent que 8 % des superficies cultivées par les étrangers. Par contre, les 5 départements du Nord qui ont 21 % des colons ont 29 % du total des terres exploitées. Dans le bassin aquitain, les superficies exploitées sont assez considérables. Les 5 départements du Gers, de la Dordogne, du Lot-et-Garonne, du Tarn-et-Garonne et de la Haute-Garonne ont à eux seuls 20 % des terres cultivées par les étrangers. De sorte que, dans onze départements (5 du Nord et 6 du bassin aquitain) se trouvent près de la moitié (49 %) des terres travaillées en France par les immigrés.

Il en résulte que les pourcentages des terres aux mains des étrangers par rapport à la superficie totale cultivée sont nettement supérieurs dans les départements du Nord et du Bassin Aquitain. Ils sont bien plus faibles dans la région méditerranéenne et vinicolé, malgré le plus grand nombre d'exploitations étrangères. Dans l'Aisne, les colons exploitent 6,7 % et dans les Ardennes 5,5 % du total de la superficie cultivée. Dans les Alpes-Maritimes, un nombre de colons quadruple n'exploite que 2,2 % et dans l'Aude 1,9 % de la superficie cultivée.

La moyenne des domaines aux mains des exploitants étrangers suit les mêmes fluctuations : elle est très forte dans le Nord, très faible dans le Midi, et intermédiaire dans le Centre et l'Est. En 1921, la moyenne des exploitations était la suivante dans les départements les plus colonisés :

Nombre d'Exploitations

DEPARTEMENTS	Superficies		
	Aux moins des étrangers	cultivées	Moyenne
Oise	667 (Belges surtout)	33.962	50
Aisne	473 (» »)	31.281	66
Eure	348 (» »)	17.089	49
Somme	305 (» »)	15.097	49
Doubs	386 (Suisse »)	14.097	36
Gers	366 (Italiens »)	8.864	44
Var	385 (» »)	5.450	14
Alpes-Maritimes . . .	426 (» »)	2.709	6
Aude	500 (Espagnols »)	2.907	5,8
Hérault	934 (» »)	2.180	2,3

Ici apparaît nettement l'influence des cultures vinicoles (Hérault, Aude), florales et de la petite culture méditerranéenne (Var, Alpes-Maritimes) qui amènent un morcellement extrême du sol. Les domaines y ont en moyenne de 2 à 6 hectares. Dans le Nord, au contraire, la grande culture industrialisée élève la superficie moyenne des exploitations à 50 ou 60 hectares, chiffres dix à quinze fois supérieurs à ceux connus dans le Midi.

Une des conséquences de cet état de choses est de rendre la propriété bien plus accessible aux étrangers dans le Midi que dans le Nord où la prédominance des grands domaines ne permet guère aux colons que le fermage. C'est ainsi que l'Hérault et l'Aude comptent 3.763 propriétaires étrangers contre 954 fermiers ou métayers, tandis que l'Oise et la Somme n'ont que 480 propriétaires contre 4.437 fermiers.

La prédominance de la petite propriété dans le Midi méditerranéen y rend la colonisation plus discrète en la permettant à des ouvriers agricoles déjà partiellement francisés et à la présence desquels la

population est accoutumée. Le mouvement de colonisation se confond ainsi avec le mouvement ouvrier dont il devient en quelque sorte le prolongement. Au contraire, dans les régions de moyenne et de grande exploitation, comme dans le Sud-Ouest, le Nord et l'Est, la colonisation n'est souvent possible qu'à des émigrés déjà propriétaires ou fermiers dans leur pays et venant avec un capital assez important. De là, dans ces régions, la superposition au mouvement migratoire ouvrier d'un mouvement migratoire nouveau, dit de colonisation, auquel, très souvent, la population est très mal préparée et qui peut provoquer une certaine hostilité.

La Nationalité des colons étrangers

En 1927, les 91.704 colons étrangers se répartissaient en une trentaine de nationalités, dont les principales étaient les suivantes :

NATIONALITES	Fermiers ou		Total
	Propriétaires	Métayers	
Italiens	14.719	24.333	39.052
Belges	4.797	20.457	25.254
Espagnols	8.045	7.356	15.401
Suisses.	3.413	4.746	8.159
Hollandais	139	393	532
Luxembourgeois ..	916	376	1.292
Allemands	412	91	503
Russes	203	140	343
Polonais	109	229	338
Hongrois	68	39	107
Anglais.	141	26	167

NATIONALITES	Fermiers ou		Total
	Propriétaires	Métayers	
Arméniens	43	40	83
Américains	65	16	81
Portugais.	24	48	72
Tchécoslovaques . .	27	26	53
Yougoslaves	11	9	20
Divers	153	94	247

Il y a donc quatre grands groupes de colons fournis par les pays voisins : Italie, Belgique, Espagne et Suisse. Ces quatre nationalités constituent à elles seules 95 % de l'immigration rurale. Si l'on rattache les Luxembourgeois aux Belges et les Portugais aux Espagnols, ce pourcentage s'élève à 97 %. C'est dire que les autres nationalités ne présentent jusqu'à présent qu'une importance insignifiante dans la colonisation en France. La situation à cet égard n'a pas changé depuis la guerre : ce sont toujours les pays voisins qui donnent aux campagnes françaises les chefs d'exploitation qui lui font défaut. L'immigration organisée n'a en effet qu'une influence très limitée sur la colonisation agricole. Alors qu'elle peut introduire des ouvriers agricoles des pays éloignés il lui est difficile d'introduire des chefs d'exploitations de ces mêmes pays. L'ouvrier agricole a un rôle relativement passif, il est guidé, conseillé, le travail qu'il a à effectuer lui est désigné et, du reste, nous l'avons vu, il réussit mal là où cette direction est insuffisante. Le chef d'exploitation, loin de pouvoir être guidé, doit au contraire diriger et commander, prendre des initiatives. Pour lui la désadaptation résultant des différences de climat, de cultures, de mœurs, est complète. Pour faire un paysan adapté

aux risques du pays, il faut des générations. Les immigrés des pays voisins, à défaut de cette longue adaptation héréditaire sont plus proches de nous au point de vue de la race et des mœurs et retrouvent dans les régions frontières sensiblement les mêmes cultures sous le même climat ; ils conviennent mieux pour la colonisation que les éléments directement importés de pays éloignés.

Les colons Italiens

Les Italiens occupent le premier rang dans la colonisation étrangère en France. Leur nombre s'est considérablement accru depuis la guerre. En 1921, ils venaient après les Belges qui étaient deux fois plus nombreux. En 1927, ils les dépassent largement avec 39.052 colons contre 25.254 seulement aux Belges. De 1921 à 1927, leurs effectifs ont quadruplé alors que ceux des Belges n'augmentaient que de 20 %. Ce rapide accroissement est dû surtout à la colonisation dans le Sud-Ouest et aux besoins considérables de l'agriculture dans l'Est et dans tout le midi de la France. En 1927, sur les 39.052 colons Italiens recensés il y avait 14.719 propriétaires exploitants et 24.333 fermiers et métayers. Les propriétaires cultivaient 53.750 hectares et les fermiers ou métayers 97.385 hectares.

L'immigration rurale italienne a une double origine : l'une datant d'avant la guerre et se faisant sentir surtout dans les départements du Sud-Est ; l'autre datant de l'après-guerre, organisée par des associations agricoles et des agences pour les régions désertées du Sud-Ouest.

La colonisation italienne dans le Sud-Est

La colonisation italienne dans le Sud-Est porte sur les départements suivants :

DEPARTEMENTS	Propriétaires	Fermiers et Métayers	Total
Alpes-Maritimes	2.588	5.937	8.525
Var	3.284	1.966	5.250
Bouches-du-Rhône . . .	1.122	1.543	2.665
Vaucluse	375	510	885
Basses-Alpes	324	238	562
Savoie	299	186	485
Gard	205	142	347
Isère	186	133	319
Haute-Savoie.	209	118	327
Corse	126	176	302
Hérault	251	29	280
Hautes-Alpes	144	142	286
Jura	62	147	209

etc...

Ce mouvement a été renforcé par la guerre qui, en accentuant les vides des campagnes, l'a fait s'élever plus au Nord. C'est ainsi qu'en 1927 le Jura comptait 209 colons Italiens, le Doubs 48, la Saône-et-Loire 34, la Haute-Saône 96 et les Vosges 73. Par contre, il tend à diminuer en Corse, par suite de l'animosité des habitants contre l'étranger en général et contre l'Italien en particulier et aussi par suite de la forte réduction des saisonniers qui, de 20.000 en 1891 sont tombés à 3.000 après la guerre ; comme les colons se recrutaient en grande partie parmi les ouvriers agricoles, leur nombre a diminué dans les mêmes proportions.

La colonisation agricole italienne dans le Sud-

Est, très ancienne, est alimentée en grande partie par l'immigration ouvrière et aussi par le jeu des relations. Un colon en appelle un autre, très souvent un membre de sa famille resté au pays. En 1921, la commune de Sérignan (Hérault) avait 5 Gianni et 3 Vatino, chefs d'exploitations agricoles. La commune de Grauss (Bouches-du-Rhône), sur 15 colons, comptait 8 Rocchi. La commune d'Avignon avait 5 Rossi, 5 Bussi et 3 Fra, chef d'exploitations. Dans les départements vinicoles (Aude, Hérault) c'est dans l'afflux des ouvriers vendangeurs qu'il faut chercher l'origine de la colonisation. Ceux-ci s'établissent après avoir amassé un petit pécule. Même phénomène pour les ouvriers horticulteurs dans le Vaucluse et les Bouches-du-Rhône et pour les fleuristes dans le Var et les Alpes-Maritimes. C'est ainsi que l'arrondissement de Grasse possède les $\frac{2}{3}$ des colons du département. L'industrie, elle-même, fournit quelques petits propriétaires ou fermiers à l'agriculture dans ces régions. Des ouvriers italiens, maçons, terrassiers, etc. achètent un petit lopin de terre avec quelques économies péniblement réalisées. Les Basses-Alpes, l'Isère, l'Hérault, l'Aude comptent plus de propriétaires que de fermiers et le Var, pour 3284 propriétaires italiens, n'a que 1966 fermiers ou métayers.

Ces immigrés ne disposant que de modestes économies n'exploitent que de très petits domaines. La moyenne des propriétés ne dépasse pas 4 à 5 hectares et beaucoup de petites exploitations sont mêmes inférieures à un hectare, notamment dans le Var, les Alpes-Maritimes et l'Hérault. Le métayage à mi-fruit est assez fréquent en raison de la pauvreté de certains colons. Les quelques grands domaines exploités par de riches immigrés n'arrivent pas à élever sensiblement la moyenne. Aussi les terres cultivées par les

Italiens dans le Sud-Est sont-elles beaucoup moins étendues que celles cultivées par les autres colons. La moyenne des exploitations était en 1921 de 6 hectares dans les Alpes-Maritimes, de 12 hectares dans les Hautes-Alpes et les Bouches-du-Rhône, de 11 hectares dans la Vaucluse. Par ordre d'importance des superficies cultivées par les italiens, les départements du Sud-Est et du Jura se classaient ainsi en 1927 :

DEPARTEMENTS	Fermages ou		Total
	Propriétés	Métayages	
	(en hectares)		
Var	5.070	6.909	11.980
Bouches-du-Rhône. . .	4.925	4.910	9.835
Alpes-Maritimes . .	1.567	3.225	4.792
Basses-Alpes.	1.731	1.554	3.286
Vaucluse	760	1.389	2.149
Gard	433	1.194	1.627
Isère	744	500	1.244
Savoie.	540	294	834
Hautes-Alpes.	285	392	678
Jura	219	448	668
Drôme	150	389	539
Corse	247	276	523
Aude	78	389	467
Haute-Savoie.	311	43	354

Il est à remarquer que les départements où se trouve le plus grand nombre de colons (Alpes-Maritimes) ne sont pas toujours ceux qui ont les plus grandes superficies exploitées. Dans les Alpes-Maritimes, 8.525 agriculteurs italiens ne travaillent que 4.792 hectares, soit 0 hectare 50 ares par travailleur. De là la faiblesse du pourcentage des terres aux mains des colons par rapport à l'ensemble des terres culti-

vées. Dans les Bouches-du-Rhône, les italiens n'ont que 2 % de l'ensemble des terres cultivées.

Aussi l'appropriation du sol est-elle assez réduite dans le Sud-Est malgré l'importance exceptionnelle de l'immigration. L'énorme population de petits colons italiens de cette région ne possède que peu de terres. Elle a reconstitué en partie la classe, presque disparue en France, des petits exploitants journaliers pour lesquels l'appoint du travail effectué chez l'agriculteur plus riche est indispensable. Le Midi Méditerranéen trouve ainsi pour son agriculture la main-d'œuvre adventice qui manque si souvent dans les autres régions et qui rend possible, en même temps, la mise en valeur des petites parcelles de terre abandonnées par les Français parce qu'insuffisantes pour satisfaire aux besoins d'une famille.

La colonisation italienne dans le Sud-Ouest

La venue des Italiens dans les départements du Sud-Ouest ne date que d'après la guerre. En 1921, il n'y avait dans les 12 départements de cette région que 18 propriétaires et 20 fermiers ou métayers. Six ans après, en 1927, les mêmes départements comp- taient une population active de 16.975 agriculteurs italiens exploitant 102.740 hectares.

DEPARTEMENTS	Fermiers et		Total
	Propriétaires	Métayers	
Lot-et-Garonne.	1.832	2.749	4.581
Gers	1.046	2.493	3.539
Haute-Garonne.	721	2.741	3.462
Tarn-et-Garonne	851	1.361	2.212
Tarn.	3	658	661

Dordogne	167	477	644
Gironde.	70	402	472
Ariège	32	312	344
Landes	19	316	335
Hautes-Pyrénées	38	271	309
Lot	29	278	307
Basses-Pyrénées	22	94	116

Un mouvement d'une pareille ampleur ne peut s'expliquer que par la situation démographique exceptionnelle du Sud-Ouest. La désertion rurale s'y joignait à une véritable dénatalité qui durait depuis le milieu du XIX^e siècle. Avant 1914, l'excédent des décès sur les naissances oscillait entre 1.000 et 2.000 par an dans le Gers, le Lot, le Lot-et-Garonne et le Tarn-et-Garonne. La guerre avait accentué le mal qui prenait les proportions d'un véritable désastre, d'autant que la plupart des familles n'avaient qu'un ou deux enfants. En un demi siècle, ces quatre départements avaient perdu 425.000 habitants. Faute de main-d'œuvre, les terres n'étaient plus ensemencées. L'herbe chassait le blé. De 1913 à 1921, les herbages et pâturages doubleraient au détriment des labours. Beaucoup de métairies tombaient en ruines. On en groupait plusieurs autour d'un seul centre d'exploitation qui s'efforçait, par la culture extensive, de lutter contre l'abandon définitif. Si l'on se rappelle que, dans le Sud-Ouest, les colons étrangers cultivent près de 150.000 hectares, on se rendra compte de l'étendue du mal. Dans le seul département du Gers, les services agricoles évaluaient à 50.000 hectares en 1921 les terres incultes faute de bras. Près de 2.500 métairies ou fermes étaient vacantes. Beaucoup l'étaient pour longtemps, car les batiments permettant l'exploitation étaient en ruines.

Trop souvent d'ailleurs, les propriétaires ne s'occupent pas suffisamment de leur domaine. Nombreux sont les propriétaires qui ont des occupations libérales : avocats, docteurs, fonctionnaires, policiers, etc... Ceci est une conséquence de la désertion rurale et de la pratique du fils unique qui favorisent l'accession aux carrières libérales des héritiers de la terre de Gascogne. Ces demi-citadins ne considèrent la terre que comme un signe de fortune ou de noblesse. La propriété nobiliaire a d'ailleurs survécu dans ces régions plus que partout ailleurs. Souvent même on ne garde la terre que comme un lieu de plaisance ou de repos pour la période chaude des vacances. Aussi préfère-t-on le métayage au fermage car il permet d'obtenir une partie des produits du sol, de venir à volonté dans la propriété, en un mot de garder la jouissance bourgeoise du domaine. Le métayer n'est considéré que comme un salarié, beaucoup plus maniable qu'un fermier qui reste maître de la terre pendant toute la durée du bail. C'est ce qui explique que le Sud-Ouest soit, par excellence, la région du métayage. En 1914, on comptait en moyenne 7 métayers pour un fermier. Le gros inconvénient du métayage ainsi compris par des propriétaires ayant perdu le goût et la connaissance de la terre est de compromettre la bonne exploitation de celle-ci. Le métayer n'est plus dirigé, il souffre de l'instabilité de sa situation, il ne cherche qu'à tirer le plus possible du sol dans le moment présent sans se préoccuper de l'avenir. Les travaux d'entretien et d'enrichissement de la terre, engrais, assolement, sont négligés. Le propriétaire, de son côté, ne s'intéressant guère au travail rural qu'à titre « d'amateur » ne veut pas faire de dépenses qu'il juge injustifiées d'après le mauvais rendement ac-

tuel. Les bâtiments ne sont pas entretenus, aucun effort n'est fait pour améliorer le confort du logis, pour amener l'eau, pour réaliser des chemins. L'absentéisme s'est développé ainsi progressivement. Dans les grands domaines ce sont des régisseurs qui règlent toutes les affaires avec les métayers. Trop souvent le régisseur ne cherche qu'à gagner sur les deux parties, sans apporter une aide suffisante au métayer et sans défendre l'avenir du domaine. Dans une grande propriété de 2.000 hectares, il nous a été donné d'entendre un régisseur dire « Ça rapporte encore, mais c'est juste ». Il nous souvient d'avoir visité entre autre une métairie dans une belle propriété de 250 hectares en Dordogne. Qu'on imagine, loin de toute grande route et de tout centre de ravitaillement, en plein champ, une construction basse en torchis au toit crevé, à la porte disjointe, au sol en terre battue ; pas de puits, bien que l'eau fut à la surface. La famille doit boire l'eau de la Dordogne. Aucun chemin réellement accessible. L'homme las nous dit qu'il n'a ni le matériel, ni les engrais, ni les semences nécessaires à un rendement fructueux. La femme a des rhumatismes : « la maison est si humide ». Ils se sont endettés et sont harcelés par le régisseur. Ils ont une famille à élever : trois enfants que l'on voit jouer déguenillés près du fumier qui s'étale devant la porte. Comme on comprenait alors les plaintes de M. de S..., le propriétaire, séjournant à cette époque au château voisin et qui nous avait parlé la veille de l'instabilité et de la rareté des métayers, cependant que Madame de S..., jouant avec ses magnifiques chats siamois insistait « sur les exigences de ces gens là ».

On conçoit aisément que se soient multipliées les ventes de domaines qui, par la réduction cons-

tante du rendement du sol et la raréfaction de la main-d'œuvre, étaient devenus difficiles ou même onéreux à exploiter. « Toutes les terres de la bourgeoisie sont virtuellement à vendre » écrivait le Docteur Labat en 1914. En 1920 on cherchait inutilement des acheteurs. De là, une baisse sans précédent de la valeur de la terre. Dans la banlieue de Montauban, une propriété de 44 hectares, estimée 66.000 francs en 1898 et 24.000 en 1905 est adjugée 16.000 en 1917. Dans le canton de Seyches, une propriété de 32 hectares valant 39.500 frs. soit 1.200 frs. l'hectare en 1864 tombe à 12.000, soit 270 frs. l'hectare en 1907. Une propriété de 19 hectares en alluvions argileuses de la vallée de la Garonne, évaluée à 63.000 frs. en 1887 et 32.000 frs. en 1906 est vendue 23.150 frs. en 1910, soit une dépréciation de 63 % en 25 ans. Il serait facile de multiplier ces exemples. L'avenir permettait d'autant moins d'espérer que le restant de la population était mal résigné à la culture de la terre. Devant la débâcle démographique qui les laissait plus isolés, une véritable « neurasthénie paysanne » s'emparait de ceux restés au village. Ils prenaient en horreur leur métier, en se voyant astreints à un travail que tout le monde fuyait.

La région la plus abandonnée était surtout celle des plateaux bordant la Garonne, au nord et au sud. Bien que ces plateaux soient moins riches que le fond de la vallée qui reste mieux cultivée, ils sont cependant fertiles. Leur terre légère et sèche convient surtout à la culture de la vigne, des arbres fruitiers et de la plupart des céréales. Chaque métairie, chaque petite propriété partage ses 10 à 30 hectares entre les arbres fruitiers, les champs de maïs et de blé, les prés et les vignes. C'est donc une terre généreuse que le gascon abandonnait, vérifiant cette vérité que

moins la terre est ingrate, moins l'homme s'y attache « Pareil pays, disait Reclus, ne peut devenir un désert. Il attirera un jour ou l'autre assez de familles et bien au delà, pour remplacer celles qui se suicident ainsi volontairement ». La prophétie s'est réalisée. Une population étrangère de près de 60.000 âmes vit aujourd'hui sur cette terre élémentaire.

On avait d'abord tenté de coloniser avec des bretons. Dès 1921, des familles représentant plus de 3.000 personnes furent installées en Dordogne par les services du Ministère de l'Agriculture. On évita de les disperser pour ne pas trop les dépayser et afin de leur garder leurs coutumes et leurs habitudes religieuses. En 1926, cette colonie n'avait perdu que 11 de ses membres et avait enregistré 220 naissances. L'entreprise avait donc réussi. Il en fut autrement quand on voulut en installer dans les départements plus méridionaux et plus secs où les cultures sont trop différentes. L'activité du Breton mollit sous le climat, la chaleur accroît sa fatigue, diminue son rendement et l'incite à boire. On dut y renoncer. Des tentatives pour amener des Belges puis des Suisses ne réussirent guère mieux. L'adaptation était pénible pour ces races actives mais trop septentrionales. Beaucoup repartirent au bout de peu de temps. Les Espagnols paraissaient tout désignés pour coloniser cette région vers laquelle depuis longtemps se dirigeait un fort courant d'immigration espagnole. Malheureusement les Espagnols étaient en général trop pauvres pour s'installer comme colons. De plus, l'immigration agricole espagnole diminuait sensiblement, aggravant encore la pénurie de main-d'œuvre dans le Sud-Ouest. C'est alors que l'on songea aux possibilités d'une colonisation italienne. De nombreuses raisons militaient en faveur d'un pareil mou-

vement. La surpopulation en Italie offrait des ressources importantes à l'émigration rurale, notamment en Piémont, en Lombardie, en Vénétie et en Emilie. Pendant la guerre, le mouvement de la montagne (Alpes, Apennins) vers la plaine s'était accentué pour satisfaire aux besoins de main-d'œuvre. Après la guerre, l'homme des hauteurs qui avait connu la douceur de vivre dans les plantureuses vallées du Pô et de ses affluents, s'y installa comme fermier, métayer ou propriétaire. Il fit ainsi une rude concurrence aux anciens occupants. Beaucoup de fermages arrivés à terme durant les hostilités furent liquidés aussitôt après. Il y eut ainsi un grand nombre de familles à placer tout d'un coup. Dans la seule province de Bergame, plusieurs centaines de familles étaient sans terres. Les propriétaires, profitant de la surpopulation, imposaient des conditions draconiennes aux fermiers et aux métayers. En 1918, une forte agitation s'éleva parmi les paysans pour la suppression du métayage. Le gouvernement dut intervenir pour régler les contrats. De nombreuses familles de l'Italie irredenta (Frioul et Trentin) désiraient quitter leur pays et venir en France. Les provinces du Nord de l'Italie, ont d'ailleurs, à peu près sous le même climat, les mêmes cultures que les départements français du Sud-Ouest. Il y a aussi entre les populations italiennes du Nord et celles de Gascogne certaines analogies de tempérament, de caractère et même de langage. Il existe, par exemple, entre le dialecte des habitants du Frioul et le patois gascon une ressemblance telle qu'un habitant de Condom ou de Lectoure et un Italien frioulien se comprennent sans trop de peine au premier contact. L'histoire rappelle d'ailleurs qu'il y eut pendant longtemps, dans le passé, des relations étroites entre l'Ita-

lie du Nord et la Gascogne. Pendant près d'un siècle on trouve des prélats italiens à la tête de nombreux diocèses dans le Midi. Dans le Gers, beaucoup de villages portent des noms italiens : Pavie, Nogaro, Fleurance (Florence), Pise, etc...

C'est à un propriétaire du Gers, M. Schaefer, que revient l'initiative du mouvement de colonisation italienne dans le Sud-Ouest. Il fit une première expérience au début de 1922. Il installa comme métayer à Plaisance la famille d'un nommé Tosoni. A la fin de 1922, huit familles étaient introduites avec succès. Devenu président du bureau de la main-d'œuvre agricole d'Auch, M. Schaefer songea à organiser le recrutement en grand de colons italiens. D'accord avec le conseiller pour l'Emigration à l'Ambassade d'Italie, il fit établir des listes de familles italiennes désireuses de venir en France. Les propriétaires français, en quête de métayers, firent des offres au Bureau de la main-d'œuvre. Le chef de famille venait en France pour visiter les lieux et, après échange de vues, se décidait on non à l'acceptation. Si le bail était signé, le colon recevait du bureau une prime de 150 francs pour ses frais immédiats et faisait venir sa famille. Au bout de six mois, quand l'adaptation semblait évoluer favorablement, il recevait une prime de 400 frs. dite d'installation à laquelle le propriétaire participait pour moitié. Le siphon, ainsi amorcé, devait fonctionner de plus en plus activement par la suite. Le mouvement s'étendit rapidement aux départements voisins : Lot-et-Garonne, Tarn-et-Garonne, etc... L'afflux fut surtout considérable en 1924 et 1925, obligeant à renforcer les trains, car fréquemment les immigrés étaient suivis de wagons complets de matériel et parfois même de bestiaux. Au total, environ 45.000 italiens s'installèrent en deux ou trois

ans. La Confédération Nationale des Associations Agricoles créa un comité de placement de la main-d'œuvre agricole à Toulouse pour être le trait d'union entre le Commissariat de l'Emigration à Rome et les propriétaires ayant besoin d'agriculteurs italiens. Ce Comité devint un centre de documentation, il eut des interprètes, fit éditer un vocabulaire franco-italien, facilita les formalités administratives et l'installation des colons italiens.

Généralement, il fallait discuter ferme avant la conclusion du bail, la plupart des émigrés étant peu fortunés. Il était nécessaire de leur faire des avances en nature (blé, bétail, vin et même mobilier) et de n'exiger d'eux qu'une participation très réduite aux frais. De plus, l'italien du Nord est plus exigeant que le paysan français sous le rapport de l'hygiène. Beaucoup de familles italiennes quittaient des maisons modernes, à plusieurs étages, largement aérées, groupées en villages de 1.000 à 2.000 habitants, éclairées à l'électricité, servies parfois par l'eau courante. Dans l'Italie du Nord, un médecin veille à la salubrité des logements. Depuis 1919, la loi oblige les propriétaires à remettre en bon état les logis défectueux et à pourvoir le domaine d'eau pour les personnes et les animaux. Le mobilier apporté d'Italie par quelques colons, dit lui-même la tenue des maisons qui l'abritaient : belles armoires, brillantes commodes, lits vastes avec sommiers et matelas. On comprend que les mesures de nos campagnes les aient un peu effrayés et qu'ils aient montré quelques exigences. Le plus souvent, ils ne signaient qu'après avoir reçu la promesse du propriétaire que des améliorations seraient apportées aux constructions et qu'ils pourraient avoir une eau claire et abondante. A côté de ces fermiers et métayers, vin-

rent des propriétaires. En Italie, la terre valait 5.000 à 15.000 francs l'hectare, dans le Sud-Ouest, de 700 à 3.000 francs. Ce furent surtout des agences privées, italiennes ou françaises, qui intervinrent dans ce dernier mouvement. Des capitalistes de Turin et de Milan, prévoyant une hausse du prix de la terre, consécutive à l'immigration, achetèrent des domaines qu'ils louèrent ou vendirent à des compatriotes. Des sociétés se constituèrent pour mettre en valeur des domaines. A Toulouse, il existe une Société Immobilière Franco-Italienne, qui exploite, avec l'aide de familles italiennes, une dizaine de propriétés. Quelques exilés politiques ; ingénieurs, avocats, architectes, politiciens, suivirent le rush, achetèrent des domaines et essayèrent, péniblement d'ailleurs, de les faire valoir. Beaucoup de petits propriétaires du Trentin, d'Udine, du Piémont, ne pouvant s'agrandir par suite de la rareté des terres, vinrent également s'installer en France. Les 4 ou 5 hectares de leur petit domaine vendus 30 ou 40.000 livres, permettaient en France l'achat de 30 à 50 hectares, de quoi occuper une nombreuse famille. Des marchands de biens, des rabatteurs de toutes catégories exploitèrent le mouvement. Il faut avoir vu à Agen ou à Auch, les vitrines des innombrables cabinets d'affaires, disparaissant sous les annonces de propriétés à vendre, pour comprendre l'ampleur du trafic. On avait l'impression que toutes les terres de la région étaient à vendre, depuis l'humble bien de 5 hectares jusqu'au grand domaine à château historique.

Il en résulta une hausse sans précédent du prix de la terre. En 1914 l'hectare en côteau valait en moyenne 700 francs, en 1926 il en valait 4.000, soit une hausse de plus de 500 %. L'hectare en plaine

passait de 2.000 francs à 10 et 12.000 francs. Dans la plaine de Toulouse, un domaine vendu 80.000 francs en 1918 fut acheté 300.000 francs en 1923 par un Italien qui le revendit 600.000 francs à un compatriote en 1926. Au total, la venue des Italiens a provoqué une augmentation du prix de la terre qui oscille entre 400 et 500 %. Dans la fièvre du rush, beaucoup de propriétés furent même payées trop cher. Les Italiens furent exploités par les trafiquants de biens et leurs rabatteurs. Habitué aux hauts prix de la terre en Italie, les immigrants achetèrent les yeux fermés, sans voir que la différence de prix était souvent largement justifiée par l'infériorité de la valeur et du rendement des terres en France, par le manque d'eau, l'insuffisance du bétail, le mauvais état des bâtiments, l'état d'inculture du sol et l'étendue des friches. Par ailleurs, certains colons choisirent des propriétés trop grandes pour les capitaux dont ils disposaient. D'autres acceptèrent des contrats de ferme ou de métayage trop lourds, eu égard à leurs faibles disponibilités. De toutes façons, ils se sont trouvés gênés par l'insuffisance de leurs fonds d'exploitation. De là, des emprunts onéreux aux banques italiennes dont plusieurs firent faillite par suite des échecs d'un certain nombre de colons.

Ces erreurs et ces abus eurent pour conséquence d'arrêter le mouvement de colonisation italienne dans le Sud-Ouest. Dès 1925, on constatait une diminution des achats et des ventes se produisirent. Dans le Gers, on notait en 1926, 57 ventes par des étrangers de 2.815 hectares, pour 3.415.000 francs. Une campagne de presse en Italie dénonçait en les exagérant complaisamment, les excès commis. Il y eut une interpellation à la Chambre Italienne le 28

Novembre 1924. L'opinion demandait que le mouvement soit davantage surveillé et que le gouvernement ne laissât partir que les éléments choisis par lui et dans les régions où il jugerait bon de puiser. En fait, le gouvernement italien s'était toujours montré assez hostile au départ des éléments sains et actifs, choisis par les organisations agricoles françaises. Très rapidement, il avait multiplié les difficultés pour en entraver le recrutement et on cite le cas d'un propriétaire gascon qui, désespérant des lenteurs administratives, fit prendre aux émigrants un billet pour Lourdes. A partir de Janvier 1925, le gouvernement italien refusa de donner satisfaction aux demandes nominatives. Les propriétaires français craignant que le Commissariat à Rome ne leur envoyât des déchets hésitèrent de plus en plus à faire venir des colons italiens. En 1927, l'afflux était arrêté. Le Comité Régional du Sud-Ouest et les propriétaires se tournèrent vers les Espagnols, puis vers les Tchécoslovaques et les Polonais pour la colonisation.

Ce ralentissement de l'immigration italienne provoqué par les abus de la spéculation et la prétention de l'Italie de n'envoyer que des éléments choisis par elle, venait à propos. Il permettait de tenter un « panachage » en faisant appel à des colons d'une autre nationalité et d'éviter ainsi la formation de groupements trop importants de même origine.

Les superficies cultivées par les Italiens dans le Sud-Ouest sont considérables du fait du nombre des colons et surtout de la prédominance des domaines de moyenne étendue dans cette région. Par ordre d'importance, les départements colonisés se classaient ainsi en 1927 :

DEPARTEMENTS	Fermages et		
	Propriétés	Métayages	Total
	(en hectares)		
Gers	10.589	17.675	28.264
Lot-et-Garonne. . . .	8.984	12.456	21.440
Haute-Garonne.	5.864	13.188	20.052
Tarn-et-Garonne	4.280	12.267	16.547
Dordogne	1.967	1.796	3.763
Tarn	51	3.307	3.358
Lot	233	1.808	2.041
Ariège.	134	1.639	1.773
Gironde	466	1.227	1.694
Hautes-Pyrénées	97	1.362	1.460
Basses-Pyrénées	450	518	968
	etc...		

Ce sont les quatre départements du Gers, du Lot-et-Garonne, du Tarn-et-Garonne et de la Haute-Garonne qui ont cédé les plus grandes superficies aux colons italiens. A eux quatre, ils possèdent 86.300 hectares, soit près de 85 % des terres exploitées par ceux-ci dans le Sud-Ouest. Les huit autres départements n'ont été atteints par l'immigration que par ricochet. Ils ne contiennent en effet que 19 % des colons italiens et 15 % des terres cultivées par ceux-ci.

La moyenne des domaines aux mains des Italiens dans cette région est assez élevée. Elle oscille, suivant les départements, entre 15 et 30 hectares, chiffres bien supérieurs à ceux relevés dans la région méditerranéenne. Aussi, dans le Gers, les Italiens exploitent-ils 4,5 % de la superficie cultivée du département et 4 % de celle du Lot-et-Garonne, alors qu'ils n'exploitent que 2 % des terres des Alpes-Maritimes, malgré leur bien plus grand nombre. Si

l'on tient compte des superficies cultivées par les colons d'autres nationalités, les pourcentages des terres aux mains des étrangers s'élèvent à 6,65 % dans le Gers, et 5,62 % dans le Lot-et-Garonne.

Les propriétaires sont deux fois moins nombreux que les fermiers et métayers. C'est dans les quatre départements de forte colonisation (Gers, Lot-et-Garonne, Tarn-et-Garonne, Haute-Garonne) que l'on en trouve le plus grand nombre. Mais l'appropriation du sol par les Italiens est loin d'être aussi importante qu'on l'a dit. Tout d'abord, les superficies achetées par les colons sont plus réduites que celles prises en fermage ou en métayage. Dans les quatre départements cités, les propriétaires n'ont qu'un tiers du total des terres exploitées par les colons : 29.718 hectares, contre 56.587 hectares aux fermiers et métayers. Comparés aux 620.000 hectares du département du Gers, les 10.690 hectares possédés par les Italiens ne représentent guère que 1,7 %. Dans le Lot-et-Garonne, ils ne possèdent que 1,68 % du sol.

Ce sont les fermiers et surtout les métayers qui exploitent les superficies les plus importantes, le double de celles cultivées par les propriétaires. Le métayage est le plus répandu en raison de la coutume du pays et des préférences des propriétaires français. Il y a environ 8 métayers pour un fermier. Le métayage a d'ailleurs facilité le développement de la colonisation. La plupart des immigrants étant trop pauvres pour accéder au fermage, le métayage leur offrait le moyen de coloniser en leur accordant les avances nécessaires en matériel et en cheptel. De plus, il permettait aux propriétaires conscien- cieux, malheureusement trop rares, de les guider et de les initier aux cultures du pays.

Les Colons Italiens dans le reste de la France

A côté des deux grands groupes de colons italiens du Sud-Est et du Sud-Ouest, il y a un certain nombre d'exploitants dans les régions agricoles voisines des grands centres urbains et industriels, notamment dans l'Est, dans la région parisienne et dans les régions industrielles du Massif Central :

DEPARTEMENTS	Pro- priétaires	Fermiers ou Mé- tayers	Total	Super- ficies cultivées (hectares)
Moselle.	69	1	70	379
Loire	57	11	68	246
Meurthe-et-Moselle . .	32	17	49	380
Meuse	35	12	47	868
Puy-de-Dôme	14	32	46	215
Marne	18	19	37	296
Allier	5	42	47	369
Aisne	15	14	29	470
Seine-et-Oise	11	17	28	554
Seine-et-Marne	3	7	10	662

Ici, l'industrie ou la ville ont favorisé la colonisation étrangère. Dans l'est, par exemple, c'est l'immigration organisée par les mines et les industries métallurgiques qui a amené l'installation d'agriculteurs italiens. Un certain nombre d'immigrés, notamment ceux qui ont abandonné le travail de la terre pour venir en France, supportent mal le labeur de la mine ou de l'usine. Ils le quittent dès qu'ils le peuvent et si quelques économies leur per-

mettent de profiter d'un achat avantageux dans la région, ils s'installent comme cultivateurs. Aussi le nombre des petits propriétaires est-il de beaucoup supérieur à celui des fermiers. Le groupe de l'Est (Meuse, Moselle et Meurthe-et-Moselle) compte 126 Italiens propriétaires contre 30 fermiers seulement. Ils cultivent, en tout, 1.628 hectares, dont 850 en propriété et 780 en fermage.

Dans les départements du Nord c'est à l'afflux des ouvriers italiens nécessaires pour les travaux des régions dévastées qu'il faut attribuer en grande partie la colonisation italienne. Certains ayant réalisé des économies et constaté les besoins de l'agriculture ou, parfois, ayant été sollicités par les propriétaires français, se sont installés comme cultivateurs. Dans les quatre départements de l'Aisne, de l'Aube, de la Marne et de la Haute Marne, une centaine de colons italiens dont plus de la moitié sont propriétaires, exploitent 1.200 hectares. Même phénomène dans la région parisienne où Paris attire un grand nombre d'Italiens. Les colons exploitent 660 hectares dans la Seine-et-Marne et 550 hectares dans la Seine-et-Oise. Dans la Loire, c'est du centre minier de Saint-Etienne que viennent la plupart des colons italiens qui cultivent 250 hectares dans le département. Ce sont également les centres industriels qui ont d'abord attiré les italiens qui aujourd'hui cultivent 220 hectares dans le Puy-de-Dôme et 370 hectares dans l'Allier.

Un recrutement par relations peut également s'établir autour de ces grands centres urbains et industriels : les immigrés informent leurs compatriotes restés au pays des possibilités d'installation en France, des besoins de l'agriculture, des affaires avantageuses à réaliser. C'est ainsi que dans l'Isère

le développement de la colonisation italienne depuis la guerre est attribuable, en partie, à l'afflux considérable d'ouvriers italiens dans les industries nouvelles de l'électro-chimie et des grands travaux de terrassement.

La valeur du colon Italien

Presque tous les colons italiens viennent du Nord de l'Italie, du Frioul, du Trentin, de Lombardie, du Piémont, de Toscane et d'Emilie. Le Sud ne fournit que peu de colons : la population plus indolente, plus pauvre, n'a souvent ni l'initiative ni les capitaux nécessaires à la colonisation. L'Italien du Nord, au contraire, est actif et robuste, vif et intelligent et ressemble au paysan gascon. Peu lettré mais très religieux, il a la morale de sa religion. Très sobre, il se contente d'une nourriture frugale qui était celle des paysans français il y a 50 ou 60 ans et que ceux-ci refusent actuellement. Il ne mange guère de viande qu'une fois par semaine. Il est vrai qu'il oublie vite cette sobriété une fois installé en France. Habitué aux longs et pénibles étés italiens, les chaleurs des étés méditerranéens ou gascons n'altèrent pas son activité. Les femmes également actives participent, avec les enfants, aux travaux des champs. L'Italien du Nord est très ingénieux : il manie avec dextérité la truelle ou le rabot et beaucoup font au logis de multiples réparations. Quoique plus exigeant que le paysan français sous le rapport de l'hygiène au logis, il ne le cède en rien à celui-ci pour le manque de propreté corporelle. Les enfants vont nus-pieds et sont bien rare-

ment débarbouillés. La nombreuse famille dont il a la charge, souvent 8 à 10 enfants, oblige impérieusement l'italien au travail. Il faut avoir vu les colons dans les domaines abandonnés ou négligés du Sud-Ouest, pour comprendre la force de rénovation apportée par l'immigration agricole italienne. Arrachant les ronces, ramassant les cailloux, relevant les toits, creusant des puits, labourant et défrichant sans relâche, ils étaient levés avant le jour et ne s'arrêtaient qu'à la nuit tombante. Toute la famille collaborait au travail commun. Pendant que le père labourait, les enfants bêchaient. Le spectacle d'une de ces familles en plein travail aide à comprendre le sens de la réponse de ce métayer auquel on demandait comment il était arrivé à remettre en culture son domaine de 15 hectares de friches et qui montrait simplement ses six enfants et ses bras.

Dans le Sud-Est, les colons sont surtout horticulteurs, maraîchers ou vigneron. Beaucoup ont de trop petits domaines pour faire vivre leur famille et travaillent comme journaliers agricoles ou même dans l'industrie (parfumerie, tuilerie, constructions). Ils apportent à la direction de leur exploitation une intelligence et un sens des affaires remarquables. Dans les environs de Grasse, beaucoup d'entre eux ont profité de la hausse des prix de 1919 à 1926 — notamment de celle des fleurs et des fruits — pour acheter les exploitations qu'ils avaient louées. Il arrive parfois, comme dans la région de Grasse, que les colons italiens soient assez hostiles à l'établissement de leurs compatriotes dont ils redoutent les qualités de travail et l'esprit d'entreprise. Dans ces régions ils connaissent d'autant mieux les méthodes de culture que beaucoup d'entre eux ont été ouvriers agricoles avant d'être co-

don et que la région méditerranéenne française présente de grandes analogies de climat et de culture avec l'Italie. D'autre part, l'ancienneté du mouvement de colonisation, sa progression régulière et essentiellement individuelle font que la venue des italiens dans le Sud-Est n'a rien changé au point de vue de l'exploitation du sol et que l'adaptation des colons est rapide et facile.

Il en va différemment dans le Sud-Ouest où les colons venus en masse, ignorant les modes de culture du pays et les possibilités de la terre, sans aucun stage préalable comme ouvrier agricole ou saisonnier, ont essayé de conserver les méthodes de travail de la campagne italienne. Arrivés pleins de confiance, ils considéraient la Gascogne comme une terre du Nouveau Monde, d'une richesse inépuisable. Affichant un certain mépris pour les français qui délaissaient cette terre et pour leurs méthodes qu'ils jugeaient arriérées ; ils oublièrent selon le mot de l'un d'eux « Que les usages ont une raison et renferment une part de vérité ». Pour comprendre l'état d'esprit des italiens et leur déception au début, il faut se rappeler les conditions de l'agriculture dans leur pays. Ils venaient en majorité de la plaine très fertile et très riche du Pô où l'hectare se vend jusqu'à 20.000 francs et où les familles vivent sur 3 ou 4 hectares irrigués et travaillés comme un véritable jardin. Pas de charrue ni de machine, mais la bêche active qui bouleverse sans cesse du matin au soir cette terre à laquelle il faut faire rendre le maximum. Tout lui est donné en abondance : fumier, engrais et travail. Mais elle rend avec usure ; le blé et le maïs y donnent du 50 et du 100 pour un, réalisant à la lettre la parole évangélique. De là leur confiance excessive en la fertilité de la terre en

Gascogne, leur inhabileté souvent à conduire les machines et le bétail. Pour les bœufs, par exemple, ils criaient trop fort, employant le bâton au lieu de l'aiguillade et surtout exigeant de ces animaux lents une vitesse excessive à laquelle le vieux matériel de labour et de charroi des métairies gasconnes ne résista pas. Ce fut un moyen expéditif mais onéreux pour avoir du moderne. Certains voulurent appliquer les méthodes de culture intensive sur la terre sèche de Gascogne. Délaissant la polyculture, ils prétendirent ne faire que des céréales : blé et maïs, allant jusqu'à défricher les prairies et arracher des vignes pour faire des labours. Il y eut de pénibles déceptions. Les ravages du vent d'autan qui souffle au moment où les blés sont en fleur, les brouillards fréquents qui gênent la fécondation, les pluies torrentielles d'été qui couchent les céréales, leur apprirent que la polyculture était une assurance indispensable contre les caprices du climat en Gascogne.

Aujourd'hui, les colons se sont adaptés et acclimatés. Ils pratiquent les diverses cultures du Midi : Vigne, arbres fruitiers, primeurs et céréales. Ils suivent le même assolement que les Français : blé, trèfle maïs. Ils ont pris l'habitude de conduire les machines et le bétail, quoiqu'ils demandent souvent trop de travail aux vaches, ce qui nuit à l'élevage. Ils ont introduit des modifications très intéressantes dans l'agriculture du Sud-Ouest et par là, la colonisation italienne a eu une influence profonde.

Habitué à l'abondance des eaux, les Italiens souffrent de la sécheresse relative du Sud-Ouest. Avec cet amour et cette science de l'irrigation qui caractérisent le Lombard, ils entreprirent des tra-

vaux importants pour fertiliser les terres qu'ils avaient achetées. Nous avons visité, entre autres, près de Toulouse, un grand domaine qui a été rénové par l'initiative intelligente d'un cultivateur italien. Ce domaine, d'une superficie de 125 hectares dont 60 en prairies, était abandonné depuis plusieurs années et en friche. Profitant de la proximité du canal de Saint-Martory, le nouveau propriétaire entreprit d'en réaliser l'irrigation. Il fit construire un canal en ciment armé de un mètre de diamètre et long de 1.147 mètres qui lui coûta 160.000 francs et exigea le travail de 160 ouvriers terrassiers. Les résultats furent remarquables et, au bout de peu de temps, le propriétaire pouvait dire à ceux qui lui demandaient les limites de son domaine : « Là où ce n'est plus vert, le terrain n'est plus à moi. » Les colons italiens apportèrent un soin tout particulier à l'entretien des prairies. Quelques-uns les enrichirent par des compost spéciaux, constitués en différents points du domaine, à l'aide de mottes herbeuses prélevées dans les parties hautes ou bordées des prés qu'il convient d'aplanir. A ces mottes, ils mélangent le fumier des étables et ils arrosent le tout de purin. La masse du compost est ensuite recoupée et brassée à plusieurs reprises. On l'épand en hiver ou au printemps. Des prairies ainsi entretenues donnent une herbe très riche en légumineuses et très nutritive. Il est possible d'en faire 5 à 8 coupes dans l'année et d'entretenir, par conséquent, un bétail très important. Les Français, d'abord sceptiques au sujet de tous les travaux entrepris par les Italiens, sont aujourd'hui étonnés des résultats et quelques-uns se sont décidés à les imiter, notamment en ce qui concerne l'irrigation.

Le Italiens ont également introduit des métho-

des spéciales pour la conservation des foins. Alors que le Français coupe l'herbe à la maturité et ne l'engrange qu'après complète dessiccation, l'Italien au contraire la coupe avant la floraison, l'enlève avant complète dessiccation et, au lieu de l'engranger, la met en silos ou en meules. Les silos sont soit des fosses, soit des tours où le foin est mis assez frais pour être bien conservé. Quant à la conservation en meules, elle varie suivant la région d'où est originaire le colon. Généralement, le fourrage est rentré deux jours après la coupe et après un seul jour de fanage, alors qu'il n'a perdu que 50 % de son eau et n'est pas encore cassant. La meule est montée en couches très tassées que l'on piétine pour les rendre plus compactes. Il se produit une fermentation qui dure de 30 à 40 jours et provoque un échauffement de 40 à 50°, d'où la nécessité d'une surveillance attentive. Cette surveillance se fait en appréciant l'odeur qui se dégage et qui ne doit pas être trop forte, ou encore au contact de la main ou des pieds nus. Si la température est trop forte, on fait un trou de un mètre de profondeur pour apprécier au toucher le degré d'échauffement intérieur. Quelques-uns utilisent le thermomètre dit de Brescia, qui est placé dans un tube avec pointe de un mètre de long que l'on enfonce dans le fourrage. Une partie filetée à l'extrémité du tube permet d'y poser un ou plusieurs tubes de prolongement suivant les besoins. D'autres aménagent sur la meule des cheminées d'aération, tous les 3 ou 4 mètres, au moyen de planches. Ces cheminées sont obstruées et ne sont ouvertes qu'en cas d'excès de température. Pour lutter contre l'échauffement, on recouvre la meule d'une couche de paille sèche. Les gaz humides et chauds de la fermentation sont absorbés par

la paille qui n'entre pas en fermentation et prend une grande quantité d'eau. Le fourrage ainsi obtenu par les Italiens va du brun clair au brun foncé. Lorsque la température est trop forte, le fourrage se brûle et prend une teinte noire. En général, les Italiens ont remarqué que le foin en France supporte moins l'échauffement que celui d'Italie. En France, 60° est un maximum, alors qu'en Italie on peut aller jusqu'à 80°. Le fourrage des meules ainsi tassées est débité à l'usage à l'aide de bèches d'un modèle spécial. Il a l'avantage de ne pas se briser et de garder la souplesse de la plante fraîche. Il ne perd pas ses parties les plus nutritives constituées par les feuilles, ce qui est un gros avantage pour les légumineuses. La coupe avant maturité donne un fourrage bien plus nutritif et permet de plus nombreuses coupes sans épuiser le pied. Ce fourrage convient notamment aux vaches laitières car il constitue un aliment gras très parfumé, poussant à la lactation par l'abondance de l'eau qu'il conserve. Au point de vue du machinisme (faneuse) et de la main-d'œuvre, le fanage est quasi supprimé et avec lui l'inconvénient des années pluvieuses si gênantes dans le séchage complet pratiqué en France. Par contre, il demande une surveillance constante lors de la fermentation et entraîne des risques d'incendie. Aussi, certains fermiers et métayers italiens eurent-ils des difficultés avec les propriétaires français. Quand il est trop brun, par suite d'une fermentation excessive, il peut provoquer des accidents chez certains animaux. Il est impropre à l'alimentation des chevaux et des animaux de trait en général.

Les Italiens firent aussi un effort pour accroître le troupeau de vaches laitières très réduit dans

le Sud-Ouest. Le lait joue un grand rôle dans l'alimentation des Italiens du Nord : chaque matin, la maisonnée s'attable devant la soupe de café au lait. Il en faut beaucoup d'ailleurs, pour les enfants toujours nombreux. Comme ils s'étonnaient d'en voir si peu en Gascogne et demandaient comment les Français nourrissaient leurs enfants, on dut leur répondre, argument sans réplique, qu'ils n'en avaient pas. Le développement de l'irrigation et de la production du fourrage permet aux Italiens de lutter contre la sécheresse et d'augmenter sensiblement la production laitière dans la région. Sur certains grands domaines, les colons parvinrent à entretenir des troupeaux assez importants pour ravitailler tout le voisinage. A Soullancé (Haute-Garonne) un colon possède une étable de 200 à 250 vaches laitières ; à Blanquefort (Gers) les Italiens ont fait venir 70 vaches de Bretagne et alimentent en beurre et en fromages, d'ailleurs très recherchés, les marchés voisins.

Pour les céréales, notamment pour le maïs, les Italiens ont introduit en Gascogne des variétés qui sont aujourd'hui recherchées des Français eux-mêmes. Quelques colons ont obtenu un rendement de 25 quintaux à l'hectare pour le blé et à différentes reprises les Italiens ont reçu les premiers prix dans les concours agricoles. Grâce à l'irrigation et à l'utilisation de variétés de blé précoce, quelques colons ont pu obtenir sur le même terrain et dans la même année une double récolte de blé et de maïs. Suivant la méthode italienne, ils sèment le blé en octobre et le récoltent en juin, ce qui leur permet de le vendre au prix de l'ancien. Le maïs semé aussitôt après est récolté, grâce à l'irrigation, en novembre. En général, les Italiens font des labours profonds qui aèrent

le sol et permettent à la plante de lutter contre l'extrême sécheresse. En 1928, année sèche, le blé et le maïs des Italiens furent plus beaux en général que ceux de beaucoup de Français. Il est vrai que la famille italienne, toujours nombreuse, permet d'apporter à la culture des soins qui stupéfient le Gascon. Certains colons font des transports de terre pour augmenter l'épaisseur du sol cultivé. Ils lèvent les contournières, les bordures des haies et des fossés, si riches en feuilles mortes, en herbes et en humus et les transportent sur toute l'étendue de leurs champs. Par ailleurs, un certain nombre d'Italiens sarclent leur blé avec des bêches, travail de patience, certes, mais combien profitable à la plante. C'est au printemps que toute la maisonnée, hommes, femmes, enfants, s'en va tous les jours sarcler en chantant de gais refrains ou des cantiques populaires. Naturellement, ce travail suppose que le blé a été semé en ligne. Les Italiens préfèrent souvent ce mode de semailles qui enfouit à la même profondeur, alors que le blé jeté à la volée est, ou trop profondément enfoui, ou bien reste à la surface où les oiseaux le mangent. Mêmes soins attentifs pour le maïs, si précieux pour la « polenta » nationale. Les Italiens emploient en général beaucoup d'engrais chimiques. Sur tel grand domaine de 400 hectares dans le Gers, les Italiens mettent à l'automne 400 kilogs de sulfate d'ammoniaque et 400 kilogs de superphosphates à l'hectare.

Les colons ont également introduit dans quelques domaines la culture du riz. Celui-ci exige un travail important. Il faut niveler le champ et l'entourer d'un bourrelet de terre susceptible de retenir l'eau en permanence à la surface. Une terre maigre est nécessaire, aussi quelques colons durent-ils par-

fois enlever la partie supérieure du sol comme trop riche. Elle leur servit pour faire des compost pour les prairies. L'eau doit être maintenue à un niveau de 4 à 5 centimètres. En avril, lorsque le sol est bien imbibé, on passe la herse dans l'eau pour la troubler et, à ce moment, on sème le riz à la volée à raison de 140 kilos à l'hectare. Au moment de la récolte, en septembre ou octobre, on assèche le sol pendant une dizaine de jours, on fauche, on sèche et on bat comme le blé. Certaines récoltes ont été excellentes et tel domaine des Landes a pu obtenir, en 1926, un rendement de 32 quintaux pour 60 kilos de semence.

Les Italiens ont essayé aussi de remettre en honneur la culture du mûrier dans le Sud-Ouest où, jadis la sériciculture était prospère. Dès 1925, les Italiens plantaient 26.000 pieds dans la région de Montauban et 50.000 pieds en 1927. A Toulouse, ils fondaient un Institut Séricicole pour encourager la culture et assurer la vente des cocons. En 1926, l'Institut vendait 3.000 kilos de cocons et en 1927 : 7.000 kilos.

Les agriculteurs italiens, habitués à la discipline des syndicats professionnels et des groupements agricoles, réveillèrent en Gascogne l'esprit de coopération. Ils fondèrent, d'abord, avec l'aide des banques italiennes, des sociétés coopératives par actions dont le but était de faciliter les ventes, les achats et le crédit des membres du consortium. Il en fut créé à Agen et à Toulouse, qui firent même publier un journal rédigé en français et en italien « L'Agriculture Franco-Italienne ». En 1927, les Italiens fondèrent à Toulouse une société coopérative agricole française intitulée « La Ruche Agricole ».

Cette coopérative, au capital de 125.000 francs, formée de parts souscrites par les membres, s'occupe de l'achat de machines, engrais, semences, etc... et de la vente des produits agricoles, de leur conservation ou de leur transformation. Elle cautionne aussi ceux de ses membres désireux d'obtenir un prêt des Caisses de Crédit Agricole français.

D'autre part, les Italiens vinrent grossir les effectifs des syndicats et des coopératives français. A cet égard, l'entente des deux races est complète : c'est ainsi que la « Ruche Agricole » fondée par les Italiens, exige de ses membres qu'ils soient affiliés à un syndicat agricole français. Parmi les coopératives italiennes et franco-italiennes créées par les colons pour le placement des graines et des engrais à des prix réduits, celles de Montauban et d'Auch sont actuellement les plus prospères.

Cet esprit de solidarité et de communauté, qui contraste souvent avec l'individualisme étroit du paysan français, a amené les italiens à tenter dans le Sud-Ouest, les méthodes d'exploitation en commun de grands domaines. Une des plus intéressantes de ces expériences est celle réalisée à Blanquefort — Gers — par M. Milesi, ingénieur-agronome, avec l'aide de « L'Opéra Bononelli », association d'aide aux émigrants. En 1925, M. Milesi, à la tête de 14 familles, représentant 170 personnes, loua pour une durée de 18 ans le domaine de Marquis de Scoraille, domaine de près de 500 hectares, dont 400 de terres labourables. Les familles, constituées en société versèrent chacune une somme de 10.000 à 20.000 frs. à une banque de Bergame « Le piccolo Credito » qui gardait la charge financière de l'entreprise et contrôlait M. Milési, directeur de l'exploitation. Le do-

maine de Blanquefort, d'une seule pièce, convenait bien à une telle expérience. Il possède des bâtiments importants et de nombreuses canalisations d'eau, installées pour un dépôt de remonte de l'armée qui avait été supprimé en 1923. Le fumier des 400 chevaux du dépôt avait enrichi les terres pendant de longues années. Un moulin fournit la farine, une turbine de 30 chevaux distribue l'eau et l'électricité à toute l'exploitation et à une petite huilerie équipée à la moderne. M. Milési au nom de qui est passé le bail, reste seul fermier du propriétaire : les familles ne sont que ses métayers. Elles partagent avec lui comme représentant de la Société, la moitié des produits ou des pertes. Chaque famille constitue une unité technique, vit au centre de sa terre et jouit d'une grande indépendance. Elle possède ses instruments aratoires : faucheuses, charrues, ses bêtes de travail et de croit. Seules les grosses machines font la besogne commune : un tracteur va d'une ferme à l'autre pour les travaux pénibles : défonçage, hersage, moissons. Les animaux en sont soulagés d'autant. En outre, le tracteur actionne une machine à battre également propriété de la colonie. On évite ainsi les frais résultant du système onéreux des équipes de batterie avec repas gargantuesques. Les cultures sont faites sous la direction de M. Milési. De là un travail méthodique et scientifique des labours profonds qui aèrent le sol et préservent de l'extrême sécheresse, des transports de terre pour augmenter l'épaisseur du sol cultivé, des engrais chimiques en si grande abondance que les quelques rares Français restés dans la commune — exactement 40 contre 144 Italiens — levaient les bras au ciel en criant à la folie. La colonie constitua aussi un troupeau de 70 vaches laitières que l'on dut faire venir

de l'Ouest. Les affaires furent assez pénibles au début. Le change, en dépréciant la monnaie française, diminua d'autant les possibilités de remboursement à la banque italienne. Mais, par la suite, la situation s'est redressée et l'exploitation est aujourd'hui assez prospère pour que l'on puisse bien augurer de l'avenir. La colonie, au surplus, est bien homogène. Le lien religieux — tous les colons sont fervents catholiques — entretient une unité et une communauté d'esprit étonnantes. A tel point que les paysans français des environs crurent, au début, qu'il s'agissait de moines défroqués chassés de leur pays. Des salles sont réservées pour les manifestations de la vie collective : fêtes, prières, école. Des religieuses italiennes s'occupent de cet aspect de la vie de la colonie.

A côté de ces sortes de sociétés coopératives, des colonies italiennes, plus nettement familiales, se sont installées dans le Sud-Ouest. A la Testère, sur les bords du Gers, trois beaux-frères, à la tête d'une même famille de 115 personnes, exploitent en commun un domaine de 120 hectares. A Hontambert, une famille de 25 personnes exploite également en commun une terre de 60 hectares. Dans le Gers, deux familles en collaboration avec 12 de leurs compatriotes, se sont installées sur le domaine d'Albret. La difficulté ici est de maintenir l'harmonie dans des familles aussi étendues et d'éviter la brouille, notamment au sujet du partage du travail et des produits. L'installation de ces grandes communautés familiales dans l'agriculture du Sud-Ouest menacée de mort par la disparition de la famille française, est un des aspects de la colonisation qui ont le plus surpris les Gascons restés au pays.

Ici apparaît une de conséquences les plus heureuses de l'immigration italienne : elle a révélé aux Gascons ce que valait leur terre et ce que le travail familial pouvait en tirer. D'abord sceptiques au sujet de toute cette activité qui bouleversait le pays, défrichait, relevait les ruines, irriguait, faisait revivre des cultures disparues, et importait des méthodes nouvelles d'exploitation, les Français finirent par admirer le courage et l'activité de ces belles familles. Puis, quand à force de travail, celles-ci eurent surmonté la période pénible de l'adaptation, corrigé leurs erreurs et obtenu du sol souvent plus que n'en aurait jamais espéré le Gascon, alors celui-ci fut convaincu. Il chercha à les imiter et une sorte d'émulation se développa avec les nouveaux venus. Les Français qui restaient à la terre malgré eux, découragés par tous les abandons qui vidaient le pays depuis un demi-siècle, reprirent confiance. Les efforts déployés par les colons et les résultats obtenus ont stimulé leur amour-propre et leur ardeur, si bien que nous sommes redevables aux Italiens non seulement de ce qu'ils produisent, mais encore de ce qu'ils font produire aux autres. Des communes entières ont été ainsi régénérées. C'est ainsi, entre autres exemples, qu'à Montesquieu (Lot-et-Garonne) fertile commune qui comptait 1.300 habitants en 1870 et n'en avait plus que 700 en 1920, avec une partie de son territoire en friche, la venue de 300 Italiens a permis non seulement la mise en culture de toutes les terres, mais une augmentation générale de l'activité et du rendement et une diminution très nette de la tendance à l'abandon de la terre, notamment chez les jeunes, qui, avec l'émulation, ont retrouvé le goût de leur travail.

Les Colons Belges

En 1921, l'élément belge était de beaucoup le plus important dans la colonisation étrangère en France. Il était le double de l'élément italien qui venait après. En 1927, il tombe au deuxième rang, largement dépassé par l'élément italien qui quadruplait de 1921 à 1927, alors que les Belges n'augmentaient leurs effectifs que de 20 %. Il y avait, en 1927 : 25.254 cultivateurs belges en France, dont 4.797 comme propriétaires, et 20.457 comme fermiers et métayers.

Les Belges se groupent surtout dans le Nord où leur installation est très ancienne. En 1906, on estimait à 2.130 le nombre des exploitants belges dans le seul département du Nord. En 1927, les départements septentrionaux les plus atteints par la colonisation belge se classaient ainsi :

DEPARTEMENTS	Pro- priétaires	Fermiers et Métayers	Total
Nord	1.288	3.753	5.041
Ardennes	738	1.490	2.228
Aisne.	375	1.819	2.194
Somme	213	1.588	1.801
Meuse.	129	371	500
Meurthe-et-Moselle. . .	106	182	288
Pas-de-Calais	113	316	429

Le fait intéressant montré par les enquêtes de 1921 et 1927 est l'extension du mouvement de colonisation vers le centre et le Sud, si bien que l'Oise

dépasse les départements frontières tels que l'Aisne et les Ardennes pour le nombre de colons Belges.

DEPARTEMENTS	Pro- priétaires	Fermiers et Métayers	Total
Oise	243	2.750	2.993
Eure	183	1.563	1.746
Seine-et-Marne.	61	938	999
Seine-et-Oise.	150	808	958
Marne.	168	528	696
Seine-Inférieure	80	568	648
Aube	77	663	740
Calvados	60	570	630
Orne	61	427	488
Yonne.	66	307	373
Haute-Marne.	38	172	210
Eure-et-Loir	13	185	198
Loiret.	18	169	187

Ce dernier mouvement s'est considérablement développé depuis la guerre. Les Belges trouvaient en France des prix d'achat bien inférieurs à ceux pratiqués dans leur pays surpeuplé. Dans les régions fertiles de Belgique l'hectare pour la culture betteravière atteignait 10.000 francs en 1922. En 1925, l'hectare de bonne terre se louait 500 à 700 francs contre 300 à 600 francs en France. L'avantage du change rendait l'opération encore plus tentante. La venue de 225.000 réfugiés, pendant la guerre, notamment en Normandie, et l'afflux saisonnier de 20.000 ouvriers belges jusqu'à la Loire, contribuèrent à faire connaître la fertilité des campagnes françaises, le bon marché et les besoins de la terre. De nombreux ouvriers agricoles, ayant amassé un petit pécule, profitèrent des occasions portées à leur

connaissance pour s'installer en France. Les agences et les propriétaires français heureux de trouver des acquéreurs ou des locataires susceptibles de payer des prix élevés firent de la réclame. Dans les journaux belges, dans les journaux agricoles français, on pouvait lire : « Ferme à louer, libre de suite, on louera de préférence à des Belges ». Des agences intervinrent, activant le mouvement par des promesses souvent fallacieuses. Beaucoup de colons vinrent en France par le jeu des relations, ceux installés faisant venir leurs compatriotes dès qu'ils avaient connaissance d'une ferme à louer ou à vendre dans la région. C'est ainsi que peu à peu la colonisation belge descendit vers le Sud. Quelques colons appelés par les propriétaires ou simplement attirés par les vides laissés par la population française dans le Sud-Ouest s'installèrent même dans le bassin aquitain.

DEPARTEMENTS	Pro- priétaires	Fermiers et Métayers	Total
Indre-et-Loire	16	99	115
Indre	6	91	97
Haute-Vienne	4	22	26
Charente	15	65	79
Dordogne	60	94	154
Lot-et-Garonne	71	39	110
Gers	42	30	72
Lot	15	32	47
Gironde	39	23	62

Les colons belges cultivent des superficies beaucoup plus étendues que les autres étrangers. En 1927, ils exploitaient 301.810 hectares, soit plus de la moitié (52 %) des terres aux mains des étrangers

en France. Ceci résulte de la prédominance de la grande exploitation dans le Nord. La moyenne des exploitations belges est, nous l'avons vu, de 10 à 15 fois plus élevée que celles des exploitations des colons du Sud de la France : 66 hectares dans l'Aisne et 50 dans l'Oise, contre 2 hectares 30 dans l'Hérault et 6 hectares dans les Alpes-Maritimes. Aussi les Belges accèdent-ils bien plus difficilement que les autres colons à la propriété. Alors que les Espagnols sont deux fois plus nombreux comme propriétaires que comme fermiers ou métayers, malgré la pauvreté relative de leurs immigrants, les Belges ont 5 fois moins de propriétaires que de fermiers : 4.797 propriétaires contre 20.457 fermiers. Sur les 301.810 hectares cultivés par les Belges, 40.728 hectares, soit à peine 15 %, le sont par des propriétaires. De sorte que les colons belges qui cultivent 52 % de la superficie totale exploitée par les étrangers, n'ont que 27 % des terres exploitées en faire valloir direct. Par contre, ils ont plus de 60 % de celles exploitées en fermage ou en métayage par les étrangers. Les départements où les superficies cultivées par les Belges sont les plus importantes, sont à peu près ceux où les colons sont les plus nombreux :

DEPARTEMENTS	Fermages ou		
	Propriétés	Métayages	Total
	(en hectares)		
Oise	2.911	40.668	43.579
Aisne	5.501	35.611	41.112
Nord	5.174	21.233	26.407
Ardennes	5.000	20.154	25.154
Somme	2.727	22.093	24.820
Eure	1.356	18.896	20.253
Seine-et-Marne	551	17.242	17.793

DEPARTEMENTS	Fermages ou		Total
	Propriétés	Métayages	
	(en hectares)		
Seine-et-Oise.	1.458	11.474	12.933
Marne	2.473	10.055	12.528
Aube	1.041	8.825	9.867
Seine-Inférieure	793	8.883	9.676
Calvados.	788	6.713	7.501
Meuse.	1.606	4.894	6.500
Eure-et-Loir	37	4.608	4.645
Orne	898	3.581	4.479
Yonne.	928	3.389	4.318
Pas-de-Calais.	600	3.195	3.795
Meurthe-et-Moselle. . .	979	2.524	3.503
Loiret	76	2.883	2.960
Côte-d'Or	453	1.719	2.172
Haute-Marne.	330	1.756	2.086
Indre	560	1.276	1.836
Cher	60	1.444	1.504
Gers	687	444	1.131
	etc...		

Le bassin parisien groupe la presque totalité des exploitations belges. On peut y distinguer trois régions où la colonisation est particulièrement active :

1°) La région du Nord (Nord, Aisne, Ardennes, Somme et Pas-de-Calais) où les Belges exploitent 121.500 hectares, soit 40 % du total cultivé par eux en France.

2°) La région parisienne (Oise, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Marne) où ils exploitent environ 100.000 hectares, soit 30 % du total exploité par les Belges.

3°) La Normandie (Seine-Inférieure, Eure, Calvados, Orne) où ils cultivent 42.000 hectares, soit 14 % du total.

Ces trois régions ont ensemble 84 % des terres exploitées par les colons belges en France.

Il est à remarquer que, dans le Sud-Ouest, à l'opposé de ce qui a lieu dans toutes les autres régions, où se trouvent des colons belges, ce sont les propriétaires qui l'emportent nettement sur les fermiers ou métayers.

DEPARTEMENTS	Fermages ou		Total
	Propriétés	Métayages	
	(en	hectares)	
Gironde	573	162	735
Lot-et-Garonne	487	260	747
Gers	687	444	1.131

Cette différence s'explique par la baisse très forte de la valeur de la terre dans le Sud-Ouest, baisse qui a été exploitée par des agences qui ont décidé des immigrants de toutes nationalités à des achats. Par ailleurs, la prédominance de la propriété de moyenne étendue a rendu l'appropriation du sol plus aisée que dans le Nord. Ce sont ces raisons qui ont décidé un certain nombre de colons belges à descendre si loin vers le Sud, malgré leur peu d'aptitudes pour les travaux de ces régions sèches.

Le mouvement d'immigration belge dans les campagnes françaises semble avoir atteint son maximum, étant donné que la Belgique commence à subir un ralentissement de la natalité comme tant de pays de civilisation avancée. Au surplus, la Belgique reste numériquement trop petite pour pouvoir alimenter longtemps une forte immigration rurale.

La valeur du colon Belge

La grande majorité des agriculteurs belges fixés en France sont Flamands, sauf dans l'extrême Nord où dominent les Wallons.

Le colon belge est robuste et actif. Levé tôt, couché tard, il travaille souvent plus que l'agriculteur français. Il est parfois plus lourd et moins vif que ce dernier, mais plus docile. Généralement propre, il répugne à loger dans des lieux malsains ou malpropres : de là des difficultés avec les propriétaires français, notamment en Normandie et dans le Centre. La plupart, d'ailleurs, apportent des améliorations au logis où ils s'installent. Gros mangeur, buveur de bière, il s'habitue très rapidement au vin et au cidre. Il a même trop souvent un faible pour l'alcool. Catholique pratiquant, il observe ponctuellement le repos dominical. Le prêtre est pour lui un confident, souvent un camarade. C'est toujours une surprise pour le Français de voir le prêtre belge jouer aux cartes le dimanche au café avec ses compatriotes. Très âpre au gain, le colon belge, tout comme le paysan français, n'a d'autre rêve que de faire des économies et d'agrandir son lopin de terre. Les connaissances agricoles des exploitants belges sont celles de la plupart des agriculteurs français du Nord : de là leur adaptation rapide dans ces régions. Ils connaissent parfaitement la culture des plantes sarclées, des céréales, de la pomme de terre et surtout de la betterave, du lin et du colza. Ils ont contribué à une certaine renaissance de ces deux dernières cultures, notamment de celle du lin dans le

Nord et l'Ouest de la France depuis la guerre. La superficie cultivée en lin de 30.000 hectares en 1913 est passée à 35.000 hectares en 1929. Les colons qui viennent de la Flandre orientale connaissent la culture du houblon ; ceux qui viennent de la région de Gand sont généralement bons horticulteurs. Presque tous sont bons charretiers. Ils emploient les mêmes instruments et les mêmes outils que les paysans français. Au surplus, beaucoup de colons se sont antérieurement familiarisés avec le travail de la terre en France, comme ouvriers agricoles permanents, saisonniers ou frontaliers.

La principale force du cultivateur belge est sa nombreuse famille et surtout son « esprit de famille » qui sont souvent la raison de sa réussite dans nos campagnes. Beaucoup de ceux qui sont en France amènent, non seulement femmes et enfants, mais encore des frères et des sœurs, voire des cousins et cousines. Pour eux, la question de main-d'œuvre ne se pose pas et le rendement d'une telle famille est souvent supérieur à celui d'une famille française plus restreinte et s'adjoignant des domestiques de ferme.

Le colon belge garde toutes ses qualités quand il reste dans des contrées suffisamment septentrionales pour lui permettre de s'adapter facilement. La ligne de Nantes à Genève semble être en France la limite de son extension. Les essais tentés dans le Sud-Ouest n'ont guère réussi. Sous la chaleur méridionale son activité mollit, il s'adapte difficilement aux cultures spéciales de ces pays secs dont certains produits, tels le vin et l'eau-de-vie lui sont funestes.

Les Colons Luxembourgeois

L'immigration rurale luxembourgeoise peut être rattachée à l'immigration belge. Les colons luxembourgeois présentent en effet les mêmes qualités, les mêmes connaissances agricoles, et la même facilité d'adaptation dans le Nord de la France.

L'immigration luxembourgeoise est importante relativement au chiffre de la population qui l'alimente : 260.000 environ. En 1927, les colons luxembourgeois et les membres actifs de leurs familles s'élevaient à 1292, dont 916 propriétaires et 376 fermiers ou métayers. Ils venaient immédiatement après les quatre grands groupements : italien, belge, espagnol et suisse. Ils s'installaient à peu près dans les mêmes départements que les Belges. Cependant, alors que ces derniers s'étendaient surtout vers l'Ouest, les Luxembourgeois se massaient de préférence dans l'Est. La Moselle, notamment possédait un grand nombre de petits propriétaires luxembourgeois.

DEPARTEMENTS	Pro- priétaires	Fermiers et Métayers	Total
Moselle	510	52	562
Meuse.	80	82	162
Côte-d'Or	84	58	142
Meurthe-et-Moselle. . .	46	65	111
Marne.	79	28	107
Ardennes	39	44	83
Haute-Marne	44	10	54
Seine-et-Marne	3	6	9
Yonne	3	5	8
etc...			

Les Luxembourgeois cultivaient en 1927 : 11.468 hectares dont 5.929 hectares comme propriétaires et 5.538 hectares comme fermiers ou métayers. La moyenne des exploitations était de 25 hectares pour les propriétés et de 58 hectares, soit plus du double, pour les fermes. Les plus grandes superficies cultivées par les Luxembourgeois ne se trouvaient pas dans les départements frontières où le nombre des colons était le plus élevé ; mais dans la Côte-d'Or où la moyenne des propriétés s'élevait à 80 hectares.

DEPARTEMENTS	Fermages ou		Total
	Propriétés	Métayages	
	(en hectares)		
Côte-d'Or	1.705	980	2.685
Meuse.	750	1.385	2.135
Moselle	1.164	694	1.858
Meurthe-et-Moselle. . .	419	1.336	1.755
Marne	755	365	1.120
Ardennes	315	288	603
Haute-Marne	341	180	521

Plus encore que l'immigration belge, l'immigration luxembourgeoise est limitée par la faiblesse numérique de la population qui l'alimente. Elle ne saurait guère s'étendre plus qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent.

Les Colons Espagnols

L'immigration rurale espagnole est fort ancienne comme tous les mouvements migratoires entre pays voisins. La colonisation espagnole s'expli-

que d'autant mieux que c'est par sa région la plus dépeuplée que la France se trouve en contact avec l'Espagne, pauvre et prolifique. La guerre a naturellement accru le mouvement amorcé depuis longtemps. Mais alors qu'elle ouvrait aux autres éléments des régions nouvelles : le Sud-Ouest aux Italiens, l'Ouest et le Centre aux Belges, elle laissait les colons espagnols localisés dans les départements déjà gagnés avant 1914. Il y avait en 1927 : 15.401 cultivateurs espagnols (population active) dont 8.045 propriétaires et 7.356 fermiers ou métayers.

DEPARTEMENTS	Pro- priétaires	Fermiers et Métayers	Total
Pyrénées-Orientales . .	1.225	1.678	2.903
Hérault	2.222	489	2.711
Basses-Pyrénées	821	915	1.736
Aude	1.176	365	1.541
Gers.	568	646	1.214
Gironde	436	753	1.189
Lot-et-Garonne.	481	646	1.127
Haute-Garonne	261	617	878
Hautes-Pyrénées	171	136	307
Bouches-du-Rhône. . . .	115	187	302
Ariège.	70	171	241
Gard	132	90	222
Tarn-et-Garonne	66	86	152
Vaucluse.	41	90	131
Dordogne	44	68	112

Il faut distinguer deux grands groupes essentiels parmi les colons espagnols : celui de la région vinicole et méditerranéenne et celui du Bassin Aquitain. Le groupe Méditerranéen est le plus ancien et numériquement le plus important. Il se recrute sur-

tout parmi les ouvriers agricoles, notamment dans les départements vinicoles où les Espagnols constituent la grosse majorité des vendangeurs et des salariés permanents. De là le grand nombre de petits propriétaires dans la région du Languedoc et du Roussillon. L'Hérault et l'Aude comptent quatre fois plus de propriétaires espagnols que de fermiers et de métayers. Ces deux départements avaient 3.398 propriétaires et seulement 854 fermiers et métayers. Ne possédant que de faibles économies, les colons espagnols de ces régions, ne cultivent que des superficies très réduites, malgré le grand nombre d'exploitants.

DEPARTEMENTS	Fermages ou		Total
	Propriétés	Métayages	
	(en hectares)		
Pyrénées-Orientales . .	2.563	8.116	10.679
Aude	3.443	3.035	6.478
Hérault	2.185	1.202	3.387
Gard	658	306	964
Bouches-du-Rhône. . .	147	376	523

En 1921, la moyenne des exploitations espagnoles était de 2 hectares dans l'Hérault, de 2 hect. 4 dans les Pyrénées-Orientales, de 5 hect. 8 dans l'Aude. En 1927, cette moyenne s'était légèrement relevée, preuve de l'enrichissement du colon, mais restait encore très faible, comparée à la moyenne des exploitations du Nord ou même du Sud-Ouest. Pour les propriétés, la moyenne approximative était de 3 hect. 5 dans l'Hérault, de 8 hect. dans les Pyrénées-Orientales et l'Aude. Pour les fermages ou métayages, les chiffres étaient naturellement supérieurs avec une moyenne de 8 hectares dans l'Aude, 10 hectares dans l'Hérault et 17 hectares dans les

Pyrénées-Orientales. La faiblesse de ces chiffres explique que la proportion des terres cultivées par les Espagnols dans les départements du Languedoc soit infime. Dans l'Aude, les 1.541 agriculteurs espagnols n'exploitent que 6.480 hectares sur les 384 000 hectares cultivés dans le département, soit 1,6 % seulement.

L'autre groupe de colons espagnols s'étend surtout dans les départements du Sud-Ouest. Il s'est notablement développé depuis la guerre. Il s'agit ici de propriétaires et de métayers attirés par le bon marché des terres en Gascogne ou sollicités par les propriétaires français de domaines abandonnés faute de main-d'œuvre.

Le Comité Régional de la Main-d'Œuvre Agricole à Toulouse, constitué par les propriétaires, introduisit dès 1915 des familles espagnoles qui sont, pour la plupart, restées en France, notamment dans la Haute-Garonne. Le mouvement continua après la guerre, entretenu par l'action des agences spéculant sur le mouvement de colonisation dans le Sud-Ouest. Le change favorable aux Espagnols rendait encore plus accessible aux colons pauvres les prix déjà très bas de la terre en France. Il faut ajouter à ce recrutement celui provenant de l'accession au métayage ou à la petite propriété d'un certain nombre d'ouvriers agricoles espagnols qui travaillent nombreux dans le Sud-Ouest.

Les superficies cultivées par les Espagnols dans cette région sont assez élevées et nettement supérieures à celles cultivées dans le Languedoc. Ceci s'explique par la prédominance de la moyenne propriété dans le bassin aquitain, par l'origine moins exclusivement ouvrière des colons et par le plus grand nombre de fermages et de métayages qui per-

mettent l'exploitation de superficies bien supérieures à celles que possèdent les petits propriétaires espagnols des départements méditerranéens.

DEPARTEMENTS	Fermages ou		Total
	Propriétés	Métayages	
	(en	hectares)	
Gers.	3.151	5.479	8.630
Basses-Pyrénées	2.880	2.745	5.625
Lot-et-Garonne	1.501	2.939	4.440
Gironde	945	2.183	3.128
Haute-Garonne	658	2.289	2.947
Ariège	301	802	1.103
Tarn-et-Garonne	234	401	635
Dordogne	339	332	671
Hautes-Pyrénées	240	313	554
Lot	74	214	288
Tarn	19	201	220

En 1921, la moyenne des exploitations espagnoles était de 24 hectares dans le Gers, de 21 hectares dans le Lot-et-Garonne. En 1927, dans le Gers, la moyenne des exploitations cultivées par les Espagnols était de 28 hectares, avec 21 hectares pour les propriétés et 34 hectares pour les fermes et métairies. Dans les régions de vignobles, la moyenne s'abaissait : dans la Gironde, elle était de 10 hectares seulement.

La Colonisation Portugaise

La colonisation portugaise peut se rattacher à la colonisation espagnole. Les exploitants portugais sont très souvent d'anciens ouvriers agricoles qui, à force de travail et de privations ont pu acheter un

petit domaine ou s'installer comme métayers. Très pauvres en général, et d'ailleurs peu nombreux, les Portugais ne peuvent fournir un contingent très appréciable. En 1927, il n'y avait que 72 agriculteurs portugais, dont 24 propriétaires et 48 fermiers ou métayers. Les surfaces cultivées ne dépassaient pas 400 hectares dont 67 en propriétés et 321 en fermages et métayages.

DEPARTEMENTS	Nombre de colons	Superficies exploitées (Hectares)
Lot	12	79
Gers	4	68
Dordogne	7	62
Gard	2	40
Creuse	2	37
Gironde	14	28

La colonisation espagnole et portugaise ne peut être comparée comme intensité à la colonisation italienne. Même dans le Sud-Ouest, où les besoins étaient considérables, la venue des colons espagnols était restée bien plus régulière et bien moins massive, malgré le voisinage, que celle des colons italiens. Alors que ceux-ci voyaient leur nombre quadrupler de 1921 à 1927, les colons espagnols n'augmentaient que de 25 % dans le même temps. Cette lenteur relative de la colonisation espagnole s'explique par la diminution progressive de toute l'immigration espagnole en France, par la pauvreté des émigrants, souvent par leur passivité et leur manque d'initiative, enfin par l'indifférence ou même par l'hostilité du gouvernement espagnol à l'égard de l'émigration rurale.

Valeur du Colon Espagnol. — Les plus actifs des immigrés sont ceux qui viennent des provinces du Nord : les Basques et les Catalans. Malheureusement, ils sont peu nombreux. Nous avons dit, à propos des ouvriers agricoles, que leurs plus grands défauts étaient l'indolence et une certaine tendance au nomadisme. Ces défauts se retrouvent, quoique évidemment atténués, chez les colons. C'est ainsi que certains petits propriétaires ont tendance à vendre et à acheter d'une façon décousue, que certains métayers ou fermiers ne renouvellent presque jamais leurs contrats. Cette instabilité amène un manque de suite dans l'activité du colon espagnol. De tous les agriculteurs étrangers, l'Espagnol est le seul qui soit nettement moins propre que le paysan français. La femme espagnole est également moins travailleuse et moins soigneuse que la femme française ou italienne.

L'Espagnol est d'une sobriété légendaire. Mais, tout comme les autres colons, il perd assez vite cette sobriété et s'habitue rapidement à une nourriture plus riche dès qu'il vit en France. Cependant il reste, qu'en général, il est plus sobre que le paysan français du Midi et, par là, a un plus grand pouvoir d'économie.

Ses aptitudes d'agriculteur sont variées, mais assez superficielles. Presque toujours, il ignore les outils agricoles modernes. Cependant, les colons espagnols s'adaptent assez vite étant donné que les cultures du Midi français diffèrent peu de celles de l'Espagne. Par ailleurs, le climat leur convient très bien et leur permet même une activité plus grande que celle qu'ils avaient dans leur propre pays. Enfin, beaucoup de colons sont d'anciens ouvriers agricoles qui, comme tels, sont déjà francisés et ont

appris à connaître nos méthodes de cultures. Leur docilité leur permet d'ailleurs de ce modeler assez vite sur le paysan français et de devenir de bons agriculteurs.

Les Portugais présentent à peu près les mêmes défauts et les mêmes aptitudes. Ils sont cependant, en général, plus actifs et moins nomades, mais souvent aussi moins résistants et moins robustes que les Espagnols.

Les Colons Suisses

Il y avait, en 1927, une population active de 8.159 agriculteurs suisses en France, dont 3.413 propriétaires et 4.746 fermiers ou métayers. De 1921 à 1927, le nombre des colons suisses s'est accru d'environ 30 %.

Le mouvement de colonisation suisse en France est très ancien, conséquence du phénomène d'osmose entre populations voisines. Avant guerre, il portait sur les départements frontières. Depuis la guerre, il a été renforcé et s'est étendu aux départements contigus à la région jurassienne : Vosges, Haute-Saône, Côte-d'Or, Isère, Rhône, etc...

DEPARTEMENTS	Pro- priétaires	Fermiers et Métayers	Total
Haute-Savoie.	664	603	1.267
Doubs	431	712	1.143
Jura	232	690	922
Ain.	287	423	710
Isère	525	116	641
Haut-Rhin	359	269	628

Haute-Saône	166	242	408
Côte-d'Or	103	111	214
Territoire de Belfort..	97	152	249
Rhône.	29	46	75
Vosges	14	27	41

L'énorme prime accordée par le change à la monnaie suisse permit un développement rapide de la colonisation à partir de 1921. Dans certains départements frontières, ce développement fut tel que les Français concurrencés s'en émurent. Dans le seul arrondissement de Baume-Les-Dames, en 4 ans, de 1920 à 1924, 65 étrangers devenaient propriétaires, dont les $3/4$ étaient suisses. Dans l'arrondissement de Besançon, 80 achats de propriétés furent effectués par des étrangers en grande majorité suisses et, dans la seule ville de Besançon, de 1920 à 1924, plus de 100 étrangers, dont 60 % suisses, deviennent propriétaires. Les préfets signalèrent au gouvernement cette situation comme susceptible de devenir dangereuse. Le gouvernement avait d'ailleurs déposé à ce moment un projet de loi pour limiter le droit des étrangers d'accéder à la propriété. Les syndicats d'éleveurs et de fromagers bernois, entre autres, monopolisèrent l'achat du lait dans certaines contrées, notamment dans le pays de Gex, au détriment des fromageries locales. Les gros bénéfices réalisés permirent l'achat de belles propriétés dans toute la région frontière.

D'autre part, l'arrêt de toute émigration pendant les hostilités avait accru la saturation démographique des campagnes suisses. Les terres y étaient rares et chères et souvent hypothéquées. De nombreux agriculteurs suisses profitèrent des be-

soins de l'agriculture françaises et des possibilités nombreuses d'achat que le change rendait singulièrement attrayantes. Des agences intervinrent pour exploiter ces avantages, non seulement dans la région frontrière, mais à l'intérieur du pays, notamment dans la région parisienne et dans le Sud-Ouest. Dans le bassin parisien, ils restèrent très dispersés, car l'immigration suisse est essentiellement individuelle : le colon s'installe au hasard des exploitations et des occasions qui lui sont connues. Il a moins que l'Italien ou l'Espagnol, l'esprit grégaire. Dans certains départements de l'Est (Meuse, Moselle et Meurthe-et-Moselle) c'est la population minière et industrielle qui alimente en partie la colonisation. Des ouvriers suisses ayant réalisé quelques économies s'installent comme exploitants.

DEPARTEMENTS	Pro- priétaires	Fermiers et Métayers	Total
Haute-Marne.	52	87	139
Seine-et-Marne	20	54	74
Aube	34	30	64
Eure	16	41	57
Yonne	24	35	59
Marne.	27	28	55
Seine-et-Oise.	21	29	50
Meurthe-et-Moselle. . .	8	30	38
Oise.	7	24	31
etc...			

Dans le bassin aquitain, ils sont un peu plus groupés car le mouvement a été plus important et plus dirigé. Il a été amorcé par quelques propriétaires français qui essayèrent de fixer comme métayers des ouvriers saisonniers suisses qu'ils avaient fait

venir. Rapidement, des agences intervinrent, notamment des agences de Lausanne. Des agents d'affaire furent envoyés sur place qui établirent des listes de propriétés à vendre ou à louer et dirigèrent les colons. L'Office du Travail à Berne et la Société de Colonisation Intérieure de Zurich s'en occupèrent également pour lutter contre les abus de la spéculation. Des colons vinrent de tous les cantons agricoles mais surtout des cantons de Fribourg, Berne et de Vaud. Les premiers et les plus nombreux se dirigèrent vers le canton de Nérac (Lot-et-Garonne). Quelques-uns quittèrent la Suisse avec leur bétail et leur mobilier. En 1921 et 1922, le mouvement s'étendit à tout le Sud-Ouest, puis il se ralentit assez rapidement pour finalement s'arrêter vers 1924.

DEPARTEMENTS	Pro- priétaires	Fermiers et Métayers	Total
Lot-et-Garonne	313	261	574
Dordogne	40	82	122
Gers	45	59	104
Haute-Garonne.. . . .	6	43	49
Gironde	22	25	47
Creuse	—	40	40
Ariège	2	35	37
Basses-Pyrénées	8	23	31
Lot.	5	20	25
etc...			

Les difficultés d'adaptation étaient trop grandes. Une partie des colons s'en retournèrent. Il y eut, comme pour les Italiens, des surprises et des erreurs amenées par des conditions différentes d'exploitation. Il fallut désapprendre les labours profonds qui, dans ces terrains aux étés longs et

chauds, dessèchent parfois trop le sol. Il fallut se résigner à atteler à la charrue des vaches ou des bœufs au lieu de chevaux. Il fallut surtout faire une moins grande place aux activités préférées : élevage et laiterie, au profit des céréales. Tout cela fut souvent pénible et, presque toujours, se paya très cher, d'autant que les spéculateurs avaient fait monter les prix d'une façon exagérée. Ceux qui restèrent sont surtout des propriétaires et des fermiers, car le Suisse s'accommode difficilement du métayage. Ils réussirent, à force de travail intelligent et patient, à faire prospérer leur exploitation. Les superficies cultivées par les agriculteurs suisses sont intermédiaires entre celles cultivées dans le Nord par les Belges et celles cultivées dans le Midi par les Italiens. En 1921, la moyenne des exploitations suisses était de 3 hectares dans le Doubs et 18 hectares dans le Jura et l'Ain. Cette diminution provenait de l'augmentation du nombre des petits propriétaires à la faveur du change.

DEPARTEMENTS	Fermages ou Propriétés Métayages		Total
	(en	hectares)	
Doubs.	2.016	4.397	6.413
Côte-d'Or	1.761	1.923	3.674
Haut-Rhin	1.049	2.356	3.405
Lot-et-Garonne	2.001	1.224	3.225
Jura	755	2.382	3.137
Gers	2.270	788	3.058
Haute-Savoie.	1.145	1.771	2.917
Ain	961	1.796	2.758
Haute-Saône	1.027	1.190	2.217
Territoire de Belfort.	616	928	1.544
Haute-Marne.	512	804	1.316

DEPARTEMENTS	Fermages ou		Total
	Propriétés	Métayages	
	(en	hectares)	
Yonne.	600	439	1.039
Aube	468	493	961
Bouches-du-Rhône. . .	646	151	797
Isère	338	433	771
Marne	164	489	653
Moselle	164	435	599
Dordogne	217	277	494
Seine-et-Marne	55	410	465
Eure	123	229	353
Meurthe-et-Moselle. . .	26	351	377
	etc...		

Dans le Doubs, les superficies sont nettement supérieures en raison de la prédominance des pâturages. Les éleveurs suisses y ont constitué des syndicats qui possèdent des domaines importants. « Les pâturages Alpestres » ont 400 hectares de pâtures, le Syndicat de Grancey, 130 hectares ; celui de Bretonnières 132 ; celui de Sullens 150 et le « Syndicat d'Elevage » 700 hectares.

Comme pour les autres colons, la proportion des terres exploitées par les Suisses, par rapport à l'ensemble des cultures, est peu importante. Elle l'est d'autant moins que le nombre des exploitations suisses est bien plus réduit que celui des autres nationalités. En 1921, ils exploitaient dans le Doubs 3,2 % des terres cultivées du département. Dans l'Ain et le Jura, ils n'exploitaient que 1 %. Le mouvement d'immigration rurale suisse en France ne saurait prendre une grande ampleur par suite de la faiblesse numérique de la population helvétique. Par ailleurs, la Suisse commence à être atteinte, elle

aussi, par la sous-natalité. En 1923, le coefficient de natalité était le même en France et en Suisse : 194 pour 10.000 habitants.

Valeur du colon suisse

L'élément suisse est, avec l'élément belge, le plus intéressant pour nos campagnes. Le suisse est sérieux et travailleur. Il est plus scrupuleux que l'italien ou l'espagnol dans le respect des engagements. Très robuste, il est capable de fournir un travail parfois supérieur à celui du paysan français. Il a aussi une grande simplicité de mœurs et une sobriété qui lui permettent d'économiser plus facilement. Ses connaissances sont surtout pastorales. Cependant il n'ignore pas la culture des céréales quoiqu'il ne les ait cultivées que sur des espaces réduits, d'où parfois, un peu de désadaptation dans les exploitations françaises où domine la culture des céréales sur de grandes surfaces. Beaucoup de ceux qui se sont dirigés vers le Sud-Ouest connaissent la culture de la vigne.

Le colon suisse a généralement plus d'initiative que le paysan français. Il est moins routinier. Il est aussi plus propre et travaille à rendre plus confortables les intérieurs souvent malsains qu'il trouve en France. Le travail du colon suisse est extrêmement méthodique. Cela tient à son caractère sérieux et aussi à la saturation démographique des campagnes suisses qui oblige l'agriculteur à tirer le maximum de rendement du sol. Les campagnes des cantons de Zurich, Berne, Soleure, et Fribourg d'où viennent un grand nombre de colons sont remar-

quables sous le rapport de l'aménagement agricole. Les qualités d'éleveur du fermier suisse font qu'il convient particulièrement à nos campagnes du Nord-Est et notamment au Jura. Il y apporte un esprit de solidarité et d'aptitude au travail collectif qui n'a pas peu contribué à faire l'éducation des éleveurs et des fromagers français de ces régions. Les Syndicats d'éleveurs suisses possèdent du reste, nous l'avons vu, des domaines considérables. Bien entendu toutes ces qualités du colon suisse diminuent sous un climat et sur une terre trop différents des siens. C'est ce qui fait que l'Italien et même l'Espagnol lui restent supérieurs en Aquitaine où il s'adapte difficilement.

Les colons d'origine slave : Polonais,

Tchécoslovaques, Russes

A côté des 4 grands pays voisins qui ont de tout temps alimenté l'immigration rurale en France, certains pays de l'est de l'Europe sont devenus, depuis la guerre, fournisseurs de travailleurs agricoles. C'est grâce à l'immigration organisée que la Pologne, la Russie, la Tchécoslovaquie, la Yougo-Slavie ont pu envoyer en France des agriculteurs. Mais on conçoit qu'une immigration de cette nature n'ait qu'une importance numérique très limitée, tant en raison des frais que des difficultés d'adaptation. Aussi, Polonais, Russes, Tchécoslovaques et Yougo-Slaves sont-ils en très petit nombre dans les campagnes françaises comme chefs d'exploitations. En 1927, on en comptait 754, y compris les membres actifs de leurs familles, exploitant 5.650 hectares.

Toutefois ces chiffres devraient être majorés assez fortement pour avoir une idée de la situation en 1930 où l'on estimait à 500 ou 600 le nombre des familles d'origine slave installées dans nos campagnes et représentant 3.000 à 4.000 personnes.

Les colons Polonais

Il y avait en France en 1927 338 agriculteurs polonais travaillant 2.925 hectares ; 109 soit 1/3 cultivaient 607 hectares comme propriétaires et 229 fermiers ou métayers exploitaient 2.326 hectares. Ils constituaient le groupe de beaucoup le plus important des cultivateurs d'origine slave, étant, à eux seuls, aussi nombreux que les russes, tchécoslovaques et yougoslaves réunis.

Les colons polonais étaient très dispersés dans deux grandes régions : le Nord et le Sud-Ouest. Dans le Nord, ils retrouvent avec une nombreuse population de compatriotes un climat et des cultures qui leur conviennent mieux que toute autre région de France.

DEPARTEMENTS	Pro- prié- taires	Fermiers et Mé- tayers	Total	Superficies cultivées (hectares)
Moselle	22	3	25	234
Meuse.	14	6	20	18
Ain	4	10	14	325
Seine-et-Marne. . .	5	5	12	174
Haut-Rhin.	—	12	12	148
Meurthe-et-Moselle .	7	—	7	96
Pas-de-Calais.	3	6	9	154

Un certain nombre de ces colons sont d'anciens ouvriers d'industrie. Beaucoup de ceux qui ont été introduits dans les usines et les mines sont en effet des ruraux qui conservent le goût du travail de la terre et supportent difficilement le travail industriel. Ils économisent souvent pour acheter un petit lopin, soit en Pologne, soit en France. Ceci explique que les colons soient plus nombreux dans les départements miniers où la population polonaise est considérable et où l'immigré quitte volontiers la mine pour les champs. De là aussi, le nombre de petits propriétaires souvent supérieur à celui des fermiers.

C'est ensuite dans le Sud-Ouest que l'on trouve le plus grand nombre de colons polonais. Des propriétaires et des associations agricoles firent venir quelques familles pour le métayage. Les difficultés d'adaptation furent considérables. L'ignorance de la langue et des coutumes, les différences de culture et de climat, furent de redoutables obstacles. Le métayage, qui doit reposer sur la confiance réciproque, sur la bonne volonté et l'harmonie des tempéraments, devenait singulièrement délicat avec des étrangers si différents. D'autant que les usages locaux très variables viennent compliquer les contrats et font que le candidat métayer ne sait jamais exactement à quoi s'en tenir avec son propriétaire. Le métayer polonais, généralement ancien salarié, comprend difficilement que toute la première année soit nécessairement une année creuse en attendant la première récolte et qu'il doive vivre sur ses économies dans l'intervalle. Il s'étonne de devoir travailler toute une année, pour rien, pense-t-il. Ces différences de vues entre propriétaires français et colons polonais amènent vite des frictions aggravées par les différences de tempérament et par l'in-

compréhension mutuelle. Les polonais, souvent plus entreprenants, veulent des travaux de réfection aux bâtiments, des engrais en plus grande quantité, des méthodes nouvelles d'exploitations. Les propriétaires refusent, parfois par routine, parfois aussi par expérience et plus grande connaissance des besoins réels de la terre. Les échecs furent nombreux et il nous arriva plusieurs fois de rencontrer dans le Sud-Ouest de ces malheureuses familles sur le point d'abandonner le petit domaine où, depuis un an ou deux, elles avaient durement peiné et perdu, avec leurs modestes économies, toutes leurs espérances.

Pour remédier aux difficultés d'adaptation, la Société Générale d'Immigration décida de créer un centre où les futurs colons polonais s'initieraient aux méthodes et aux cultures du Midi de la France. A cet effet, un grand domaine de 400 hectares fut aménagé à Villemur (Tarn et Garonne) en 1928, pour recevoir de 18 à 20 familles. Un ingénieur agronome polonais dirige le travail des familles qui sont embauchées pour un an comme métayers.

Le centre de Villemur embauche également des ouvriers agricoles isolés qu'il initie en quelques mois aux travaux de la région et notamment à l'emploi de maître valet. Mais pareil organisme est forcément onéreux et de fonctionnement délicat. Il ne peut fournir aux propriétaires du Sud-Ouest qu'un nombre très restreint de familles. Par ailleurs, l'agriculture de cette région est trop pauvre pour supporter les charges résultant du transport et de l'éducation des familles introduites.

Le meilleur moyen pour diminuer les risques de désadaptation semble être de prendre les métayers parmi les ouvriers agricoles ou les maîtres valets déjà habitués aux campagnes du Sud-Ouest.

Le gouvernement polonais y est assez favorable et le Conseiller d'Ambassade pour l'émigration faisait savoir en Pologne en 1928 que les associations agricoles favorisent les ouvriers désireux de s'établir comme fermiers ou métayers dans le Midi de la France. La Patwowy Bank Rolny (Banque d'Etat pour l'Agriculture) assignait même en 1928 une somme de 5 millions de zlotys pour la colonisation en France, ce qui provoquait d'ailleurs l'indignation de la presse polonaise, jugeant excessif que la colonisation en France, pays riche, soit financée par la Pologne, pays pauvre.

A côté de toutes ces tentatives pour introduire des familles de métayers polonais dans le Sud-Ouest, il y eut également un effort pour permettre l'accession à la propriété d'immigrés polonais. Le Directeur de la Société Polonaise d'Emigration exposait en 1928 les possibilités de colonisation pour des ouvriers agricoles ou métayers ayant quelques économies et désireux d'acheter des propriétés en France. Certains grands journaux polonais donnent même dans leurs annonces de renseignements au sujet de propriétés à vendre dans notre pays. En France, les bureaux de placement et les services agricoles d'immigration reçoivent de nombreuses demandes d'ouvriers polonais, mineurs ou industriels, notamment dans le Nord, qui sollicitent des fermages ou des propriétés dans le Sud-Ouest de préférence qu'ils considèrent comme un Nouveau-Monde à coloniser. Des agents d'affaires exploitant la crédulité, l'ignorance et le goût des polonais pour la terre ont également fait acheter des petits domaines à des émigrés économes, notamment à des mineurs et ouvriers industriels. Un de ces agents, polonais naturalisé français, installé à Lens, enlevait

ainsi aux mines voisines plus de 18 familles qu'il envoyait soit comme fermiers, soit comme petits propriétaires dans le Midi. Les seules mines de Bruay, du 1^{er} au 22 septembre 1928 perdaient 24 familles, représentant 120 personnes. Le plus souvent, ces malheureux étaient odieusement trompés et volés.

Jusqu'à présent les résultats de tous ces essais : introduction directe de familles, apprentissage de Villemur, accession des ouvriers agricoles au métayage, achats de propriétés, etc... n'ont pas été considérables. L'enquête de 1927 donne les chiffres suivants :

DEPARTEMENTS	Pro- prié- taires	Fermiers et Mé- tayers	Total	Superficies cultivées (hectares)
Dordogne	—	21	21	112
Lot-et-Garonne . . .	—	28	28	68
Lot	8	2	10	43
Gers	—	10	10	71
Haute-Garonne . . .	—	20	20	172

Ces chiffres, toutefois, doivent être fortement majorés. En 1930 il y avait dans ces cinq départements environ 250 à 300 familles polonaises installées comme fermiers, métayers ou propriétaires. Dans la seule année 1928, les services de l'immigration agricole de Toulouse visitaient préalablement à l'installation des colons 85 exploitations vacantes. Ils plaçaient dans l'année 1.450 personnes, la plupart Polonais, Russes ou Tchécoslovaques, dont 67 familles de fermiers et métayers, 107 familles de maîtres valets et 906 ouvriers agricoles isolés.

En dehors des deux grandes régions du Nord et du Sud-Ouest on trouve des colons polonais un peu

partout car, en raison de l'éloignement et de l'influence de l'immigration organisée, les polonais ont une répartition moins frontalière que les autres étrangers. En 1927 il y avait des colons polonais dans 26 départements, dont l'Ain (14) les Alpes-Maritimes (25), la Vienne (9), la Loire (8), l'Indre-et-Loire (8), Le Puy-de-Dôme (7), l'Allier (4), etc...

Les superficies sultivées par les polonais sont peu importantes étant donné le petit nombre de colons. Ils n'exploitent pour toute la France que 3.000 hectares environ. La superficie moyenne des exploitations est toutefois légèrement supérieure à celles cultivées par les espagnols et les italiens dans le Midi. Elle oscille entre 20 et 30 hectares suivant les régions.

La colonisation polonaise en France pourrait prendre un grand développement par suite de l'importance de l'émigration rurale polonaise. Mais jusqu'à présent ce développement a été arrêté par les trop nombreuses difficultés qui gênent l'adaptation. L'éloignement qui oblige à recourir à l'immigration organisée, l'ignorance des méthodes et des cultures qui oblige à un apprentissage préalable, rendent très onéreuse pour les propriétaires la venue de familles polonaises dans les fermes ou les métairies. D'un autre côté les ouvriers agricoles polonais en France sont en général trop pauvres pour accéder facilement au fermage ou à la propriété. Enfin, il n'est pas jusqu'au climat lui-même qui ne rende très difficile l'adaptation dans toute la partie sud de la France. La chaleur continue déprime le polonais et l'incite à des excès de boisson, notamment de vin auquel il n'est pas accoutumé. Toutes ces raisons expliquent le peu d'importance de la colonisation po-

lonaise en France et obligent à la prudence pour l'avenir.

Les colons Tchécoslovaques et Yougoslaves

Un effort a été tenté depuis quelques années pour introduire des familles tchécoslovaques et yougoslaves comme fermiers ou métayers. Le Ministère de l'Agriculture a établi un service de recrutement à cet effet à Prague. Jusqu'à présent le nombre des colons est encore trop réduit pour qu'on puisse rien prédire sur ce mouvement. En 1927 il n'y avait que 53 exploitants tchécoslovaques, cultivant 900 hectares environ et 20 yougoslaves cultivant 215 hectares.

Les mêmes difficultés signalées pour les polonais gênent l'installation des colons tchécoslovaques ou yougoslaves dans les campagnes françaises, notamment dans le Sud-Ouest. Toutefois l'intervention des services publics, en supprimant les intermédiaires et les abus des agents d'affaires, évite bien des déceptions et des échecs et permet d'espérer un certain développement de cette colonisation.

Les colons Russes

En 1927, une population active de 343 agriculteurs russes exploitait près de 1.600 hectares. Les 2/3 (203) étaient propriétaires et cultivaient 875 hectares. Les autres, au nombre de 140 exploitaient 700 hectares comme fermiers ou métayers.

La plupart sont venus depuis la guerre. La ré-

volution de 1917 amena d'abord en France un grand nombre d'anciens propriétaires terriens ruinés, de hauts fonctionnaires, d'officiers supérieurs qui s'installèrent dans des domaines qu'ils possédaient déjà en France ou qu'ils achetèrent. De là le fort pourcentage de propriétaires par rapport aux fermiers et aux métayers. Ces agriculteurs occasionnels, d'origine aristocratique, se trouvent naturellement dans les régions de plaisance : Côte d'Azur (Alpes-Maritimes, 116 propriétaires et 38 fermiers — Var, 16 propriétaires), Côte Basque, région parisienne. Par la suite l'afflux des réfugiés de toutes classes fournit à l'agriculture un assez grand nombre de travailleurs dont quelques-uns, à force d'économie, accédèrent à la petite propriété ou au fermage. Le gouvernement français, d'accord avec la S.D.N. se chargea de placer un certain nombre de russes dans l'agriculture. Le Haut Commissaire pour les réfugiés en fit transporter plusieurs milliers en provenance de Turquie et d'Asie Mineure. Un médecin désigné par la légation ou le Consulat de France les examinait avant l'embarquement. A ceux destinés à la colonisation, la S.D.N. faisait remettre un capital de 5 à 15.000 francs par famille pour permettre leur installation et les premiers frais d'exploitation. Cette avance devait être remboursée en trois annuités égales : la première devait échoir 18 mois après l'arrivée du métayer en France. Toutes les clauses du contrat étaient fixées d'avance entre la S.D.N. et le gouvernement français qui chargeait les bureaux de placement de veiller à leur exécution. Le matériel, le cheptel et le fourrage étaient fournis par le propriétaire. La France accordait aux réfugiés une réduction de 50 % sur les transports par chemin de fer. L'effort porta surtout sur la colonisation dans le

Sud-Ouest. Les progrès furent assez rapides, car l'intervention des pouvoirs publics supprimait les intermédiaires et les frais de recrutement et de transport pour les employeurs. L'enquête de 1927 donne les chiffres suivants :

DEPARTEMENTS	Pro- prié- taires	Fermiers et Mé- tayers	Total	Superficies cultivées (hectares)
Tarn-et-Garonne. . .	—	19	19	150
Dordogne	6	8	14	65
Haute-Garonne. . .	—	18	18	146
Basses-Pyrénées . . .	6	12	18	168
Gironde	3	6	9	498

Ces chiffres doivent être fortement majorés pour donner une idée de la situation en 1932. En 1929 un Congrès agricole de métayers et fermiers russes du Sud-Ouest se réunissait à Toulouse. Y assistaient plus de 70 chefs d'exploitation et les délégués de groupes de réfugiés russes venus de tous les départements de la région, représentant 142 familles de métayers, 46 familles de maîtres valets, 158 familles de petits propriétaires et plus de 500 salariés agricoles, soit au total plus de 1.500 personnes. Il semble qu'à défaut de connaissances et d'entraînement au travail agricole, les Russes montrent beaucoup d'intelligence dans l'exploitation de leurs domaines. L'immigration russe étant essentiellement une immigration accidentelle, née de la guerre, elle s'est surtout recrutée parmi les réfugiés de toutes classes chassés de Russie. Elle tend à diminuer au fur et à mesure que le nombre de ceux-ci se restreint par suite de l'action de la S.D.N. et des œuvres de placement et de secours.

*Colons de diverses nationalités : Hollandais,
Allemands, Anglo-Américains*

Parmi les groupes de colons d'importance secondaire, les Hollandais, Allemands, Anglais et Américains, méritent de retenir l'attention. Les colons hollandais étaient en 1927 au nombre de 532 dont 139, soit 1/3 comme propriétaires et 393 fermiers et métayers. Le mouvement hollandais d'immigration rurale s'est fortement développé depuis la guerre. De 1921 à 1927, le nombre des colons a presque triplé, attirés qu'ils étaient par les propriétaires français désireux de trouver de bons fermiers ou métayers et par le bas prix de la terre rendu encore plus attrayant par un change favorable.

Encore que les colons hollandais soient très dispersés dans les campagnes françaises par suite d'une immigration essentiellement individuelle, c'est surtout dans la moitié Nord de la France que s'en trouve le plus grand nombre. Ceci s'explique, non seulement par la proximité, mais encore parce que les hollandais s'y adaptent mieux que dans le Midi. Il existe même dans le Nord quelques petites colonies hollandaises. La plus curieuse est celle du village de Villeneuve, en Haute-Marne, qui avait été abandonné par ses habitants et les terres laissées en friches. Des familles hollandaises, avec leur nombreux enfants, s'y installèrent et aujourd'hui on compte 60 habitants dont 2 français : le maire et sa femme. L'Eglise menaçant ruine fut restaurée par les immigrants qui recueillirent à cet effet 100.000 frs. dans leur pays. Des tentatives pour développer la colonisation en Normandie ont également très bien réussi : c'est le cas notamment pour les 200 familles représentant 700 personnes qu'on y installa en 1925.

DEPARTEMENTS	Pro- priétaires	Fermiers et Métayers	Total
Eure	14	60	74
Seine-et-Marne	2	39	41
Aube : :	11	23	34
Haute-Marne. :	—	34	34
Indre-et-Loire	5	32	37
Seine-et-Oise. :	5	26	31
Somme	—	23	23

On trouve également quelques colons hollandais dans le Sud-Ouest où des tentatives ont été faites par le Ministère de l'Agriculture et le gouvernement hollandais. En 1927 le gouvernement hollandais envoya une mission dans ces régions pour y étudier les possibilités de colonisation. Aussi, en 1927, le mouvement était-il à peine esquissé avec 11 colons en Dordogne, 7 dans le Gers, 3 dans le Tarn-et-Garonne, etc... La colonisation est gênée dans cette région pour toutes les races septentrionales par la différence de climat et de cultures.

Le logement est également une grosse difficulté : le hollandais habitué à une grande propreté, exige un minimum d'hygiène au logis. Par ailleurs, son instruction est en général plus poussée que celle du paysan français. Très souvent il a suivi un enseignement professionnel agricole et appris les méthodes les plus rationnelles d'exploitation. De là un esprit entreprenant et novateur qui se heurte trop souvent à l'esprit routinier et parfois indifférent du propriétaire français.

Les superficies cultivées par les hollandais en France sont, relativement au petit nombre de colons, assez considérables. En 1927, ils exploitaient 8.505 hectares dont 2.457 comme propriétaires et

6:046 comme fermiers ou métayers. La moyenne des exploitations hollandaises oscille entre 50 et 60 hectares, chiffres nettement supérieurs à la moyenne des domaines cultivés par les autres étrangers. Cette forte moyenne s'explique par le fait que la majorité des colons sont installés dans le Nord de la France.

DEPARTEMENTS	Fermages ou		Total
	Propriétés	Métayages	
	(en hectares)		
Aisne.	735	460	1.195
Seine-et-Marne	152	1.238	1.390
Aube	107	570	677
Seine-et-Oise.	—	527	527
Eure	112	487	599
Marne	100	293	393
Somme	—	313	313
Dordogne	50	200	250

Le colon hollandais par ses qualités de sérieux et de ténacité, par son esprit méthodique et ses connaissances techniques développées, constitue un apport des plus intéressants dans nos campagnes.

Les colons Allemands

Il y avait en 1927, 503 colons allemands cultivant près de 1.600 hectares. L'immigration allemande dans nos campagnes était assez active avant la guerre, notamment dans la région frontrière du Nord-Est. La guerre, naturellement, arrêta complètement la colonisation, comme d'ailleurs, toute l'immigration allemande en France. Alors qu'en 1911, 9 départements du Nord et de l'Est comptaient une population de 40.100 allemands, il n'y en avait plus

que 1.500 en 1921, dont à peine une douzaine de colons. En 1927, la colonisation n'avait pas fait de progrès notables. C'est seulement dans les départements recouvrés d'Alsace-Lorraine que l'on trouve un grand nombre d'agriculteurs allemands. La Moselle, le Bas-Rhin et le Haut-Rhin en comptent à eux seuls 437 sur les 503 recensés pour toute la France.

DEPARTEMENTS	Pro- priétaires	Fermiers et Métayers	Total
Moselle	211	34	245
Bas-Rhin	122	12	134
Haut-Rhin.	49	9	58
Bouches-du-Rhône. . .	2	26	28

La plupart sont des Allemands restés en Alsace et en Lorraine après le retour de celles-ci à la France. Il ne s'agit donc pas d'une immigration ordinaire. La grande majorité est composée de petits propriétaires attachés à leur terre dont la superficie moyenne oscille entre 10 et 15 hectares. Les fermiers sont cinq fois moins nombreux que les propriétaires. Les allemands exploitent environ 1.600 hectares dont 950 comme propriétaires et 550 comme fermiers métayers. La presque totalité de ces superficies se trouvait naturellement en Alsace-Lorraine.

DEPARTEMENTS	Propriétés	Fermages ou Métayages	Total
	(en	hectares)	
Moselle	526	260	786
Bas-Rhin	172	24	196
Haut-Rhin.	109	141	250

La colonisation allemande en France est suscep-

tible d'un grand développement tant en raison du voisinage des deux pays que de la facile adaptation de l'agriculteur allemand dans l'Est et dans le Nord français. Le chiffre important de la population allemande dans ces régions avant la guerre (la Meurthe et Moselle comptait 23.000 allemands en 1911) donne à cet égard une indication intéressante en ce qui concerne l'avenir. Le colon allemand apporte d'ailleurs de très solides qualités : travail méthodique, ténacité et sobriété, qui peuvent le faire comparer au paysan français du Nord.

Les colons Anglais et Américains

Il y avait en 1927 : 167 anglais et 81 américains dirigeant des exploitations agricoles. La plupart étaient propriétaires, 206 propriétaires contre 42 fermiers ou métayers. Les anglais exploitaient 950 hectares dont 838 hectares en propriétés et 112 en fermages ; les américains 1.278 hectares dont 659 hectares en propriétés et 619 hectares en fermages.

DEPARTEMENTS	Pro- prié- taires	Fermiers et Mé- tayers	Total	Superficies cultivées (hectares)
Alpes-Maritimes . . .	35	—	35	192
Eure	17	8	25	112
Gironde	21	2	23	109
Var	16	—	16	210
Basses-Pyrénées . . .	15	—	15	74
Isère	11	1	12	65

Beaucoup d'exploitants anglo-américains sont, soit des capitalistes soucieux de réaliser un bon placement en achetant de la terre en France, soit de ri-

ches oisifs désireux de posséder un domaine dans une région de plaisance ou d'hivernage. Les achats par les capitalistes se sont multipliés surtout depuis la guerre, lors de la dépréciation de la monnaie française. Néanmoins, ce sont les domaines de plaisance qui sont les plus nombreux comme le révèle la répartition géographique des exploitations. La Côte d'Azur en possède le plus grand nombre, puis la Côte Basque, les Côtes de la Manche et les centres d'hivernage (Isère, région de Pau). La plupart de ces domaines sont exploités par un personnel étranger que le propriétaire a fait venir avec lui.

Quant aux fermiers, ils sont en très petit nombre. Quelques-uns sont d'anciens soldats venus en France pendant la guerre et qui y sont restés, parfois mariés à une française. C'est ainsi que la Gironde, par suite du rôle de Bordeaux comme port de débarquement des troupes américaines et l'Eure, en raison de la proximité de Rouen et du Havre où débarquaient les troupes anglaises comptent un assez grand nombre de colons de cette origine.

L'immigration rurale anglaise et américaine est donc d'une nature spéciale. Elle est, avant tout, une forme de riche tourisme, une colonisation de plaisance et, par conséquent, d'avenir assez limité. L'installation de quelques anciens soldats, la spéculation provoquée par un change favorable, furent des phénomènes temporaires de l'après-guerre.

CHAPITRE VI

AVANTAGES DE L'IMMIGRATION AGRICOLE FONCIÈRE. —
STIMULANT POUR LES NATIONAUX. — MISE EN VALEUR
DES RÉGIONS DÉLAISSÉES. — DÉVELOPPEMENT DE
L'ESPRIT D'ENTREPRISE. — MODERNISATION DU
MATÉRIEL ET DES MÉTHODES. — SES INCONVÉNIENTS.

L'installation des colons étrangers a donné un regain d'activité à nos campagnes. Le prix de la terre a monté très souvent du seul fait des offres des immigrés. Dans le Nord, les Belges font s'élever le prix des terres de 30 à 40 % ; dans le Sud-Ouest, l'afflux des Italiens provoque une hausse de 300 à 400 %. Dans le Sud-Est, dans le Jura même phénomène. Dès 1924 on estimait à 150 millions de lires le capital engagé par les Italiens en Gascogne. Aujourd'hui, il ne saurait être inférieur à 200 ou 300 millions. La concurrence, morte dans bien des régions par suite de la pénurie de travailleurs, renaît et les plaintes qu'elle suscite parfois révèlent cette nouvelle situation. Renaissent également ou se développent certaines cultures ou industries agricoles telles que le lin dans le Nord, la sériciculture dans le Sud-Ouest, l'élevage et les cultures maraîchères dans le Sud-Ouest que la tristesse de l'abandon avait gagné. C'est toute une vie nouvelle que l'afflux des colons italiens a provoquée dans ces régions. Ils ont

entraîné avec eux une cohorte de boutiquiers qui se sont installés à Agen, à Nérac, à Lectoure, à Auch, à Toulouse et dans une foule de petites villes. Ils ont également amené des représentants de tous les corps de métiers : maréchaux-ferrants, menuisiers, maçons, etc... dont la pénurie se faisait durement sentir. Le même phénomène, quoique plus atténué, a eu lieu dans d'autres régions, dans le Nord et dans l'Est, où sont venus des artisans ruraux tchécoslovaques et suisses.

Développement de l'esprit d'entreprise. — Les agriculteurs étrangers ont en général un esprit de solidarité plus développé que le français. Les groupements professionnels, les coopératives, les syndicats agricoles, sont bien plus nombreux en Italie, en Suisse et en Belgique qu'en France. De là une heureuse réaction contre l'esprit routinier et individualiste à l'excès qui fait trop souvent la faiblesse économique et politique du paysan français. A cet égard, l'influence des Suisses a été grande dans l'organisation des syndicats d'éleveurs et des fromageries dans le Jura et la Savoie. Les Italiens qui avaient organisé des « consorzi agrari » dans le Sud-Ouest, finirent par entraîner les français dans certains de leurs groupements professionnels. Ils ont notamment fondé des coopératives d'achat et de vente dont les membres doivent être affiliés à un syndicat agricole français, preuve de collaboration existant entre les deux nationalités. Ils ont tenté également de fonder en Gascogne des laiteries et des fabriques de conserves coopératives. Les Russes se réunissent régulièrement en Congrès Agricole à Toulouse et forment des groupements professionnels homogènes. Mêmes remarques pour les Polonais dans le Nord

et l'Est de la France. Inversement, les étrangers, notamment les colons, viennent grossir les effectifs des syndicats et coopératives agricoles français. C'est grâce aux 600 ouvriers agricoles italiens entrés au syndicat de la C.G.T. de Toulon que celui-ci est devenu le plus fort syndicat agricole de France.

Modernisation du matériel et des méthodes. —

La venue des étrangers favorise la rationalisation de l'exploitation et le développement des méthodes scientifiques. Les colons italiens, les Polonais de l'ancienne Pologne allemande, les Suisses, utilisent davantage les engrais, l'irrigation. Les Italiens, dans le Sud-Ouest, importent de nouvelles méthodes pour la récolte des foins. Les Suisses, les Hollandais apportent leur grande expérience d'éleveurs. Le matériel est souvent jugé insuffisant et les colons n'hésitent pas à le moderniser. L'immigrant, plus entreprenant, parfois aussi moins expérimenté, ose davantage, risque ses capitaux, tente des expériences dont bénéficie le pays. Les métayers et fermiers bousculent sans cesse la routine des propriétaires français. L'influence de l'immigration est particulièrement sensible pour tout ce qui touche à l'aménagement des bâtiments et à l'hygiène. Tous les immigrés, à l'exception des Espagnols, des Italiens du Sud et des saisonniers, sont, en général, nettement supérieurs au paysan français sous ce rapport. En Hollande, la plus grande hygiène est observée dans l'aménagement des locaux d'habitation. En Belgique, une grande partie de la population agricole habite des villages où l'ouvrier trouve un certain nombre de commodités inconnues dans les vieilles fermes françaises. En Italie, les lois sur l'hygiène des logements agricoles exigent des lo-

caux en bon état d'habitabilité et des travaux peuvent être effectués d'office sur l'ordre du maire ou du conseil provincial de la santé publique. En Pologne, les grandes exploitations ont de vastes bâtiments aménagés pour les ouvriers agricoles. La France, vieux pays agricole, connaît à la fois la richesse et les tares d'un long passé. Tout comme l'industrie anglaise gênée par un matériel démodé, l'agriculture française souffre d'avoir de trop vieilles constructions. Nous avons signalé à maintes reprises la question du logement, de l'eau et de l'hygiène en général, comme une des grosses difficultés rencontrées, aussi bien pour le maintien à la terre des Français, que pour le développement de l'immigration. Les ouvriers agricoles et les colons exigent des améliorations, des transformations. Ils y travaillent eux-mêmes quand ils le peuvent. C'est ainsi que de nombreuses métairies et propriétés du Sud-Ouest, des fermes de Normandie ont été « réaménagées » et modernisées. Le couchage, notamment, a fait des progrès sous l'influence de l'immigration, comme nous l'avons indiqué. Pour garder les ouvriers agricoles difficilement recrutés, les employeurs ont dû très souvent leur donner une chambre, un lit, des draps. Le couchage à la paille est en recul marqué dans tout le Nord de la France. Des dortoirs pour les célibataires et des logements avec jardins pour les familles ont été construits dans les grandes exploitations. Les contrats de travail visés par les services administratifs d'immigration obligent d'ailleurs l'employeur à fournir un logement convenable.

Sur toutes ces questions, l'immigration organisée a agi plus vigoureusement que la vieille immigration des éléments voisins. Ceux-ci venus spon-

ianément offrir leurs bras, restés le plus souvent dans les régions frontières où ils retrouvaient en partie le genre de vie et de travail qu'ils avaient quitté, se montrent très accommodants. Au contraire, les éléments recrutés depuis la guerre, importés à grands frais, sont très exigeants. Les Polonais, les Tchécoslovaques sentent que l'on a grandement besoin d'eux et qu'on les attire par tous les moyens. Ils en éprouvent à la fois le désir d'exploiter ce besoin et la crainte d'être exploités eux-mêmes. De là leur méfiance, leurs exigences, leurs réclamations, auxquelles l'employeur cède le plus possible pour ne pas perdre le bénéfice des frais engagés pour l'introduction. Il nous souvient d'avoir visité dans une grande ferme d'Eure-et-Loir, le réduit innombrable où logeaient trois travailleurs polonais. Le patron, brave homme, ne comprenait rien à l'instabilité de ses ouvriers étrangers. Comme on lui parlait du logement, il s'étonnait, « toujours les ouvriers avaient été logés là », et il se rappelait avoir été plus mal couché étant jeune valet. L'idée seule de faire construire l'affolait. Il s'y habitua cependant quand un quatrième départ de Polonais eut porté à près de deux mille francs les frais d'introduction. Des logements convenables édifiés par la suite permirent une plus grande stabilité du personnel.

Hausse des salaires. — L'immigration organisée a également contribué à une certaine hausse des salaires et à l'uniformisation des modes de rétribution. La rédaction des contrats-types a amené l'administration à établir des barèmes rigoureux de salaires pour les ouvriers agricoles au-dessous desquels aucune demande d'employeur n'est recevable. Les

groupements qui organisent l'immigration y ont également contribué, afin d'assurer le développement de l'immigration et d'augmenter la stabilité. C'est ainsi que l'Office Central de la Main-d'Œuvre Agricole avance aux immigrés le petit pécule nécessaire à leur venue et à leur installation. Ceux-ci remboursent par mensualités qui ont d'autant plus de chance d'être versées que les salaires sont plus élevés. Pour les fermiers étrangers on a été amené de plus en plus à pratiquer le système des baux avec redevance calculée d'après le prix des produits récoltés par l'exploitation. On suit ainsi les variations du prix de la vie et des récoltes. Le fermier souffre moins de la baisse, le propriétaire peut profiter de la hausse et, surtout, l'adaptation du colon s'effectue avec plus de souplesse.

Religion. — Il n'est pas jusqu'à la religion qui n'ait en général profité du développement de l'immigration agricole. La grande majorité des immigrés sont des catholiques et des catholiques pratiquants. Cet esprit religieux est atténué chez les populations étrangères des régions frontalières par leur contact prolongé avec les milieux français. Il est très vif, au contraire, chez les étrangers introduits massivement et par immigration organisée : Polonais, Italiens du Sud-Ouest, Belges depuis la guerre. Des missionnaires durent venir avec les immigrés et des paroisses abandonnées furent pourvues à nouveau d'un prêtre. A Blanquefort, dans le Gers, le curé n'avait plus que quelques fidèles. La venue des Italiens lui en donna 200. Le renouveau religieux dans les régions atteintes par l'immigration apparaît d'autant plus sensible que beaucoup d'étrangers participent très activement aux cérémonies du culte.

Chez les Polonais, chez les Italiens, tous les fidèles, hommes, femmes et enfants chantent la messe, ce qui donne d'ailleurs à celle-ci une ampleur émouvante. Très souvent aussi, ils organisent des processions chantantes. La population française d'abord étonnée ou ironique, ne fut pas insensible par la suite à cet aspect un peu naïf et théâtral du sentiment religieux, et il arriva que les immigrants firent retrouver à quelques catholiques français le chemin oublié de l'église. Il est vrai que ce phénomène ne se produit que là où les étrangers sont venus très nombreux. Bien plus souvent, par suite de l'isolement, l'immigré, sous l'influence du milieu, perd assez vite l'habitude de pratiquer régulièrement le culte.

Colonisation. — De tous les étrangers venus dans les campagnes françaises, les colons sont ceux qui apportent à la France d'une façon plus continue, leur activité sous toutes ses formes : humaine, sociale et économique. Ils sont stables et liés, plus qu'aucun autre élément étranger, au pays. Par leurs familles nombreuses, ils donnent à l'agriculture cette main-d'œuvre souple qui lui est nécessaire. Ils apportent, avec leur travail, leurs capitaux et leurs initiatives. Plus que d'autres, ils peuvent donc nous aider à utiliser les richesses du pays et, au besoin, à les défendre. Les quatre grands groupes de colons actuels retrouvent d'ailleurs, dans nos campagnes, des similitudes de culture et de climat, de mœurs et parfois de langage qui rendent l'adaptation facile et l'assimilation possible. Ils y apportent aussi, plus ou moins, les mêmes qualités de simplicité, de ténacité, d'épargne et de travail qui font la valeur du paysan français.

Inconvénients et difficultés de l'immigration agricole foncière. Inadaptation et instabilité des immigrés. — Mais à côté des avantages de l'immigration agricole, il y a les inconvénients, notamment dans l'immigration organisée. Les frais d'introduction, les pertes de temps, pour l'exécution des formalités, l'apprentissage des nouveaux venus, les ruptures de contrats, sont autant de charges que l'immigration, depuis la guerre, fait peser sur l'agriculture. L'instabilité, notamment, est bien plus forte dans l'immigration organisée. Résultant des illusions et des exigences excessives des immigrés, de leur inadaptation, de leur isolement plus accentué, elle provoque un renouvellement incessant de frais. Les employeurs, il est vrai, ont contribué jusqu'à un certain point, nous l'avons vu, à cette instabilité. Le petit agriculteur français est souvent un mauvais employeur. Dur pour lui-même; dur pour les autres. Tout-à-fait inapte à résoudre les problèmes de psychologie que pose la main-d'œuvre étrangère et son brusque transplantement. Rien de plus poignant que de lire les dossiers des œuvres d'assistance qui s'occupent des immigrés. Des abus de toutes sortes, des vols, des papiers retenus, des mauvais traitements, des salaires non payés, rien n'y manque. On essaye de profiter de l'ignorance ou de l'isolement de l'ouvrier agricole. Même les bons employeurs ont parfois tendance à traiter les étrangers en extras et non en serviteurs permanents du pays. Très souvent d'ailleurs, la meilleure volonté ne peut éviter l'incompréhension, base de toutes les chicanes, de toutes les amertumes, de tous les désaccords. On sait les malentendus que provoque la seule question de la nourriture ou du logement.

Les contrats sont en général trop compliqués.

Prenons l'exemple d'un contrat pour une famille employée dans le Sud-Ouest. Le père doit recevoir 235 francs par mois, les enfants mâles de 16 à 20 ans 175 francs, la mère est payée à la journée 7 frs et les jeunes filles de 16 à 20 ans, 5 francs. Les hommes reçoivent comme avantages en nature : 300 kilos de blé, 500 kilos de pommes de terre, 200 kilos de maïs et les enfants de 3 à 12 ans : 80 kilos de blé, 200 kilos de pommes de terre. Les hommes et les femmes reçoivent en outre chacun 1/2 litre de lait, les enfants 1/4 de litre, les hommes une barrique de vin et 20 kilos de lard, les femmes 12 kilos de lard. La famille reçoit encore du bois pour sa consommation et 5 litres de pétrole. Une prime de 250 francs en fin de contrat doit être versée aux membres travailleurs. Il y a aussi un jardin et un terrain pour gros légumes. L'employeur doit fournir le matériel pour l'exploitation, les plans et les graines à des tarifs variables. On imagine les calculs, les pesées, les discussions auxquels prête pareil contrat et qui font de l'employeur un véritable épicier.

L'extrême variété de la France agricole oblige d'ailleurs à une grande souplesse des contrats. On a dû établir trois catégories de salaires minima (ce qui est d'ailleurs un progrès réel) pour les régions riches, médiocres ou pauvres. Les différences de rendement, de climat, de formes d'exploitation, expliquent ces variations auxquelles s'ajoute toute la complexité des usages locaux. Mais l'immigré s'empêtre dans ce réseau d'us et de coutumes. Il ne comprend rien à ces traditions séculaires, à ces tarifs différents. Il ne voit qu'une chose, c'est que l'on gagne plus qu'ailleurs.

Le débauchage est encore venu accroître l'insta-

bilité. Des employeurs, tant industriels qu'agriculteurs, n'ont pas hésité à y recourir devant la rareté de la main-d'œuvre et les dépenses exigées pour l'introduction des étrangers. La loi s'est efforcée de réagir contre ces abus en punissant de fortes amendes les employeurs fautifs et en les astreignant à des dommages-intérêts. Mais trop souvent la loi ne peut être appliquée par l'impossibilité de situer les coupables. Aussi, certains industriels n'hésitent-ils pas à envoyer dans les campagnes de véritables recruteurs dont la tâche est d'ailleurs aisée, comme bien on le pense. Pour éviter le débauchage par l'industrie et l'appel des villes, on a interdit à l'étranger introduit pour l'agriculture d'aller travailler dans l'industrie, même à l'expiration de son contrat. Cette interdiction permet, en même temps, de contrôler et de défendre le marché du travail industriel qui risquait d'être envahi par le moyen détourné des entrées pour l'agriculture toujours déficitaire.

Contre l'isolement qui est une des grosses difficultés rencontrées par l'immigration agricole, on a créé des comités départementaux de patronage qui veillent sur les femmes et les jeunes filles et au besoin les conseillent. La presse polonaise préconise la création de « cités rurales » pour les agriculteurs étrangers en France. Ces cités seraient comparables à celles établies autour des puits de mine ou des grandes usines et permettraient de lutter contre l'isolement et l'instabilité. En fait, ces cités existent déjà en petit dans les très grandes exploitations du Nord et c'est ce qui explique que la main-d'œuvre polonaise et tchécoslovaque s'y concentre. Mais elles sont parfaitement irréalisables dans les régions de petites et de moyennes exploitations. Plus efficace est l'introduction des familles pour fixer la main-

d'œuvre et lutter contre l'isolement. Malheureusement, la venue des familles est onéreuse et la question du logement pour elle des plus difficile. Elles ne conviennent d'ailleurs qu'aux exploitations assez importantes et la plupart des employeurs demandent des isolés parmi lesquels précisément l'instabilité est la plus grande. Au surplus, toutes les mesures prises pour fixer la main-d'œuvre étrangère agricole s'avèrent comme peu efficaces pour lutter contre un mouvement qui a déjà détourné une grande partie de la population française du travail de la terre et qui doit nécessairement avoir bien plus d'influence sur des individus transplantés.

On a essayé d'établir une statistique des causes d'instabilité et de rupture de contrats. Si approximatifs que puissent être les chiffres fournis, ils donnent cependant une indication utile sur les difficultés rencontrées par l'agriculture pour garder sa main-d'œuvre étrangère.

Causes de ruptures de Contrats Agricoles	Sur 100 ruptures
Différends au sujet du taux du salaire....	22 %
Règlements tardifs ou irréguliers du salaire	3,5 %
Différends au sujet du repos hebdomadaire, des fêtes religieuses et de la durée de la journée de travail	18 %
Logement	15 %
Nourriture	9 %
Débauchage en cours de route	1 %
Débauchage sur place	2 %
Retenue de pièces d'identité par l'employeur.	0,5 %
Maladies de l'ouvrier	3 %
Ouvriers non qualifiés pour la tâche assignée	7 %

Psychologie de l'ouvrier (bougeotte, appel
de la ville, nostalgie, isolement, etc.) 19 %

Le manque de capitaux. — Pour la colonisation, la plupart des échecs enregistrés sont imputables à la spéculation ou à la pauvreté et à l'inexpérience des immigrants. Des agents d'affaires, courtiers, intermédiaires de toutes espèces, et de toutes nationalités ont exploité les colons, notamment les Polonais, les Italiens, les Suisses et ce sont ces abus qui ont le plus contribué à arrêter la venue des Italiens en Gascogne. Ayant payé trop cher des terres négligées depuis longtemps, les immigrants n'eurent pas un fonds de roulement suffisant pour l'amélioration et la mise en train des exploitations.

Le manque de capitaux est souvent le plus gros obstacle au développement de la colonisation. A cet égard, la presse polonaise s'est indignée, à plusieurs reprises, que le gouvernement français ne fît rien et laissât à la Pologne le soin de financer l'installation des colons. Il est certain que l'Etat ne peut se désintéresser de cette importante question de la colonisation. A défaut de subventions, il doit au moins protéger les colons contre les abus des intermédiaires, les guider, les conseiller, faciliter leur adaptation. Un effort a déjà été fait dans ce sens par le Ministère de l'Agriculture pour les Russes et les Tchécoslovaques dans le Sud-Ouest. En ce qui concerne la question des crédits agricoles aux étrangers, il semble que le gouvernement ait d'abord manqué d'initiative. Dans le Sud-Ouest, notamment, les Caisses de Crédit Agricole ne voulurent pas aider les colons italiens gênés pendant la période d'adaptation. Ce furent naturellement les banques italiennes qui se substituèrent aux caisses françaises et

favorisèrent la constitution de sociétés coopératives agricoles, firent des avances aux colons et drainèrent leurs épargnes. Aujourd'hui, l'Etat français a compris l'utilité d'aider les agriculteurs étrangers et la plupart des conventions avec les pays d'émigration en admettent le principe. Les Caisses de Crédit Agricole accordent aux étrangers des prêts à court terme au taux d'escompte de la Banque de France pour achats d'engrais, de semences, d'outils, etc... Elles accordent aussi, mais plus rarement, des prêts à moyen terme qui ont surtout pour but de permettre à des ouvriers agricoles ayant déjà quelques économies, de devenir métayers ou fermiers. La durée de ces prêts est de deux à dix ans au taux de 5 %. Dans le seul département du Gers, dès 1927, le chiffre des prêts consentis aux Italiens s'élevait à plus de un million. Jusqu'à présent les caisses n'ont pas accordé de prêts à long terme aux étrangers. Ces prêts, d'une durée de 10 à 25 ans, au taux de 3 %, sont réservés aux Français. Les caisses régionales acceptent les dépôts à vue auxquels elles servent un intérêt de 3 %. Dans le Gers, en 1927, les Italiens y avaient plusieurs millions et dans le Tarn-et-Garonne ils représentaient le tiers des sociétaires et clients des caisses. Ici encore, les Italiens se sont montrés beaucoup plus syndicalistes que les Français. Des résultats également satisfaisants ont été obtenus avec les Espagnols, les Polonais et les Russes. Le moyen se révèle excellent pour faire entrer plus complètement les immigrants dans l'activité française.

CHAPITRE VII

SALARIÉS PERMANENTS

Les salariés permanents ou ouvriers agricoles proprement dits sont ceux qui viennent au minimum pour six mois ou un an. Ils étaient en 1927 environ 150.000, soit presque trois fois plus qu'avant-guerre où leur nombre en 1913 était de 55.000. Ceux qui viennent de loin, comme les Polonais ou les Tchécoslovaques, ont un contrat d'un an, alors que les contrats de six mois sont plus fréquents chez les Italiens et les Espagnols. Beaucoup d'ouvriers agricoles restent d'ailleurs en France au delà de la durée de leur contrat et quelques-uns même s'y installent définitivement et accèdent au fermage ou à la petite propriété. Un certain nombre d'ouvriers agricoles sont d'anciens saisonniers désireux de travailler plus longuement en France ou que les employeurs ont appréciés et gardés comme travailleurs à demeure. L'immigration organisée a permis d'accroître le nombre des ouvriers agricoles depuis la guerre, notamment des slaves qui constituent depuis quelques années la moitié des introductions d'ouvriers agricoles permanents.

Le nombre annuel des ouvriers agricoles entrés en France reste sensiblement le même chaque année, car l'agriculture perd une grande partie des

travailleurs qu'elle introduit et connaît en permanence la pénurie de main-d'œuvre. De 1919 à 1927 on en a introduit 280.000 au rythme annuel de 20.000 à 40.000. Jointes aux 60.000 qui se trouvaient en France en 1919 et à ceux entrés sans contrôle, on arrive à un total approximatif de 400.000 salariés agricoles. Comme il n'en restait que 150.000 en 1927, c'est dire que l'agriculture ne garde que le tiers de ses ouvriers étrangers. Cette instabilité se conçoit aisément si l'on songe à l'isolement, à l'indaptation et à la nostalgie dont souffre l'étranger plus encore que le Français. Par ailleurs, l'immigré, dont l'esprit d'entreprise est généralement très développé, résiste moins qu'aucun autre à l'appel du travail industriel et de l'activité urbaine.

Les ouvriers agricoles belges. — Il y avait dans les campagnes françaises en 1927 : 18.822 ouvriers agricoles belges. A ces chiffres s'ajoutaient 20.000 à 25.000 saisonniers qui, tous les ans, déferlent sur les plaines du Nord durant la belle saison, comme nous l'avons vu d'autre part. C'est, au total, une armée de près de 45.000 travailleurs que la Belgique donne à l'agriculture française.

De tout temps, les ouvriers agricoles belges ont constitué un gros appoint de main-d'œuvre pour les campagnes du Nord. L'agriculture industrialisée de ces régions, avec ses très grandes exploitations et ses cultures intensives, oblige les employeurs à recruter un grand nombre de travailleurs supplémentaires pour certains travaux où la main-d'œuvre est incompressible (binages, récoltes). Elle peut aussi offrir aux travailleurs des avantages qui attirent le saisonnier et fixent l'ouvrier agricole. Les grandes exploitations qui sont en majorité occupent un per-

sonnel nombreux auquel elles donnent des salaires assez élevés et des logements convenables. Par là, elles rapprochent davantage les conditions des ouvriers ruraux de celles de l'ouvrier d'industrie. L'immigration rurale belge en France se recrute surtout par le jeu des relations. Chaque année, les mêmes employeurs embauchent le même nombre de salariés à demeure. La plupart des ouvriers agricoles belges viennent de Flandre orientale et occidentale et quelques-uns du Hainaut.

Les ouvriers agricoles permanents étaient en 1927 au nombre de 18.000. Beaucoup d'entre eux se recrutent parmi les saisonniers. Les employeurs, toujours à court de main-d'œuvre, cherchent chaque année à en retenir quelques-uns comme charretiers, valets de ferme, bouviers, vachers, etc... Les qualités exceptionnelles de l'ouvrier agricole belge et son expérience professionnelle, le font d'ailleurs rechercher par les exploitants français. Par ailleurs, les propriétaires et fermiers belges, nombreux dans le Nord de la France, emploient le plus souvent un personnel de leur nationalité. La plupart des salariés agricoles belges se trouvaient dans les départements de grande culture du Nord et de la région parisienne. Les sept départements du Nord, de l'Oise, de l'Aisne, de la Somme, du Pas-de-Calais, de Seine-et-Marne et de Seine-et-Oise, en occupaient à eux seuls près des $3/4$: exactement 73 % en 1927.

Depuis la guerre, ils sont descendus davantage vers le Sud, notamment vers le Loiret, l'Yonne et la Côte-d'Or qui en occupent un millier. Ils se sont également étendus vers la Normandie où un grand nombre de réfugiés affluèrent pendant la guerre. Ils sont même descendus dans le bassin aquitain, attirés par les propriétaires français ou par les co-

lons belges qui avaient acheté ou affermé dans le Sud-Ouest après la guerre. Par le Loir-et-Cher, l'Indre-et-Loire, le Cher et l'Indre, ils rejoignirent le petit groupe qui travaille dans la Dordogne, la Gironde et le Gers.

Quant aux Luxembourgeois, ils se trouvent surtout dans le Nord, et plus particulièrement dans le Nord-Est : Moselle, Meurthe-et-Moselle, Meuse.

DEPARTEMENTS	Belges	Luxembourgeois
Nord	3.828	5
Oise.	2.804	7
Seine-et-Marne	2.162	36
Aisne	1.891	19
Seine-et-Oise	1.621	13
Ardenne	807	48
Eure	790	2
Somme	786	4
Pas-de-Calais.	646	115
Marne.	386	143
Seine-Inférieure.	366	1
Calvados.	321	1
Aube	307	9
Yonne.	296	12
Loiret.	230	1
Eure-et-Loir	202	2
Orne	133	—
Meuse	115	77
Meurthe-et-Moselle	104	70
Moselle	8	146
Alpes-Maritimes	85	2
Indre-et-Loire	59	1
Côte-d'Or	57	35
Loir-et-Cher	61	—
Gers.	47	—
Gironde	42	—

La plupart des ouvriers agricoles belges sont des isolés célibataires ou mariés ayant laissé leur famille au pays. Aussi l'élément féminin est-il peu représenté, sauf dans les départements frontières où un certain nombre de jeunes filles sont embauchées comme servantes, et dans certaines grandes fermes de la région qui s'efforcent de faire venir des ménages de vachers ou d'occuper des familles, sachant que la main-d'œuvre familiale se fixe mieux. Les ouvriers sont nourris, logés et reçoivent en moyenne 12 à 15 francs par jour ou 350 à 400 francs par mois pendant la moisson et 10 francs par jour ou 300 francs par mois pendant l'hiver. Quant aux ménages, ils sont en général logés, chauffés et reçoivent mille francs par mois, mais ils ne sont pas nourris.

En général, l'ouvrier agricole belge est plus stable que les ouvriers agricoles d'autres nationalités et même que le Français. Il s'adapte très bien dans les campagnes françaises où il connaît les méthodes de culture. Son adaptation est évidemment plus difficile dans le Midi, notamment dans le Sud-Ouest où un certain nombre ont été engagés comme maîtres valets et valets de ferme.

Les ouvriers agricoles slaves. — L'immigration organisée a permis aux agriculteurs de la France septentrionale de pallier, en partie, à la raréfaction de la main-d'œuvre tant française que belge après la guerre. C'est de l'Europe centrale et orientale que vinrent les travailleurs agricoles nécessaires, notamment Polonais (31.900 en 1927), Tchécoslovaques (3.280), Yougoslaves (850), auxquels il convient d'ajouter les Russes (1.550). La carte de répartition géographique de cette main-d'œuvre se cantonne dans les régions de grande culture du Nord et du

bassin parisien. Elle ne descend qu'en très petit nombre vers le centre et le Midi par le passage du Poitou et la vallée du Rhône et dans les départements qui possèdent des colonies ouvrières industrielles importantes tels que l'Âveyron, la Loire, le Rhône, l'Isère, etc...

Il y avait en 1927 dans les campagnes françaises environ 32.000 salariés polonais. A l'opposé de l'immigration belge, l'immigration polonaise n'est ni spontanée ni saisonnière. En raison de l'éloignement et des frais de transport, ces salariés sont tous recrutés et introduits par l'immigration organisée et avec un contrat d'une année. Les introductions commencent au printemps et durent tout l'été. L'hiver les réduit considérablement, mais sans les supprimer complètement. Les travailleurs agricoles polonais sont donc des salariés permanents : charretiers, bouviers, valets de ferme, vachers, journaliers, etc... et servantes de ferme pour les femmes.

D 1920 à 1926, 90.000 Polonais furent recrutés pour l'agriculture. Le tiers environ furent introduits avec leur famille pour obtenir une plus grande stabilité et une main-d'œuvre plus abondante.

Années	Hommes	Femmes	Enfants (moins de 15 ans)	Total
1920.....	2.803	650	250	3.703
1921.....	1.535	433	273	2.241
1922.....	6.326	2.136	615	9.077
1923.....	15.557	8.260	1.980	25.797
1924.....	7.200	7.448	2.101	17.749
1925.....	8.040	3.925	1.115	13.080
1926.....	10.721	7.347	1.109	19.177
Total....	53.182	30.199	7.443	90.824

Si l'on admet que les $3/4$ des enfants n'étaient pas en âge de travailler, il reste que dans les sept années qui suivirent la guerre, il a été introduit en France une population agricole active de 85.000 Polonais. Au 1^{er} janvier 1927, il en restait 32.000, soit un peu plus du tiers. L'agriculture perd donc, malgré une politique familiale accentuée, les $2/3$ des travailleurs polonais qu'elle introduit. Il est vrai que ces travailleurs viennent en général avec des contrats d'une année, qu'ils peuvent ne pas renouveler. Mais comme, en raison de l'éloignement, la plupart restent en France beaucoup plus longtemps, c'est l'industrie qui profite de leur abandon du travail agricole.

Le gros inconvénient de l'immigration en général et plus particulièrement de celle des ouvriers polonais, est, en effet, l'instabilité. Différences de langue, de coutumes, de tempérament, ignorance des cultures et des méthodes de travail, susceptibilité, isolement rural, nostalgie, attrait de la ville et des salaires industriels, tout favorise cette versatilité de l'ouvrier polonais. Il faut ajouter que l'immigré est en général un individu décidé et entreprenant ou, ce qui est pire, un naïf qui a rêvé d'un Eldorado et qui se déplace, atteint d'une véritable beougeotte, jusqu'à ce que l'expérience lui ait montré que partout le travail est la condition de la richesse. Cette mentalité est bien moins développée chez les immigrés des pays voisins qui, en raison de la proximité et des relations possibles et aussi de l'ancienneté des mouvements migratoires, connaissent mieux les réalités et les conditions de vie et de travail en France.

L'étonnante variété de la vie agricole en France vient, d'autre part, donner des aliments au mécontentement des immigrés et favoriser leur instabi-

lité. Chaque région, chaque village, entend faire respecter d'anciennes coutumes, imposer ses usages locaux, ses méthodes de travail et de salaires, de logement et de nourriture. Ici on paye la moitié du salaire en nature, là on règle le tout en espèces à la Saint Jean, ailleurs à la Saint Michel. Ici, on mange avec le patron, là au réfectoire. Ici on couche dans une chambre, là dans une chambrée, ailleurs à l'étable ou à l'écurie. A travail égal, pas de salaire égal, car les différences des terres, du climat, du rendement, imposent des conditions différentes. Mais l'étranger ne peut comprendre cela. Il est à priori, dans un état d'esprit de méfiance, il vit dans la crainte d'être exploité et berné. De là le chaos des opinions, des reproches, des plaintes, des conflits, car les immigrés se racontent leur vie entre eux. Le non respect du repos hebdomadaire, la difficulté ou même l'impossibilité d'aller à la messe ou de ne pas chômer à telle fête polonaise inconnue en France, l'absence de messe de rite polonais et de prêtres de leur nationalité, sont également des causes importantes de mécontentement. La nourriture provoque aussi de fréquents conflits. L'immigré croit d'abord que le fermier cherche à gagner sur sa nourriture. Puis il souffre beaucoup d'être privé de ses plats habituels : raviolles au fromage, nouilles au fromage, plat de froment, kutia, etc... Certains plats qu'il aime : lard fumé, saucisson, sont relativement chers en France. On lui donne du vin auquel il n'est pas habitué, et pas ou peu de lait, dont il consomme beaucoup. On l'humilie en lui donnant de la salade qu'il n'aime pas et qu'il considère comme de l'herbe pour les animaux. Il traite de « pomme de terre à cochon » celles qui sont en honneur sur nos tables dans leur robe des champs.

Les logements mal clos, quand ce n'est pas le couchage à l'écurie, si fréquent encore dans nos campagnes, ne conviennent pas aux Slaves habitués à des maisons fortement chauffées, munies de doubles portes et fenêtres. Nos moyens de chauffage sont jugés insuffisants. Les étrangers ne savent pas utiliser nos vastes cheminées de campagne, ni préparer les aliments à la crémaillère. L'usage, en Europe centrale, de blanchir à la chaux les maisons intérieurement et extérieurement est peu pratiqué en France où, trop souvent, les maisons sont noires et tristes.

L'esprit français, par sa vivacité, impressionne profondément le caractère slave plutôt lent et méditatif. Quelques observations bénignes faites sur un ton autoritaire contrastant avec une bonhomie coutumière, font interpréter très souvent des faits insignifiants comme de mauvais traitements et des injustices.

De là des ruptures de contrats nombreuses qui ont nui au développement de l'immigration organisée. En 1928, la section du contentieux au Ministère de l'Agriculture eut 3.475 affaires litigieuses à instruire, la plupart pour des ouvriers agricoles polonais. Une pareille situation rend particulièrement onéreux pour l'agriculture l'emploi de la main-d'œuvre polonaise. Les frais d'introduction qui s'élèvent en moyenne à 600 francs par tête, les pertes de temps consécutives à des formalités nombreuses, la nécessité d'une initiation professionnelle de l'immigré rendue difficile par la différence de langue, les ruptures de contrats qui compromettent brusquement le travail en cours et obligent à subir les conditions d'une main-d'œuvre de remplacement, les exigences de travailleurs ayant des coutumes et

une psychologie différentes, tout contribue à rendre délicate l'utilisation de l'élément slave dans nos campagnes.

Ce sont ces difficultés qui expliquent la répartition géographique de la main-d'œuvre polonaise en France. Elle reste cantonnée dans les régions de grande culture où le sort de l'ouvrier agricole se rapproche davantage du sort de l'ouvrier d'industrie ; 80 % de la main d'œuvre agricole polonaise se trouve dans le Nord de la France et dans le bassin parisien où l'exploitation rationnelle et en grand permet des salaires et des logements suffisants. Des grands dortoirs pour les célibataires et des logements avec petits jardins pour les familles laissent aux travailleurs la possibilité d'organiser leur vie privée, de se nourrir à leur goût et de moins souffrir de l'isolement. Les conditions de travail sont plus uniformes et la journée peut être limitée par roulement. Les Polonais retrouvent d'ailleurs, dans ces grandes exploitations, les conditions de vie que beaucoup ont connues dans les grands domaines polonais et allemands. Habités à avoir un grand nombre de travailleurs, ces exploitations connaissent mieux les particularités et la psychologie de chaque nationalité et évitent ainsi bien des conflits et des malentendus. Elles supportent mieux les frais de l'immigration organisée et sont plus à même d'effectuer les formalités et les poursuites en cas de rupture de contrat. Elles peuvent encadrer les ouvriers, les guider et leur donner ce sentiment de discipline et de direction si nécessaire aux travailleurs slaves. Connaissant le pouvoir de la famille pour fixer la main-d'œuvre, elles n'hésitent pas à en introduire et obtiennent ainsi une plus grande stabilité et, par les enfants se créent des réserves pour l'avenir. Aus-

si, 14 départements de la France septentrionale groupaient-ils en 1927 les $\frac{3}{4}$ des ouvriers agricoles polonais : 24.000 sur un total de 31.900.

Aisne	4.611
Oise	2.951
Seine-et-Marne	2.786
Seine-et-Oise	2.152
Somme	1.554
Pas-de-Calais	1.390
Nord	1.103
Aube	921
Loiret	807
Côte-d'Or	746
Yonne	615
Ardenne	567
Eure-etLoire	480
Calvados	462

Par contre, les petits propriétaires et fermiers du centre, de l'Ouest et du Midi ne peuvent supporter facilement ces charges. Tout comme les petits industriels, ils ne peuvent offrir à leur main-d'œuvre cette organisation quasi administrative du travail, du logement et des avantages des lois sociales, qui sont l'apanage des grands établissements. Le petit paysan-propriétaire, créé par le morcellement de la terre, est d'ailleurs souvent un mauvais payeur. Obligé de peiner pour arracher sa vie à la terre, il ne connaît ni limitation dans sa journée de travail, ni bien-être dans sa maison. Il cherche à gagner sur tout. Il trouve onéreuse et exigeante la main-d'œuvre salariée qui remplace celle plus docile et meilleur marché des grandes familles. Il se montre à son égard dur et rapace, peu respectueux de ses convic-

tions religieuses et de sa dignité, insoucieux de son hygiène. C'est ainsi que dans l'Aveyron, on a trouvé un jeune polonais incapable de se faire comprendre en français et auquel l'employeur refusait toute nourriture depuis plusieurs jours parce qu'il « avait trop coûté et ne rapportait pas ». Il nous serait facile de multiplier de semblables exemples ou de rapporter les scènes pénibles que réservent toujours les enquêtes sociales. Même les employeurs qui sont de brave gens et chez lesquels le travail et la vie restent familiaux, sont trop souvent séparés de l'immigré par l'incompréhension. En général, l'agriculteur offre toujours dans sa demande de main-d'œuvre étrangère, le salaire le plus bas de la catégorie car, ignorant quel ouvrier il va recevoir, il pense qu'il serait impossible de le diminuer si l'ouvrier était inférieur à sa tâche. Mais la plupart ne font pas de réajustement : ils cherchent à récupérer les frais de transport parce qu'ils ne conçoivent pas que ce soit à eux de les supporter.

Aussi les polonais descendent-ils peu, malgré les efforts tentés, à l'intérieur du pays. Les ruptures de contrat y sont fréquentes et souvent l'on peut rencontrer des polonais qui remontent vers le Nord où ils savent trouver des compatriotes et où ils espèrent des salaires et une vie meilleure. Par ailleurs, au fur et à mesure que l'on descend vers le Midi, les différences de cultures et du climat ajoutent aux causes de désadaptation. Si les polonais sont assez nombreux dans l'Aveyron (494) c'est à l'influence des mines et des usines qui ont attiré une colonie ouvrière polonaise importante qu'il faut l'attribuer : un certain nombre d'immigrés habitués au travail de la terre, n'ayant pu se faire au travail de la mine ou de l'usine, viennent offrir leurs bras ou ceux de

leurs enfants à l'agriculture. Le même phénomène, d'ailleurs très réduit, et compensé par le phénomène inverse, se produit pour les mines de fer et l'industrie de l'Ouest (Maine-et-Loire, Calvados) et de l'Est (Doubs, Haut-Rhin, Moselle, Meurthe-et-Moselle).

Valeur de l'ouvrier agricole polonais

L'ouvrier agricole polonais, lorsqu'il est adapté et habitué aux méthodes de cultures, est en général un bon et robuste travailleur. Entre les jugements extrêmes, on peut discerner une majorité pour dire qu'il n'a ni la vivacité ni la rapidité du français dans le travail, qu'il est un peu lent, parfois indolent, taciturne, mais que la qualité de son travail est en général satisfaisante. Il est nécessaire qu'il soit bien encadré et énergiquement mené : ceci est une condition essentielle pour que le recrutement soit normal. Non encadré, et notamment lorsqu'il est isolé, son rendement peut être inférieur d'un tiers à celui d'un français ou d'un belge. L'appât du gain est beaucoup moins fort sur lui que sur la plupart des autres travailleurs agricoles. Il ne travaille guère plus à la tâche qu'à la journée. Alors que le belge s'en va biner les betteraves à quatre heures du matin et travaille parfois jusqu'à la nuit tombante, le polonais ne part guère qu'à 6 ou 7 heures du matin et rentre à 6 ou 7 heures du soir. Du caractère slaves il garde un certain fatalisme et une grande susceptibilité qui étonnent toujours le paysan français. Trois grands mobiles ont prises sur lui : la religion, la famille, la patrie ; aussi souffre-t-il particulièrement de l'isolement et de la nostalgie. C'est

un très gros mangeur et aussi un très grand buveur. Il prend souvent beaucoup de goût pour le vin qu'il ignorait avant de venir en France.

Dans le Nord de la France, il s'adapte assez facilement aux méthodes de cultures. Un certain nombre de polonais sont d'ailleurs des spécialistes rompus au travail rationnel des grandes exploitations polonaises ou allemandes. Les femmes sont actives et très courageuses. Elles sont recherchées comme servantes de ferme. Elles connaissent en général les travaux de l'étable et de la basse-cour et sont capables d'aider aux travaux les plus rudes. Mais depuis 1927 jusqu'en 1931, le recrutement en était presque arrêté, le gouvernement polonais ayant dû interdire le départ des jeunes filles de moins de trente ans dans l'agriculture en France. Isolées, ignorant la langue et les mœurs, parfois illettrées, les jeunes filles polonaises furent en effet souvent victimes de leurs employeurs ou du nouveau milieu où elles travaillaient. Les maternités et les hôpitaux des grandes villes, notamment de Paris, en reçurent un grand nombre dans les années 1925, 1926 et 1927. La police dut même intervenir contre un abus d'un genre particulier : la traite des jeunes femmes et aussi le trafic des enfants des filles mères polonaises par certains romanichels, notamment les marchandes de fleurs au panier à Paris. Rien de plus révoltant que le spectacle d'un de ces odieux marchandages où l'on abusait de la candeur de la mère en lui faisant croire qu'elle pourrait revoir son enfant et où, avec l'enfant, on lui prenait ses dernières économies. Le grand nombre de filles mères parmi les polonaises s'explique d'ailleurs, non seulement par leur ignorance et le déracinement consécutif à l'immigration, mais aussi par leur nature fruste et tout

instinctive. C'est ainsi que sur 800 ouvrières agricoles revenant d'Allemagne et passées en 1928 au poste frontière de Sosnie, 230 soit plus de 25 % étaient en état de grossesse, dont 60 % non mariées. Les mêmes pourcentages étaient constatés dans différents postes frontières.

Pour remédier à cet état de choses préjudiciable au bon renom de la France et rendre à nouveau possible l'entrée des jeunes ouvrières agricoles polonaises, des négociations s'engagèrent entre les gouvernements français et polonais. L'accord se fit aux conditions suivantes ; reproduites par l'arrêté du ministre de l'agriculture du 26 décembre 1928 qui institua des comités départementaux de protection des femmes immigrantes, complété ensuite par la circulaire du 20 mars 1930.

On autorisa en premier lieu l'entrée en France des ouvrières, demandées nominalemeut, qui sont épouses, filles ou sœurs d'ouvrières ou d'ouvriers polonais déjà en France. Lorsqu'un employeur demande l'entrée à son service d'une ouvrière répondant à ces conditions, il doit joindre au contrat-type d'embauchage une attestation, visée du maire, établissant le lien de parenté entre l'ouvrière demandée et un ouvrier déjà en France.

Lorsque l'effectif de main-d'œuvre féminine étrangère utilisée dans un département en agriculture est suffisamment important, il pourra être créé, sous la présidence du préfet et sous l'autorité du Ministère de l'Agriculture, un comité départemental d'aide et de protection des femmes immigrantes. Ce comité est composé de membres nommés par le Ministère de l'Agriculture ou choisis parmi les représentants d'œuvres françaises s'occupant d'assistance sociale ou d'aide aux immigrants ou bien par

mi les personnalités du département qualifiées par l'intérêt qu'elles portent aux questions sociales ou par l'aide effective qu'elles peuvent apporter au comité dans ses travaux. Le Directeur des Services Agricoles et l'inspecteur d'académie sont membres de droit du Comité. Il pourra, par ailleurs, être fait appel au concours du Bureau Départemental de la Main-d'OEuvre Agricole, de la Chambre d'Agriculture de l'Office Agricole Départemental ou de la Direction des Services Agricoles...

Le Comité d'aide et de protection des femmes immigrantes devra être doté au moins d'une inspectrice appointée parlant la langue polonaise. En outre, les inspectrices devront avoir la possibilité de se déplacer et les moyens financiers ou matériels d'effectuer ces déplacements. Elles devront être rémunérées d'une façon suffisante par le Comité, leurs interventions étant gratuites pour les ouvrières et les employeurs et devant revêtir le plus grand caractère d'impartialité. Ces inspectrices pourront être autorisées à régler les cas les plus simples se rapportant à des différends entre les employeurs et les ouvrières à charge de rendre compte de leur activité dans ce domaine au Service de la Main-d'OEuvre et de l'Immigration Agricoles du Ministère de l'Agriculture. Dès que ces différentes conditions seront remplies dans un département, il y aura lieu d'en informer le Ministère de l'Agriculture qui se mettra d'accord avec le Conseiller pour l'émigration près l'Ambassade de Pologne à Paris en vue de la reprise du recrutement collectif à destination de ce département. Ce qui a principalement préoccupé les autorités françaises et polonaises c'est que l'activité des Comités puisse s'exercer aussi efficacement que possible par un contact direct avec les ouvrières,

toutes les fois que les circonstances le permettent. Il y a lieu de bien marquer que le but à atteindre pour améliorer les conditions de l'immigration féminine agricole est non seulement de régler les petits litiges pouvant survenir entre employeurs et ouvrières du fait de la méconnaissance de la langue française ou d'une mauvaise application du contrat de travail, mais aussi par une liaison établie entre les ouvrières et le Comité, d'éviter chez ces ouvrières une dépression morale résultant de leur isolement, dépression pouvant avoir pour elles des conséquences assez graves. La réalisation de ce programme pose des questions financières. Aussi le Conseil Général a-t-il voté, dans certains départements, des crédits auxquels vient s'ajouter une participation des employeurs dans la limite des tarifs homologués par le Ministère de l'Agriculture, lorsqu'ils déposent des demandes de recrutement d'ouvriers agricoles étrangers. Au 1^{er} octobre 1931, des Comités de Protection des Femmes Immigrantes fonctionnaient dans les départements suivants :

Ain	Marne
Aisne	Haute-Marne
Aube	Meurthe-et-Moselle
Aveyron	Meuse
Calvados	Nord
Charente	Pas-de-Calais
Cher	Bas-Rhin
Côte d'Or	Seine-et-Oise
Doubs	Deux-Sèvres
Indre	Somme
Indre-et-Loire	Vienne
Loire	Yonne
Manche	

En outre, dans d'autres départements, des Comités étaient en cours de création ou d'organisation :

Allier	Haut-Rhin
Isère	Saône-et-Loire
Loiret	Seine-Inférieure
Loir-et-Cher	Seine-et-Marne
Oise	Tarn
Orne	

Actuellement, les ouvrières agricoles de nationalité autre que la nationalité polonaise, peuvent faire appel aux inspectrices du Comité de Protection, comme les ouvrières polonaises.

Quel est l'avenir de l'immigration rurale ouvrière polonaise ?

Elle a, depuis la guerre, pris un essor étonnant dépassant largement l'immigration belge et suisse. Mais elle rencontre, nous l'avons vu des difficultés considérables, difficultés qui relèvent en partie de l'infériorité économique de l'agriculture et de son impuissance à garder sa main-d'œuvre. Elle convient mal au petit exploitant français. Produit de l'immigration organisée, elle s'adapte mieux à l'agriculture industrialisée. Elle est la réplique d'ailleurs de l'émigration polonaise vers les grandes exploitations allemandes où les travailleurs sérieusement encadrés sont employés par centaines. Dans cette voie, l'introduction des ouvriers agricoles polonais en France peut continuer à se développer. Elle a déjà remplacé en partie et remplacera de plus en plus dans les grandes exploitations de la France septentrionale la main-d'œuvre française et belge défailante.

*Les ouvriers agricoles
Tchécoslovaques et Yougoslaves*

Tout ce que nous avons dit pour les ouvriers agricoles polonais peut s'appliquer aux Tchécoslovaques et aux Yougoslaves. Introduits par l'immigration organisée il ne se trouve pas de saisonniers parmi eux et tous ont un contrat d'au moins dix mois ou un an. Il y avait en 1927 : 3,282 ouvriers agricoles tchécoslovaques et 854 yougoslaves. Ils se trouvaient pour la plupart dans les grandes exploitations du Nord.

DEPARTEMENTS	Tchéco- slovaques	Yougoslaves	Total
Seine-et-Oise	533	29	562
Seine-et-Marne . . .	515	37	552
Oise	393	7	400
Aisne	53	90	143
Yonne	88	47	135
Marne	74	55	129
Côte-d'Or	56	47	103
Eure	79	23	102
Aube	62	31	93

A eux seuls, les trois départements de grande culture rationalisée de Seine-et-Oise, Seine-et-Marne et de l'Oise, occupaient presque la moitié (44 %) des Tchécoslovaques.

De 1923 à 1929, il a été introduit dans l'agriculture près de 20.000 Tchécoslovaques. Le nombre des familles est bien moins élevé proportionnellement que dans l'immigration polonaise. Alors que les polonais comptent 30 % de femmes et 9 % d'enfants, les tchécoslovaques n'ont que 16 % de femmes, soit deux fois moins et 3 % d'enfants, soit trois fois

moins. Aussi l'instabilité est-elle encore plus forte, en raison du plus grand nombre de célibataires et d'isolés. Sur les 14.130 ouvriers agricoles introduits de 1923 à 1926, il n'en restait au 1^{er} janvier 1927 que 3.282, soit à peine le quart. C'est dire que presque tous abandonnent l'agriculture à la fin de leur contrat, quand ils ne l'ont pas quittée avant. L'impression d'isolement et de dépaysement est d'ailleurs plus accentuée encore pour les tchécoslovaques et yougoslaves que pour les polonais qui peuvent dans les départements du Nord rester en relation avec une population polonaise considérable atteignant le demi million et possédant une organisation sociale et religieuse très développée.

Les Tchécoslovaques ne sont pas moins ombrageux que les polonais et sont même plus méfiants à l'égard de l'employeur. Des équipes de bineurs refusent de faire certains travaux à la tâche dont ils ne peuvent vérifier le décompte. Ils se montrent très âpres dans la défense de leurs intérêts. Le service de la main-d'œuvre au Ministère, qui est chargé d'arbitrer les conflits est étonné souvent de la futilité des causes de désaccord : un poêle qui tire mal, un trou dans le parquet, des ustensiles de cuisine pas assez grands ni assez nombreux, etc...

Tout comme le polonais, le tchécoslovaque ou le yougoslave est plus lent que le français, mais la qualité de son travail est satisfaisante. Leur rendement n'est normal que s'ils sont bien encadrés et dirigés. Ceux introduits jusqu'à présent conviennent bien pour les travaux de la betterave. Ils savent faucher et conduire les chevaux. Les vachers, souvent ne savent pas traire, ce qui a provoqué des mécomptes. De bons bergers capables de faire paquer des troupeaux de moutons rustiques en you-

goslavie, ont parfois été incapables de soigner convenablement un troupeau de moutons précoces et délicats tels que les Dishley et les Southdown. On avait également introduits des artisans agricoles : maréchaux, forgerons, réparateurs de machines agricoles, etc... dont il y a pénurie en France. Ils ont donné toute satisfaction. Les femmes, comme bonnes et comme journalières sont travailleuses et très recherchées, mais le gouvernement tchécoslovaque, tout comme le gouvernement polonais, en a suspendu le recrutement pour les mêmes raisons de moralité et d'humanité.

Les ouvriers agricoles russes

Les russes étaient en 1927 au nombre de 1.556. Il ne s'agit pas ici d'une immigration organisée régulière. Presque tous ces travailleurs sont des réfugiés venus en France par leurs propres moyens ou par les soins d'œuvres d'assistance, notamment avec l'aide de la S.D.N. Le Haut Commissariat pour les réfugiés avait établi avec le gouvernement français des contrats types garantissant l'égalité de salaire et le bénéfice des lois sociales aux ouvriers agricoles russes. Beaucoup travaillent dans des exploitations appartenant à des compatriotes plus fortunés. C'est ce qui explique leur répartition géographique un peu différente de celle des autres travailleurs slaves. Ils se trouvent surtout dans la région parisienne et sur la Côte d'Azur. Les deux départements des Alpes-Maritimes et de Seine-et-Oise en comptent à eux seuls 358, soit presque le quart du total (23 %).

Alpes-Maritimes	221
Seine-et-Oise	137
Loiret	86
Aisne	58
Moselle	50
Gard	54
Corse	54
Gironde	50
Seine-et-Marne	49
Bouches-du-Rhône	41

Le reste est disséminé à travers toute la France quoique le plus grand nombre reste dans la moitié Nord. Il n'y a guère qu'une dizaine de départements qui ne comptent pas d'ouvriers agricoles russes, malgré les effectifs assez réduits de ceux-ci en France. Un certain nombre de ces travailleurs n'étaient pas des agriculteurs. Ils se sont adaptés plus ou moins bien à leur nouvelle vie, y apportant, à défaut de connaissances professionnelles, une grande intelligence.

Cette immigration de caractère accidentel se tarit au fur et à mesure que le placement des réfugiés russes en Europe s'achève par les soins de la S.D.N.

Les ouvriers agricoles Suisses et Hollandais

Les immigrations belges et slaves donnent à l'agriculture de la France du Nord les masses ouvrières et la grosse main-d'œuvre qui lui fait défaut. Les immigrations suisse et hollandaise, au contraire, numériquement très faibles, lui fournissent surtout des spécialistes, des ouvriers agricoles pro-

fessionnellement plus instruits et qui sont nécessaires dans les grandes fermes et dans les régions des cultures ou d'élevage rationalisés. Ce sont des immigrations de valeur plus que des immigrations de nombre et, par là, elles complètent heureusement l'immigration belge et slave.

Les ouvriers agricoles suisses étaient en 1927 au nombre de 6.883. Par rapport à 1911, ce chiffre indiquait une légère augmentation. Tous ces ouvriers étaient des ouvriers permanents. Le nombre des saisonniers suisses est en effet insignifiant comparé à celui des autres nationalités. Le prolétariat rural suisse, moins nombreux et moins misérable que les prolétariats espagnols ou italiens, ne saurait d'ailleurs alimenter une importante immigration saisonnière.

Très ancienne, l'immigration rurale suisse en France suit la loi normale de l'infiltration et de la concentration dans les régions frontières. Toutefois, cette concentration est bien moins accentuée que pour les autres nationalités. Alors qu'elle dépasse 50 % chez les italiens et les Belges et atteint 80 % chez les espagnols, elle n'est que de 30 % chez les suisses. Les cinq départements du Doubs, de l'Ain, du Jura, de la Haute-Savoie et du Haut-Rhin n'ont en effet que 2.240 ouvriers agricoles sur les 6.880 qui sont en France. La région du Nord et le bassin parisien en ont plus que la région frontière : 2.500 environ, soit 36 %. Viennent ensuite les départements de l'est : Bas-Rhin, Moselle, Meurthe-et-Moselle ; le bassin aquitain : Lot-et-Garonne, Gers et Haute-Garonne).

Doubs.	720
Haute-Savoie	525
Ain	520

Seine-et-Marne	476
Côte-d'Or	314
Haut-Rhin	310
Seine-et-Oise	291
Oise	254
Alpes-Maritimes	231
Marne	197
Isère	197
Jura	167
Aube	167
Moselle	162
Eure	150
Haute-Savoie	144
Lot-et-Garonne	143
Haute-Marne	115
Bas-Rhin	113
Gers	110 etc.

Cette tendance plus marquée à la dispersion de l'immigration suisse s'explique en grande partie par la qualité de ces ouvriers agricoles. L'instruction professionnelle est très poussée en Suisse, aussi bien pour l'agriculture que pour l'industrie. Elle forme des spécialistes : beurriers, maîtres vachers, éleveurs de volailles, spécialistes pour laiteries, régisseurs, etc.... Les vachers, les ouvriers fromagers et les maîtres valets sont particulièrement renommés et recherchés. De là, l'effort fait par les chefs des grandes exploitations du bassin parisien pour en attirer le plus grand nombre possible. D'autant que ces spécialités sont presque complètement abandonnées par les français. Tel canton de Seine-et-Marne, sur 10 vachers, n'en a qu'un seul français contre 7 suisses et 2 italiens. Si, dans les petites exploitations, on peut se passer de vachers, il n'en est pas de même

dans les grandes fermes de la France septentrionale où les troupeaux de 40 à 60 têtes et plus ne sont pas rares. Dans le département du Jura où l'élevage et l'industrie fromagère sont si développés, les ouvriers agricoles suisses sont également très précieux. Les nombreux colons suisses de cette région : fermiers, propriétaires, syndicats d'éleveurs et de fromagers, font d'ailleurs appel à leurs compatriotes. Dans le Sud-Ouest, c'est le mouvement de colonisation qui a entraîné la venue d'ouvriers agricoles. Les agriculteurs suisses installés dans cette région ont amené ou attiré des compatriotes lorsque la main-d'œuvre familiale ne leur suffisait pas pour cultiver leur domaine. L'adaptation reste d'ailleurs plus difficile dans cette contrée. Habités à un niveau de vie plus élevé, gênés par les différences de culture et de climat, les ouvriers suisses y réussissent moins bien que les italiens ou les espagnols.

L'ouvrier agricole suisse est un excellent travailleur, connaissant bien sa tâche et l'aimant, ce qui est précieux lorsqu'il s'agit de soigner les animaux. Il présente les qualités de sérieux et de travail de l'ouvrier belge mais, comme lui, son rendement diminue sous un climat trop différent du sien ; de là son adaptation difficile dans le Sud-Ouest. Il est généralement robuste, très propre, sobre et économe. Il est merveilleusement rompu à tous les travaux de l'élevage et des industries annexes. On comprend, dans ces conditions, qu'il soit recherché par les grandes exploitations. Malheureusement, suivant la tendance générale de tous les pays voisins, anciens fournisseurs de main-d'œuvre, l'immigration suisse diminue progressivement ce qui n'est pas sans apporter une nouvelle gêne à notre agriculture.

Les ouvriers agricoles hollandais n'étaient en 1927 que 537. L'immigration agricole hollandaise peut, par la qualité, se comparer à l'immigration suisse. Mêmes aptitudes, même culture professionnelle poussée. Il existe en Hollande un enseignement post scolaire agricole très suivi qui a contribué à faire des ouvriers hollandais des travailleurs de choix. Les illettrés sont inconnus parmi eux, alors qu'il y en a jusqu'à 80 % chez les espagnols immigrés.

L'immigration agricole hollandaise date d'après la guerre. Le mouvement a été amorcé en 1921-1922 à la suite d'une crise économique en Hollande où le gouvernement organisa lui-même des convois de travailleurs désireux de venir en France. Leur répartition géographique s'explique, comme celle des Suisses, par le désir des grandes exploitations de la France du Nord de s'assurer de bons ouvriers.

Seine-et-Marne	78
Nord	72
Ardenne	45
Oise	36
Seine-et-Oise	37
Eure	37
Aisne	33
Marne	33
Moselle	18
Aube	18

Les départements du Nord et du bassin parisien en employaient donc près de 80 %. Le Hollandais d'ailleurs, tout comme le suisse, s'adapte bien dans

ces régions où le climat et les cultures ne sont pas trop différents de ceux de son pays. Dans le Sud, son adaptation est plus difficile et son rendement diminue.

L'ouvrier agricole hollandais est travailleur et sérieux. Très consciencieux il fournit en général un travail soigné. Comme vacher, il joint à une grande connaissance de sa tâche, des qualités de douceur et de patience qui le font apprécier. Le seul reproche que lui adressent parfois les employeurs est d'être plus indolent que le français ou que le belge. Pour la betterave, dans le Nord, il a donné des mécomptes dans certaines fermes. Soit lenteur excessive, soit ignorance du travail, il ne faisait que 2 hectares 1/2 ou 3 hectares pour la campagne au moment du binage, contre 4 hectares aux belges et aux français. Il est très propre et très exigeant sous le rapport de l'hygiène et notamment du logement. De là des difficultés dans les petites exploitations où le couchage laisse si souvent à désirer. Les plaintes à ce sujet ont été si vives que le gouvernement est intervenu. La mauvaise réputation de la France sous le rapport de l'hygiène s'est répandue dans les milieux agricoles hollandais et nous avons perdu d'excellents ouvriers agricoles et ouvriers laitiers.

Les ouvriers agricoles Italiens

Les Italiens sont, après les espagnols, les grands fournisseurs de main-d'œuvre pour l'agriculture de la France méridionale. Il y avait 41.264 ouvriers agricoles italiens en 1927. Ce chiffre ne comportait guère que 1.500 à 2.000 saisonniers d'hi-

ver, le reste, soit 39.000 étaient des travailleurs permanents. En y ajoutant l'ensemble des saisonniers dont le nombre oscille entre 5 et 7.000 suivant les années, on arrivait au total de 45.000 travailleurs que l'Italie fournit à l'agriculture française. En 1911 le chiffre total des salariés agricoles italiens s'élevait, saisonniers compris, à 52.000 environ. Il y a donc eu, depuis la guerre, une diminution malgré les besoins accrus des campagnes françaises. De 1919 à 1926, il a été introduit dans l'agriculture, 75.066 italiens environ dont la moitié, soit 36.000 comme ouvriers agricoles permanents, principalement dans la région du Sud-Est. L'agriculture du Sud-Est, en effet, par la succession continue de ses travaux et de ses récoltes, exige une main-d'œuvre permanente importante. La culture des fleurs, les cultures maraîchères exigent notamment des soins constants et aussi des travailleurs expérimentés que l'on ne peut guère trouver dans des saisonniers de passage. De là, dans les départements où ces cultures sont développées (Alpes-Maritimes, Var, Vaucluse) un grand nombre d'ouvriers agricoles italiens à demeure. Dans le Sud-Ouest il y en a un groupe de 4 à 5.000 environ (Haute-Garonne, Gers, Tarn-et-Garonne) dont un grand nombre de maîtres-valets. Le maître valet est un salarié qui se loue, lui et toute sa famille, pour toute une année chez un propriétaire exploitant. Il est logé et reçoit un salaire fixe et des avantages en nature : vin, jardin, potager, produits de basse-cour, etc... La femme et les enfants sont payés à la journée. Cette situation convient particulièrement aux familles italiennes trop pauvres pour prendre une métairie et qui acceptent provisoirement cette forme de travail. Elles économisent dans l'espoir d'en sortir rapidement. Il y a

aussi dans cette région quelques ouvriers agricoles valets de ferme, charretiers, etc... appelés par les exploitants italiens ou même français. Les pays de vignoble (Gard et Hérault) en possèdent un assez grand nombre ainsi que les grands domaines de la Grau et de la Camargue qui les emploient surtout comme bouviers, vachers ou bergers.

Beaucoup de ces ouvriers agricoles, à force d'économies, arrivent à pouvoir affermer de petits domaines et c'est parmi eux que se recrute l'importante population des colons du Sud-Est : fermiers et propriétaires. L'étroitesse de leurs petits domaines les oblige souvent à rester des salariés une partie de l'année, de sorte que l'agriculture garde le bénéfice de cette main-d'œuvre auxiliaire si nécessaire au moment des récoltes tout en trouvant des exploitants pour de très petites terres que les français abandonnent en raison de leur exiguité. Les femmes et les enfants de ces petits colons remplacent également de plus en plus les saisonniers pour la cueillette des fleurs pour les parfumeurs et des olives pour les fabricants d'huile. Cette lente et régulière accession des immigrés italiens qui, de saisonniers, deviennent ouvriers agricoles puis métayers et fermiers et enfin petits propriétaires, explique leur étonnante adaptation et leur fusion remarquable dans l'activité générale du Midi Méditerranéen. Cette région de très petites propriétés et de cultures délicates convient d'ailleurs admirablement à cette race pauvre et intelligente. Elle remplace progressivement la main-d'œuvre française plus exigeante et qui, dans certains cantons de Grasse est en minorité.

Valeur de l'ouvrier agricole Italien. — Les ouvriers agricoles italiens sont très appréciés et très

recherchés. Ils sont en général bons travailleurs, dociles, respectueux et dévoués. Beaucoup d'employeurs les préfèrent aux français (qu'ils jugent moins maniables et plus exigeants. L'italien est sobre, parfois jusqu'à l'excès, jusqu'à la sous-alimentation. La soupe de légumes, le riz, les pâtes et surtout la polenta, bouillie de maïs et des châtaignes sont les seules variations alimentaires qu'ils connaissent lorsqu'ils viennent en France. Bien que quelques-uns, notamment parmi les saisonniers, soient ignorants de l'hygiène, ils sont en général assez propres. Il convient toutefois de faire une distinction entre les italiens qui viennent du Nord et ceux qui viennent du Sud de l'Italie. Ces derniers sont beaucoup plus nonchalants, plus nomades et moins propres que leurs compatriotes du Nord. La femme cependant est active et travaille plus que l'homme dont le caractère s'apparente assez à celui de l'Arabe. Les Italiens du Sud sont d'ailleurs peu nombreux en France en raison de l'éloignement. Ce sont les Italiens du Nord, surtout du Piémont, de Vénétie, de Lombardie et d'Emilie qui dominent. Ceux-ci sont actifs et robustes, vifs et intelligents. Cette robustesse des piémontais jointe à une grande habileté pour les travaux de terrassement en font d'ailleurs des ouvriers recherchés pour tous les grands travaux, (tunnels, chemins de fer, canaux, etc...). Très dociles, ils observent scrupuleusement les recommandations qu'on leur fait, ce qui est particulièrement précieux pour les cultures délicates du Sud-Est. Ils sont peu lettrés mais très religieux et ont, en général la morale de leur religion. Les patois en usage dans l'Italie du Nord leur permettent une rapide compréhension de ceux pratiqués dans la France méridionale et, par là, une adaptation plus aisée.

Les ouvriers agricoles Espagnols et Portugais

Les ouvriers agricoles permanents espagnols et portugais étaient au nombre de 51.000 en 1927. Ils sont très nombreux dans les départements vinicoles du Languedoc et du Roussillon où la vigne exige un personnel nombreux toute l'année. Sur les 50.000 travailleurs espagnols occupés dans l'agriculture, 80 % se trouvaient dans les Pyrénées Orientales, l'Aude, et l'Hérault. Dans ces départements ils constituent plus de la moitié de la main-d'œuvre salariée. Il y a donc dans toute cette région une tendance très nette à la substitution de la main-d'œuvre française agricole par la main-d'œuvre espagnole, tout comme dans les Alpes-Maritimes par la main-d'œuvre italienne. Un grand nombre d'ouvriers à demeure sont recrutés parmi les saisonniers. L'énorme population agricole de ces régions, par ses attaches et ses relations, assure d'ailleurs un véritable recrutement. Ici, comme dans toutes les régions frontières d'accès facile, l'osmose des populations est très forte. Le succès d'un grand nombre d'immigrants alimente la propagande orale, enflamme les imaginations des paysans espagnols restés au pays. On parle des nombreux ouvriers devenus propriétaires — ils sont près de 5.000 dans le Languedoc — et surtout de ceux enrichis dans le commerce et qui possèdent presque toutes les grandes épiceries de Béziers, d'importants bazars, des salons de coiffure, des cafés, etc...

L'emploi de la main-d'œuvre espagnole dans ces régions s'est généralisée pour plusieurs raisons. D'abord, la raréfaction extraordinaire de la main-d'œuvre française, qui s'explique en partie par l'ac-

cession à la propriété d'un certain nombre de salariés, notamment à la suite du morcellement des grandes propriétés lors des grandes crises vinicoles. Il y a aussi la diminution de la main-d'œuvre française venue du centre, notamment des Aveyronnais dont on comptait encore près de 20.000 dans la seule région de Montpellier en 1929. Enfin, la préférence de maints propriétaires pour la main-d'œuvre espagnole, plus souple et moins exigeante. Les espagnols acceptent des salaires plus réduits, des conditions de couchage médiocres, le travail à la tâche que les français refusent. Ceux-ci, d'un autre côté, étaient souvent en grève, surtout avant la guerre, et ne reculaient pas devant les sabotages ruineux. Aujourd'hui, les espagnols assurent presque tous les gros travaux de la vigne : labour, binage et paillage. Ils ne font les travaux plus délicats de la taille et du sulfatage, qu'autant que la main d'œuvre locale fait défaut.

Dans le Sud-Ouest, les espagnols sont attirés par les propriétaires et fermiers qui manquent de main-d'œuvre. Les colons espagnols assez nombreux dans cette région désertée, font souvent appel à leurs compatriotes. Les français, déjà très rares, vont difficilement chez les exploitants étrangers qui gardent souvent des façons de vivre et de se nourrir différentes de celles de la région. Quelques espagnols sont placés avec leur famille comme maîtres valets. Mais le plus grand nombre sont des isolés, célibataires en général, employés comme charretiers, bouviers, valets, etc.. Les Portugais sont plus dispersés et se trouvent en grand nombre dans le Nord et en Bourgogne. Ils y assurent, ainsi que les espagnols les gros travaux de ferme, de terrassement, de charroi. En Champagne et en Bourgogne, un cer-

tain nombre sont occupés aux travaux de la vigne. C'est ce qui explique en grande partie leur grand nombre, malgré l'éloignement, dans la Haute-Marne, la Marne, la Côte-d'Or, l'Yonne et la Nièvre.

Valeur de l'ouvrier agricole espagnol. — Les ouvriers agricoles espagnols viennent surtout de la côte méditerranéenne, Valence, Castellon, Alicante, Murcie, Tarragone, Barcelone et Catalogne. Aussi le flot de l'immigration agricole espagnole passe-t-il surtout par les Pyrénées-Orientales. Les portugais viennent des districts de Guarda, Coïmbre, Bragança et de l'île Funchal. En général l'ouvrier agricole espagnol manque de spécialité : il sait trop tout faire. Dans les bureaux de placement, quand on l'interroge sur le travail qu'il peut faire, il répond volontiers oui à toutes les questions. Il est surtout apte aux travaux grossiers et pénibles, notamment au défoncement à la bêche, à l'extraction des souches, au creusement des fossés, et c'est pourquoi les travaux de la vigne lui conviennent bien alors que les français délaissent ces travaux ingrats. Il y a peu de laboureurs parmi eux et ils connaissent mieux le bœuf que le cheval. Ils ont fréquemment une certaine expérience pour les soins à donner aux arbres fruitiers : oliviers, amandiers et orangers. Les plus actifs sont ceux qui viennent des provinces du Nord : les basques et les catalans. Le portugais est souvent plus travailleur et moins nomade que l'espagnol, mais celui-ci, par contre, est en général plus robuste et plus résistant. Le plus grand défaut, du travailleur espagnol est l'indolence. Il aime flâner au soleil. Il a l'habitude de la sieste et en exagère facilement la durée. Il a également une tendance au nomadisme. Pour des raisons futiles, il quitte le tra-

vail. Un certain nombre d'ouvriers espagnols constituent dans le midi une population flottante, irrégulière, en quête d'un travail vite abandonné. On les appelle les « trimars » ou « golondrinas ». Espagnols et portugais se nourrissent d'une manière extrêmement frugale, plus frugale encore que les italiens. Les haricots, les pois chiches, les oignons, le lard et la morue salée constituent le fond de leur alimentation. Ils y ajoutent les tomates, les melons, les concombres et les olives qu'ils aiment beaucoup. Naturellement, ils perdent assez vite cette sobriété lorsqu'ils sont nourris par l'employeur et rapidement ils s'habituent au vin à la place de l'eau et à la viande à la place des oignons et des tomates. L'espagnol est malpropre. Il ignore les règles les plus élémentaires de l'hygiène et la mortalité infantile est terrible dans les familles d'immigrés. Ayant souvent abandonné l'Espagne par indigence, il garde en France, au moins au début, un genre de vie très inférieur. Dans les régions vinicoles notamment, les espagnols s'entassent dans les villages et les villes où ils constituent de véritables quartiers. Logés dans des taudis, couchant en grand nombre dans des pièces étroites, ils vivent dans une promiscuité et une misère incroyables. Leur état sanitaire est déplorable et ils apportent parfois en France des maladies comme la variole et même la lèpre, dont on signale quelques cas de temps à autre dans le Languedoc ou le Roussillon. L'ignorance enfin est très grande parmi les ouvriers agricoles espagnols : la proportion des illettrés y atteint 80 %. Les femmes sont également moins travailleuses et moins propres que les françaises. Elles sont très bavardes et très impulsives. On les voit souvent, dans les petits villages du Languedoc, caquetant d'un seuil à l'autre

d'une jolie voix roucoullante ou, parfois, se querellant avec éclat. Les espagnols sont catholiques pratiquants pour la plupart. Mais plus formalistes que profondément croyants, ils perdent très vite l'habitude de pratiquer sous l'influence du milieu français plus indifférent. Seules les femmes restent plus longtemps fidèles au culte qui satisfait à la fois leur sensibilité et leur goût méridional pour les belles cérémonies.

Un grand nombre d'ouvriers agricoles qui travaillent en France rêvent de s'y installer comme métayers, fermiers ou petits propriétaires. De là un stimulant appréciable pour leur travail et un gros effort pour amasser les économies nécessaires. Leur sobriété et l'extrême division du sol dans le Midi vinicole leur permettent de réaliser assez facilement leur rêve et d'accroître ainsi régulièrement le nombre déjà imposant des colons espagnols dans la France méridionale.

CHAPITRE VIII

AVANTAGES ÉCONOMIQUES DE L'IMMIGRATION DES TRAVAILLEURS AGRICOLES PERMANENTS

Cette immigration est profitable à la classe ouvrière elle-même en permettant aux français de remplir les fonctions de cadre, de spécialistes et d'abandonner les gros travaux sans lesquels pourtant il n'est pas d'activité ni de cadres possibles. Ceci d'ailleurs, explique en partie la tolérance des ouvriers français à l'égard des étrangers. Ils se rendent compte, en général, que s'il leur est possible d'obtenir un poste plus agréable ou mieux rémunéré, c'est un peu parce que les étrangers viennent accomplir à leur place les besognes rudes et ingrates. Et ces gros travaux, les étrangers les exécutent avec une activité que l'on trouverait difficilement chez des ouvriers français et, surtout, ils les rendent moins coûteux en se contentant de salaires qui seraient insuffisants pour fixer le français dans ces emplois inférieurs. Libérant la main-d'œuvre habile qui devient disponible pour le travail supérieur, ils contribuent à une meilleure distribution selon les aptitudes des travailleurs et augmentent l'efficacité générale au profit de la collectivité toute entière. Par ailleurs, l'immigration, et surtout l'immigration organisée a beaucoup contribué, comme on

sait, à l'amélioration du logement rural, pour retenir une main-d'œuvre introduite à grands frais et à la fixer par des avantages matériels.

L'immigration agricole étrangère constitue également un frein aux prétentions exagérées des nationaux. Les salaires des ouvriers étrangers sont en effet fixés par le gouvernement français en tenant compte du travail effectué et de la richesse de la région d'emploi. Les ouvriers français, dans ces conditions, sont contraints, pour le même travail, d'accepter un salaire égal sous peine de se voir préférer les ouvriers étrangers et de rester sans emploi. Pour tourner cette difficulté, la C.G.T. a fait une intense propagande syndicaliste auprès des ouvriers étrangers. Les résultats ont été très peu satisfaisants par suite de l'action contraire des prêtres et des gouvernements des pays d'émigration, toujours nationalistes en ce qui concerne leurs ressortissants à l'étranger.

Pourtant cette immigration présente les mêmes inconvénients que l'immigration saisonnière : frais d'introduction, instabilité des immigrés malgré les sanctions de la loi du 11 août 1926 sur le débauchage ; enfin dépendance de l'économie nationale. Il est impossible de prévoir quelle sera l'évolution d'un marché du travail aussi mal équilibré que le marché européen, où, en face de la pléthore de travailleurs qualifiés, s'accroît la pénurie de grosse main-d'œuvre. Mais il est certain qu'une pareille situation peut devenir gênante pour la France dont les besoins, dans les années qui vont suivre, iront en augmentant rapidement. A partir de 1931 sont intervenues les générations déficitaires de la guerre, apportant un contingent de travailleurs réduit de plus de moitié. Redoutable pénurie qui, si on ne

l'atténuaît, finirait d'anémier notre population agricole dans laquelle puiseraient plus largement toutes les branches d'activité. En période d'activité normale, les besoins de main-d'œuvre atteignent toutes les professions régionales. La généralisation du déficit est la caractéristique du marché français du travail. Et la pénurie est telle qu'elle atteint la catégorie des ouvriers qualifiés, des spécialistes. Il n'est pas une contrée de France où nous n'ayons entendu les employeurs réclamer de la main-d'œuvre et en invoquer la pénurie comme une des plus grosses difficultés rencontrées par l'économie française.

Par conséquent, rien que pour maintenir le rythme actuel de notre activité économique, la main-d'œuvre étrangère devra continuer à affluer. Certes, des crises économiques peuvent survenir et réduire nos besoins, mais il est douteux qu'elles les réduisent de sitôt aux possibilités du marché national du travail, déjà si restreint, et dont la pauvreté va s'accroissant. Le chômage lui-même ne peut arrêter complètement l'immigration en raison de l'impossibilité de reclasser la main-d'œuvre inemployée dans les activités qui en ont besoin. C'est ainsi que l'immigration agricole reste continue et que certaines des industries de l'agriculture ne peuvent trouver qu'à l'étranger leur main-d'œuvre.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

L'ASSIMILATION

Il convient de voir comment se développe le phénomène de l'assimilation, comment s'opère l'intégration des éléments étrangers dans la population française, quels en sont les principaux facteurs favorables ou défavorables.

Parmi les principaux obstacles à l'assimilation il faut noter la résistance des pays d'émigration. Les efforts des pays d'émigration, notamment de l'Italie et de la Pologne, tendant à entretenir et à développer tout ce qui favorise le maintien de l'esprit national chez leurs ressortissants ont été particulièrement considérables en France. L'utilisation de l'influence des œuvres d'assistance a été un des premiers moyens employés pour agir sur les immigrés. On peut citer à cet égard comme une des plus caractéristiques l'activité de l'Opéra Bonomelli, œuvre italienne d'assistance religieuse et sociale, subventionnée par le gouvernement italien. L'Opieka Polska (protection polonaise), suit la même politique pour les polonais, mais avec moins d'intransigeance. On peut citer également les œuvres « El Solar Espa-

gnol » à Bordeaux, l'Œuvre des Emigrants Belges. La presse est un autre moyen, et non des moins efficaces, pour garder influence sur les immigrés. Presque toutes les œuvres ou groupements un peu importants publient un ou plusieurs journaux qui s'ajoutent à la multitude des journaux italiens, polonais, etc... qui paraissent en France ou arrivent de l'extérieur. Bien d'autres procédés ont été utilisés par les pays d'émigration pour lutter contre l'assimilation : colonies de vacances pour les enfants, rapatriement en Italie des femmes sur le point d'être mères, restrictions à l'émigration familiale et féminine, difficultés pour fournir les papiers nécessaires au mariage des immigrés en France, etc...

La langue joue un rôle extrêmement important dans l'assimilation. Elle est le véhicule de la pensée et par conséquent de toute influence profonde. Suivant que la langue de l'immigré présentera ou non des analogies avec la nôtre, celui-ci se trouvera plus ou moins soumis à l'influence de la vie et de la culture français. De là, en grande partie, l'adaptation aisée et l'assimilation rapide des éléments venus des pays voisins : Belges, Italiens, Espagnols et celles, si difficiles et si lentes des Polonais, Tchécoslovaques, Russes, etc... L'importance de la langue est d'autant plus grande que l'immigré la conserve très longtemps et que, sauf le cas où il est noyé dans la masse française, un étranger adulte ne parvient que difficilement à utiliser la langue française.

Il faut tenir compte également de la densité de la population étrangère au sein de la population française. Plus ils sont groupés et nombreux et plus les étrangers s'isolent de l'influence française. Depuis la guerre, la venue de masses nombreuses, ho-

mogènes, en un temps court et dans des espaces restreints, a considérablement favorisé la tendance naturelle des émigrés à se grouper en terre d'exil, à se reconstituer des cadres et une vie collective. Par cette tendance à la formation d'îlots, les immigrés échappent de plus en plus au contact de la population et à l'influence françaises. La diminution du nombre des naturalisations dans les régions où la population étrangère est particulièrement dense révèle bien cette résistance à l'assimilation lorsque les étrangers se sentent les coudes. C'est ainsi qu'en 1919 la part des italiens dans les naturalisations qui était de 21 % pour l'ensemble du pays s'abaissait à 5 et à 10 % dans la région méditerranéenne où, cependant ils constituaient 90 % de la population étrangère et 20 à 30 % de la population totale. Par contre, dans les départements où ils étaient plus isolés ils fournissaient jusqu'à 80 % du total des naturalisés.

L'obligation du service dans l'armée française doit être considérée, pour un grand nombre d'étrangers; comme un obstacle à la naturalisation et par conséquent à l'assimilation. Cette appréhension des charges militaires est naturellement plus forte parmi les étrangers qui appartiennent à des pays où le service est très réduit ou même inexistant. Le suisse, par exemple, qui, moyennant une très légère taxe est tenu quitte de toute obligation, recule devant les charges et les risques du service dans l'armée française. L'espagnol également cherche très souvent à fuir le service militaire. Au contraire, les immigrés dont les pays d'origine exigent un service de durée sensiblement égale au nôtre, redoutent naturellement moins la naturalisation, encore que quelques-uns cherchent à échapper au service

dans les deux pays. Les Belges et les Italiens servent indifféremment en France ou dans leur pays d'origine. L'armée reste donc, pour ceux qui n'ont pas de motifs d'en éviter les charges, une excellente école de francisation par la communauté de vie et par la camaraderie qui aident à se mieux comprendre. Mais pour tous ceux qui reculent devant l'obligation du service militaire — et ils sont nombreux — celui-ci constitue un très réel obstacle à la naturalisation et par conséquent à l'assimilation définitive.

Pour qu'une assimilation soit possible il faut, avant tout, que l'immigré soit adapté, accoutumé au pays. Il faut qu'il y trouve un bien être matériel et moral suffisant pour se plaire dans son nouveau milieu et être incité à y rester. Or, le plus souvent, l'étranger trouve effectivement en France des facilités d'adaptation et une multitude d'avantages qui contribuent beaucoup à hâter l'assimilation. L'un des facteurs les plus importants de l'assimilation est, si l'on peut s'exprimer ainsi, le degré de parenté entre l'immigré et la population indigène. Plus il s'en rapproche au point de vue ethnique et linguistique, plus l'étranger s'intégrera facilement dans son nouveau milieu. Mais une grande partie de l'immigration est une immigration frontrière, immigration d'osmose qui rend facile l'adaptation et possible l'assimilation. L'immigré que l'on fait venir avec sa famille a bien plus de chances de s'enraciner. L'Administration l'a compris, qui exige pour autoriser les demandes de main-d'œuvre de certaines nationalités, que la proportion d'ouvriers venant avec leur famille, ou mariés susceptibles d'être rejoints ensuite par les leurs, soit au moins égale à 25 % du total demandé. Aussi, en 1926, a-t-on recensé près

de 600.000 jeunes étrangers de moins de 15 ans représentant le quart de la population étrangère.

Rien ne heurte davantage l'ouvrier immigré que le sentiment qu'il fait partie d'une caste spéciale, inférieure, à laquelle sont refusés certains avantages quoique son travail soit le même que celui des nationaux. L'égalité économique et sociale, au contraire, aide beaucoup à l'accoutumance des travailleurs étrangers car, en contribuant à améliorer leur situation matérielle et morale, elle renforce, par là même, avec leur bien être, leur désir de rester en France. L'égalité économique a toujours été défendue par l'Administration française. Grâce aux contrats types et au contrôle permanent de ses inspecteurs, elle a notamment veillé à ce que fut rigoureusement respectée l'égalité de traitement en matière de législation ouvrière, d'assistance, de retraites, de chômage, etc... et contribué également à donner à l'étranger l'impression qu'il est un peu chez lui. En présence de l'égalité économique du travailleur étranger, les inégalités sociales ne pouvaient subsister car c'est en tant que travailleur, en tant que participant à la richesse sociale qu'il a droit à l'assurance et à la réparation des risques spécifiques qui le menacent. Il reste bien quelques survivances de l'inégalité de jadis, mais peu importantes. C'est ainsi que l'étranger n'est pas assuré en droit contre le chômage, sauf conventions spéciales imposées par les pays fournisseurs. On préférera — et cela est trop naturel — rapatrier, si possible, les ouvriers étrangers. Mais en dehors de ces quelques cas particuliers, on peut affirmer, qu'en règle générale, l'étranger se trouve sur le pied d'égalité avec le français, en matière d'assistance et de prévoyance.

La supériorité de civilisation sur la plupart des

pays d'émigration est, pour la France, un facteur favorable à l'assimilation. Le prestige des pays riches et civilisés sur les pays moins évolués et plus pauvres est en effet aussi attirant que peut l'être pour le rural la vie plus brillante et plus raffinée de la grande ville. La supériorité de civilisation matérielle surtout est un des liens les plus solides pour fixer les immigrés. La masse se laisse beaucoup moins mener qu'on le croit par les sentiments, par le patriotisme. C'est le calcul des intérêts qui, très souvent, attache à un pays ou en détache. Ayant quitté un pays pauvre où il ne pouvait trouver de travail, l'étranger est retenu en France par les hauts salaires et l'abondance de nos denrées. Il s'aperçoit vite qu'il est à la fois agréable et avantageux d'être français. S'il est courageux et économe, il conquiert facilement du bien en France et, s'il retourne au pays, il y fait des comparaisons et regrette notre bonne chère et notre richesse. Le prestige de la civilisation française joue également dans l'ordre moral et social. Il est frappant pour qui a vécu dans les régions de forte immigration de voir à quel point, par suite d'un mimétisme inconscient et surtout du vif désir de s'agréger à un état social jugé supérieur, les immigrés, surtout la jeunesse, finissent par ressembler aux originaires de la région dans tous les comportements de la vie sociale.

Les mariages mixtes peuvent également beaucoup pour intégrer définitivement l'immigré dans la population française. Mieux encore que la naturalisation ils peuvent « faire des français ». Ces mariages semblent devoir être d'autant plus faciles et plus nombreux que l'immigration amène une population en majorité masculine où les célibataires jeunes dominent et que, par contre, la population fran-

çaise comporte un déséquilibre des sexes en faveur des femmes. Aussi en est-il résulté un stimulant pour les mariages mixtes. De 1914 à 1926 le pourcentage des unions mixtes ou étrangères en France est passé de 5 à 9 %. Les mariages mixtes sont, pour la plupart des immigrés et surtout ceux venus des pays voisins, un excellent moyen d'assimilation. Ici apparaît le grand pouvoir de la femme pour fixer et franciser : les étrangers mariés à des françaises constituent en effet de 30 à 40 % du total des naturalisés. Quant aux mariages entre étrangères et français, ils entraînent annuellement la francisation de 3.000 à 5.000 étrangères.

Par ailleurs, les trois quarts des immigrés sont des catholiques et des catholiques pratiquants. Ils retrouvent en France leur religion et leur venue entraîne un incontestable renforcement du catholicisme et de l'Eglise dans notre pays. Le clergé français comprit que l'on ne pouvait laisser sans cadres ni directives religieuses des immigrés qui y étaient habitués et qui, livrés à eux-mêmes, eussent été dangereusement désemparés. L'œuvre accomplie par l'Eglise de France auprès des étrangers est remarquable. Un travail considérable d'organisation et de création de cadres, de missions, d'œuvres sociales, a été effectué. L'Eglise Française s'est appliquée à se faire connaître et aimer des étrangers « non solum verba sed etiam opera ». Par toutes sortes d'œuvres : foyers, garderies d'enfants, patronages, écoles, placements, dispensaires, etc... elle contribue à améliorer la situation des immigrés et aide à leur adaptation. Les étrangers non catholiques, quoique peu nombreux bénéficient également d'une organisation religieuse et d'œuvres plus ou moins importantes.

L'Ecole est le facteur d'assimilation le plus important dont dispose le pays. On peut dire que c'est par elle que s'effectue la véritable assimilation : celle de la 2^e génération qu'elle façonne et francise. Son pouvoir est d'autant plus grand qu'il s'exerce sur des êtres jeunes et malléables et d'autant plus profond qu'il agit sur des esprits en formation. La loi française qui interdit l'ouverture d'écoles entièrement étrangères, a contraint les enfants étrangers à fréquenter l'école française. Seuls les Polonais, grâce au caractère massif de leur immigration, ont obtenu de certains employeurs du Nord l'ouverture d'écoles pourvues de professeurs polonais. La naturalisation, enfin, est la dernière étape de l'assimilation. Elle doit venir transformer en assimilation de droit une assimilation de fait, et c'est pourquoi il ne sert de rien ici de vouloir précipiter les choses. La législation française relative à la nationalité a varié suivant les époques, mais on y remarque une tendance continue à être de plus en plus favorable à l'absorption des éléments étrangers et à donner une importance toujours plus grande au *jure soli* (lieu de naissance) à côté du *jure sanguinis* (filiation). Les francisations, en 1927, s'élevèrent de 86.293, soit six ou sept fois le chiffre annuel d'avant-guerre. Toutefois, la prudence avec laquelle opèrent les services et aussi les inconvénients sérieux qu'entraînait un travail trop rapide, ont amené à réduire légèrement ce rythme aux environs de 70.000 par an, chiffre d'ailleurs considérable.

CHAPITRE II

Il y a peu de concepts qui soient en apparence aussi familiers et plus complexes en réalité que celui de la race. Les plus nobles pays : l'Angleterre, la France, l'Italie, sont ceux où le sang est le plus mêlé et l'objection qui consiste à dire que l'immigration altère la pureté de la race n'a donc guère de valeur puisqu'il est peu de nations qui soient parvenues à une unité plus forte et qui soient cependant le produit de plus de mélanges. La variété des origines du peuple français est d'ailleurs, jusqu'à un certain point, un facteur favorable à l'assimilation des étrangers. Une race plus homogène se laisserait moins facilement pénétrer et, surtout, par des immigrés appartenant à des nationalités aussi diverses que celles qui affluent actuellement dans notre pays. Les belges et les allemands dans le Nord et dans l'Est, les Italiens dans le Sud-Est, les Espagnols dans le Sud-Ouest, retrouvent des populations auxquelles ils s'apparentent assez pour que la fusion soit aisée et rapide. Ces possibilités d'accueil permettent ainsi un panachage qui diminue les dangers que comporterait la venue massive d'émigrés d'une seule nationalité.

Mais si la pureté de la « race » française ne saurait être menacée par l'immigration européenne, en est-il de même pour ce qui concerne la nation et la civilisation française ? Ce n'est pas le sang qui est

le lien de la grande solidarité nationale, c'est l'esprit. C'est donc lui qui se trouve menacé par l'immigration pourtant on peut affirmer que l'adaptation, en quelque sorte physique et l'assimilation officielle, entraînent plus ou moins une assimilation d'ordre sentimental et intellectuel. Nous avons vu d'ailleurs que c'est en grande partie par l'école, par la langue, que s'opère la fusion. De même que l'étranger s'adapte rapidement à un niveau de vie plus élevé, très vite aussi il s'imprègne d'une culture supérieure et de cette atmosphère de raison et de mesure qui se dégage en France de la nature elle-même.

L'accroissement continu de la masse des étrangers qui rend de plus en plus lente et difficile depuis la guerre leur assimilation, développe, par ailleurs, le redoutable problème de la saturation. Certes, et nous le répétons, la France, par le prestige de son sol, de son climat, de sa civilisation, de ses richesses, est merveilleusement douée pour absorber ethniquement et moralement les apports étrangers. Certes, il n'est pas au dessus de ses écoles, de ses élites, d'encadrer, de diriger, d'éduquer l'énorme armée de mercenaires du travail qu'il lui a fallu recruter ; mais quel danger, du jour où la diminution des cadres et le gonflement des troupes, rendraient difficile l'assimilation de celles-ci. C'est alors qu'apparaît le péril de l'invasion pacifique, ce mal que l'on retrouve si souvent à l'agonie des vieilles civilisations. Car ces masses frustes, inférieures si l'on veut, croîtront en raison de leur infériorité même, cependant que les français en raison de leur « supériorité » tendent à ne plus se perpétuer. Déjà on s'inquiète de voir les étrangers contribuer de près de moitié à notre croissance démographique. Ce qui

rend encore plus redoutable ce danger, c'est qu'il masque le recul progressif de la population nationale. Les vides se trouvent comblés par les apports nouveaux. La vie continue, empêchant ou retardant les réactions possibles du peuple qui décline : jusqu'au jour où les nouveaux venus s'aperçoivent qu'ils sont maîtres de toute la vie productive du pays et agissent en conséquence.

Pour conjecturaux que restent encore tous ces périls, il convient néanmoins de les bien envisager pour mieux les prévenir, pendant qu'il en est temps et pour se rappeler, notamment que l'immigration ne doit pas être un remède à la réduction de la natalité, mais un palliatif dont l'abus serait gros de conséquences. Le seul remède contre l'anémie de la race et l'invasion pacifique reste une politique familiale atténuant l'inégalité choquante qui, notamment dans l'ordre économique, accable la famille et prime l'égoïsme individuel.

Vu : *Le Doyen,*
BERTHÉLEMY.

Vu : *Le Président,*
WILLIAM OUALID.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- BERCOVICI. — Le contrôle sanitaire des immigrants en France, Paris 1926.
- BLANCHARD. — La main-d'œuvre étrangère dans l'agriculture française. Aix 1913.
- CAILLARD. — Les migrations temporaires dans les campagnes françaises. Paris 1912.
- CAZIOT. — La valeur d'après guerre de la terre. Paris, 1920.
La vérité sur la richesse agricole. Paris, 1926.
- CHROMECKI. — Le problème de l'immigration polonaise en France, 1929.
- CHASSEVENT. — Appel à la main-d'œuvre étrangère pour l'agriculture française. Paris, 1929.
- FIDEL. — L'émigration Italienne. Paris, 1910.
- GEMAHLING. — La décroissance de la natalité et l'avenir de la France. Bordeaux, 1913.
- GUGITERA. — Le contrat type pour l'emploi des travailleurs étrangers en France. Paris, 1924.
- JEAN MARC. — L'immigration agricole dans l'Aisne. Paris 1926.
- LEDRE. — Les émigrés russes en France. Paris, 1929
- Dr. MARTIAL. — Traité de l'immigration et de la greffe inter-raciale. Paris, 1931.
- MAUCO. — Les étrangers en France. Paris, 1932.
- MONNIER. — Les inconvénients de l'immigration. Paris, 1905.
- NIKLEWSKI. — La réglementation de l'immigration des travailleurs polonais en France. Nancy, 1930.

- NOGARO et WEIL. — La main-d'œuvre étrangère et coloniale pendant la guerre. Paris, 1926.
- NUMA RAFLIN. — Le placement et l'immigration des ouvriers agricoles polonais en France. Ministère du Travail, 1911.
- OUALID. — Cours de Doctorat. — Articles du Musée Social 1927, de la Revue d'Economie politique et de la Revue internationale du Travail (1928).
- PAIRAULT. — L'immigration organisée en France. Paris, 1926.
- PAON. — L'immigration en France. Paris 1926.
- PEYRET. — L'immigration de la main-d'œuvre agricole italienne en Gascogne. Bordeaux 1928.
- PIGNAROL. — Le traité franco-italien du 30 septembre 1919, Toulouse, 1922.
- L. POSZOVA. — L'émigration polonaise en France, Gebethner et Wolf. Paris, 1931.
- PROST. — L'immigration en Franche-Comté. Paris 1929.
- REMOND. — L'immigration italienne dans le Sud-Ouest de la France. Paris, 1928.
- ROUILLON. — Les traités de travail et la main-d'œuvre étrangère. Paris, 1925.
- ET. RONSE. — L'émigration saisonnière belge. Gand, 1913.
- SOUCHON. — La crise de la main-d'œuvre agricole en France, Paris, 1914.
- VANDERWELDE. — L'exode rural et le retour aux champs. Paris, 1910.
- WOOG. — La politique d'émigration de l'Italie. Paris, 1930.
- MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. — Conventions et règlements relatifs à l'immigration et à l'émigration. Paris, 1929.
Enquête sur les Etrangers, 1929.
Statistiques de l'immigration de 1918 à 1926, Paris, 1927.
- ARTICLES. — En ce qui concerne les articles traitant de l'émigration, leur nombre ne permet pas d'en donner la liste. Les plus nombreux et les plus intéressants se trouvent dans « La revue Internationale du Travail », la « Revue de l'Immigration », la « Main-d'œuvre agricole (1914-1925) », « Chronique des migrations », « L'Etranger catholique », le « Bulletin de l'Office central de la main-d'œuvre », « L'Economiste français », la « Revue d'Economie Politique ».

TABLE DES MATIERES

RÔLE DE L'IMMIGRATION AGRICOLE ÉTRANGÈRE DANS L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

PREMIERE PARTIE

ORGANISATION ET CONTROLE DE L'IMMIGRATION AGRICOLE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les débuts</i>	5
Services administratifs de l'immigration	9
Service de la Main-d'œuvre agricole	9
Commission interministérielle de l'immigration et Conseil national de la main-d'œuvre	10
CHAPITRE II. — <i>La conclusion d'accords particuliers avec les pays d'émigration</i>	13
Loi du 19 juillet 1928	15
Le contrat type	16
CHAPITRE III. — <i>Le fonctionnement de l'immigration</i> ..	21
Le placement	21
Le recrutement : en Pologne, Italie, Tchécoslova- quie, etc.	22
Les transports	29
La réception aux frontières	30
La répartition	33
Le contrôle de la main-d'œuvre étrangère à l'intérieur	34
CHAPITRE IV. — <i>L'immigration non contrôlée</i>	37

DEUXIEME PARTIE

ETUDE STATISTIQUE DE L'IMMIGRATION AGRICOLE ETRANGERE EN FRANCE SA REPARTITION GEOGRAPHIQUE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les effectifs étrangers en France</i> ..	41
Répartition géographique des nationalités	45

(Italiens, Belges, Espagnols, Suisses, Slaves, Polonais, Tchecoslovaques, Russes, Yougoslaves).

CHAPITRE II. — <i>Population active étrangère</i>	53
Importance de l'élément actif dans la population étrangère	53
La part des étrangers dans la population active de la France agricole	55
CHAPITRE III. — <i>L'immigration saisonnière</i>	57
Mouvement de cette immigration	57
Les nationalités fournisseurs	59
Répartition géographique :	
Ouvriers Belges	59
Ouvriers Italiens	65
Ouvriers Espagnols	69
CHAPITRE IV. — <i>Aspect économique de l'immigration saisonnière. — Avantages</i>	73
Enorme accroissement de la production. Adaptation de la main-d'œuvre aux besoins et diminution du chômage. Apport de travailleurs tout formés.	
Inconvénients.	
Frais d'introduction. — Exportation des épargnes. — Dépendance de l'économie nationale.	
CHAPITRE V. — <i>Immigration foncière. Propriétaires, fermiers, métayers</i>	81
Mouvement de cette immigration	81
Répartition géographique	82
Superficies cultivées	84
Les Nationalités fournisseurs	88
Le colon Italien sa valeur	90
Le colon Belge	124
Le colon Espagnol	133
Le colon Suisse	140
Le colon Slave	147
Autres nationalités	157
CHAPITRE VI. — <i>Aspect économique de l'immigration foncière. — Avantages de cette immigration</i>	163
Stimulant pour les nationaux. Mise en valeur des régions délaissées. — Développement de l'esprit d'entreprise. — Modernisation du Matériel et des Méthodes.	
<i>Inconvénients de cette immigration.</i>	
Manque de capitaux de certains immigrés. — Inadaptation à certaines cultures et à certaines régions.	

CHAPITRE VII. — <i>Salariés permanents</i>	177
Mouvement de cette immigration. — Raison des variations constatées	177
Répartition géographique :	
Ouvriers Belges	178
Ouvriers Slaves	181
Ouvriers Italiens	203
Ouvriers Espagnols	207
CHAPITRE VIII. — <i>Aspect économique de cette immigration. — Avantages</i>	213
Activités supérieures réservées aux nationaux. — Amélioration du logement rural. — Frein apporté aux prétentions exagérées des nationaux.	
Inconvénients	215
Frais d'introduction. — Conventions qui les réglementent. — Instabilité. — Loi du 11 août 1926. — Dépendance de l'Economie nationale dans le présent et davantage encore dans l'avenir proche.	

TROISIEME PARTIE

L'ASSIMILATION

CHAPITRE PREMIER. — <i>Raisons qui s'opposent à celle-ci : résistance des pays d'émigration</i>	217
Langue. — Densité dans certaines régions. — Service militaire	219
Mais facilitée par la parentée ethnique. — L'immigration familiale	220
L'égalité économique et sociale. — Supériorité de la civilisation française. — Mariages mixtes. — Influence du clergé français	221
L'école. — Naturalisation	222
CHAPITRE II. — <i>Influence de l'immigration sur l'unité de la race et sur la culture française. — Danger de saturation</i>	225

